

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES

PROCÈS-VERBAUX DU SÉNAT



SESSIONS ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DE 1870

TABLE.

NAPOLÉON III (Sa Majesté l'Empereur). — Discours de Sa Majesté à l'ouverture de la session de 1870, t. 1, p. 6; — à l'occasion de la réception du 1^{er} janvier, t. 1, p. 384; — à la réception du recensement général des votes sur le plébiscite, t. 6, p. 178.

A

Actes de l'état civil. — Pétitions réclamant des modifications dans la rédaction des actes de l'état civil. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 2, p. 82. — Ordre du jour. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 405. — Ordre du jour. — Rapports par M. le duc Padoue, t. 7, p. 367, 368. — Ordre du jour.

Administration militaire. — Pétition réclamant l'exécution des dispositions du décret du 1^{er} décembre 1862, en ce qui concerne l'avancement du personnel des bureaux de l'intendance militaire. — Rapport par M. le général Dumas, t. 4, p. 444. — Ordre du jour.

Admissions temporaires. — Projet de loi portant que le régime des admissions temporaires sera réglé par des lois spéciales, t. 3, p. 145.

Admissions temporaires. — Pétition relative aux admissions temporaires des tissus de coton. — Rapport par M. Michel Chevalier, t. 6, p. 109. — Pétition relative aux admissions temporaires des fers, fontes et aciers. — Rapport par M. Michel Chevalier, t. 6, p. 147. — Ajournement.

comte de La Ruë, t. 1, p. 251. — Observations de MM. Michel Chevalier, Baroche et Chaix d'Est-Ange, p. 254 à 257. — Ajournement, p. 257. — Discussion : MM. le maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, le baron Dupin, Michel Chevalier, le général Daumas et le général Le Bœuf, *ministre de la guerre*, t. 3, p. 57 à 113. — Ordre du jour.

Alignements.

1. — Pétition réclamant la simplification des formalités exigées pour l'instruction des demandes d'alignement. — Rapport par M. Chaix d'Est-Ange, t. 1, p. 181. — Discussion : MM. Le Roy de Saint-Arnaud, p. 190, 268, et Chamblain, *conseiller d'État*, p. 277. — Renvoi au ministre de l'intérieur et au ministre des travaux publics.

2. — Pétition demandant que les plans d'alignement pour les communes rurales soient faits d'urgence et aux frais de l'État par les agents voyers. — Rapport par M. Suin, t. 4, p. 547. — Ordre du jour.

ALLARD (M. le général), *président de la section de la guerre et de la marine au Conseil d'État, commissaire du Gouvernement*. — Est entendu sur le projet de loi relatif au remplacement militaire, t. 8, p. 181. — *Session extraordinaire*. — Est entendu sur le projet de loi augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 200, 211.

Annonces judiciaires (Proposition de loi concernant les), t. 7, p. 318. — Rapport par M. le marquis de Chasseloup-Laubat, t. 8, p. 857. — Nouvelle rédaction de la proposition de loi, p. 899.

Appel du contingent. — Proposition de loi tendant à réduire à 90 000 hommes le contingent de la classe de 1869, t. 5, p. 242. — Rapport par M. le général comte de La Ruë, t. 5, p. 281. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, p. 283. — (*Voy. Armée, n° 3*).

Archéologie. — Pétition réclamant l'exécution de la loi qui a prescrit la publication aux frais de l'État des documents archéologiques laissés par feu Nestor L'hôte. — Rapport

par M. Silvestre de Sacy, t. 1, p. 239. — Discussion : MM. Le Verrier, le Rapporteur et Lebrun, p. 42 à 46. — Renvoi au ministre de l'instruction publique.

ARISTE (M. D'). — Est nommé secrétaire du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 366. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 3, p. 428 ; t. 8, p. 395 ; — de la commission chargée d'examiner une plainte formée contre M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 187 ; — de la 4^e commission des pétitions, t. 4, p. 367 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conseils généraux, t. 7, p. 160 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi modifiant les articles 826 et 832 du Code Napoléon, t. 7, p. 747. — Fait un rapport sur un projet de loi d'intérêt local, t. 8, p. 961. — Est entendu : sur le projet de règlement, amendements relatifs au nombre des secrétaires, t. 1, p. 610 ; — sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 4, p. 235 ; — sur le projet de loi relatif aux conseils généraux, t. 8, p. 489. — *Session extraordinaire.* — Est nommé vice-secrétaire du 1^{er} bureau, t. 9, p. 15. — Adjure la presse de s'abstenir de donner les nouvelles des mouvements de troupes, t. 9, p. 122.

Armée.

1. — Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 1832, en ce qui concerne le remplacement militaire. — Exposé des motifs, t. 7, p. 300. — Texte du projet, p. 314. — Rapport par M. le général baron Charon, t. 8, p. 34. — Discussion générale : MM. le général comte de La Ruë et le général baron Charon, *rapporteur*, t. 8, p. 161 à 178. — Art. 1^{er} : MM. le général marquis de Laplace et le général Allard, *président de section au Conseil d'État*, p. 178 à 182. — Adoption par 80 voix contre 1, p. 183 ; liste des votants, *ibid.*

2. — Projet de loi relatif aux engagements volontaires en temps de guerre. — Exposé des motifs, t. 8, p. 446. — Texte du projet, p. 441. — Rapport par M. Rouher, t. 8, p. 444. — Adoption, p. 448.

3. — Projet de loi portant à 140 000 hommes le contingent à appeler sur la classe 1870. — Exposé des motifs, t. 8, p. 558. — Texte du projet, p. 560. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 8, p. 600. — Adoption, p. 602. — (*Voy.* Appel du contingent).

4. — Proposition de loi portant création d'un fonds de secours pour les femmes, les enfants et les ascendants âgés et infirmes des militaires, marins et gardes mobiles sous les drapeaux, pendant la durée de la guerre actuelle, t. 8, p. 650. — Rapport par M. le comte de Germiny, t. 8, p. 726. — Adoption, p. 727.

5. — Proposition de loi relative à la franchise des lettres et mandats déposés et adressés aux militaires faisant partie des corps d'armée en campagne. — (*Voy.* Postes, n° 2.)

Séssion extraordinaire.

1. — Projet de loi relatif à l'augmentation des forces militaires de la France, t. 9, p. 30. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 9, p. 34. — Adoption, p. 37.

2. — Projet de loi additionnel à la loi du 10 août 1870, relative à l'augmentation des forces militaires de la France, t. 9, p. 99. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, p. 101. — Observations de MM. le baron Dupin, Busson-Billault, *ministre président le Conseil d'État* et de Chabrier, p. 102 à 105. — Adoption, p. 106.

3. — Projet de loi relatif aux forces militaires de la France pendant la guerre, t. 9, p. 168. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 9, p. 185. — Discussion : MM. le général marquis de Laplace, Le Roy de Saint-Arnaud, le général Allard, *président de section au Conseil d'État*, Le Verrier, le baron Dupin et de Maupas, p. 197 à 212. — Adoption, p. 213.

Armée.

1. — Pétition du sieur Gauzens demandant que l'armée

soit employée à la construction des voies de communication. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 76. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant la réforme de la loi de 1868 sur l'organisation de l'armée. — Rapport par M. le général comte Guérin, t. 1, p. 531. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Girardeau réclamant comme réparation d'une erreur son renvoi du service militaire. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 565. — Observation de M. Manceaux, *commissaire du Gouvernement*, p. 570. — Ordre du jour.

4. — Pétitions relatives aux exemptions accordées par l'article 13 de la loi de 1832. — Rapport par M. Larabit, t. 2, p. 408. — Ordre du jour. — Rapport par M. le général marquis de Laplace t. 4, p. 586. — Ordre du jour.

5. — Pétition relative à l'avancement dans l'armée. — Rapport par M. de Montjoyeux, t. 4, p. 131. — Ordre du jour.

6. — Pétition réclamant l'emploi de l'armée dans les grands travaux publics. — Rapport par M. le général vicomte de La Hitte, t. 6, p. 247. — Ordre du jour.

7. — Pétition réclamant le retour dans ses foyers d'un militaire appartenant à la deuxième portion du contingent de la classe 1864. — Rapport par M. le général vicomte de La Hitte, t. 6, p. 249. — Ordre du jour.

8. — Pétition demandant : 1° qu'on impose aux compagnies d'assurance et de remplacement militaire la formalité d'une déclaration préalable ; 2° qu'on crée des commissaires spéciaux, officiers de police judiciaire nommés par l'État et chargés de surveiller et d'inspecter ces établissements. — Rapport par M. Quentin Bauchart, t. 8, p. 215. — Ordre du jour.

Armée pontificale. — Pétition demandant que le sieur François Séguin, mineur, engagé dans l'armée pontificale sans le consentement de sa mère, soit rapatrié. — Rap-

port par M. de Marnas, t. 6, p. 170. — Ordre du jour.

Armes. — Projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement à mettre en réquisition toute commande d'armes faite par l'étranger et en voie d'exécution dans les fabriques françaises, t. 9, p. 230. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, p. 238. — Adoption, p. 240.

Assistance judiciaire. — Pétition réclamant contre une décision du bureau d'assistance judiciaire d'Avesnes. — Rapport par M. le vice-amiral vicomte de Chabannes, t. 6, p. 420. — Ordre du jour.

Assistance publique. — Pétitions recommandant l'adoption de diverses mesures d'assistance ayant pour objet de venir en aide aux classes peu aisées. — Rapports par M. Michel Chevalier, t. 6, p. 62, 63. — Ordre du jour.

Associations syndicales.

1. — Pétition réclamant des modifications à l'organisation syndicale de la plaine de Queyries (Gironde). — Rapport par M. de Marnas, t. 4, p. 78. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant des modifications à l'organisation du syndicat du canal de Cadenet (Vaucluse), t. 4, p. 605.

AUDIFFRET (M. le marquis d'). — Est nommé président du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32. — Est nommé membre de la commission de comptabilité, t. 1, p. 33. — Fait hommage au Sénat du 7^e volume du *Système financier de la France*, t. 7, p. 384.

Avignon (Pont d'). — Pétition au Sénat demandant le rachat du péage du pont d'Avignon. — Rapport par M. de Goulbot de Saint-Germain, t. 2, p. 62. — Observations de MM. Béhic et Vernier, *commissaire du Gouvernement*, p. 78 à 80. — Ajournement, p. 81. — Discussion : MM. Béhic, le rapporteur et Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2,

p. 358 à 372. — Renvoi à la commission pour un nouvel examen, p. 372. — Rapport supplémentaire par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 335. — Renvoi aux ministres de l'intérieur, des finances et des travaux publics.

Avocats. — Pétition sollicitant une énergique répression contre l'abus de la parole commis par les avocats dans leurs plaidoiries. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 1, p. 226. — Ordre du jour.

Avoués. — Pétitions indiquant des combinaisons pour indemniser les avoués des pertes que leur fera subir le projet de révision du Code de procédure civile. — Rapport par M. Suin, t. 4, p. 104. — Dépôt au bureau des renseignements. — Rapport par M. Suin, t. 4, p. 583. — Ordre du jour.

B

Baccalauréat. — Pétition demandant que la session d'avril, pour les examens du baccalauréat ès-lettres, soit rétablie dans l'académie de Montpellier. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 304. — Ordre du jour.

Banque de France.

1. — Projet de loi relatif au cours légal des billets de la Banque de France, t. 9, p. 50. — Rapport par M. le comte de Germiny, p. 55. — Discussion : MM. Michel Chevalier et Magne, *ministre des finances*, p. 56 à 66. — Adoption par 105 voix contre 1 ; liste des votants, p. 67.

2. — Projet de loi autorisant la Banque à élever le chiffre de ses émissions de billets à 2 milliards 400 millions, t. 9, p. 84. — Rapport par M. le comte de Germiny, t. 9, p. 85. — Adoption, p. 86.

Banque de France. — Pétition demandant une loi qui interdise à la Banque de France d'élever son escompte au-

dessus de 2 1/2 ou 3 pour 100. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 435. — Ordre du jour.

Banque de l'Algérie. — Projet de loi relatif aux émissions des billets de la Banque de l'Algérie, t. 9, p. 270. — Rapport par M. le comte de Germiny, p. 272. — Adoption, p. 273.

Banqueroute. — Pétition demandant que tout banqueroutier simple ne puisse être condamné à moins de six jours d'emprisonnement, et qu'en aucun cas l'amende ne soit substituée à la prison. — Rapport par M. de Marnas, t. 3, p. 644. — Ordre du jour.

BARBIER (M.). — Est nommé membre de la 3^e commission des pétitions, t. 3, p. 427.

BAROCHE (M.). — Est nommé président du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32; — président du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 674; — vice-président du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 366; — président du 1^{er} bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 2; — président du 2^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297; — président du 2^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé membre : de la 4^e commission des pétitions, t. 4, p. 367; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte, fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 77; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au jugement des délits de presse, t. 6, p. 575; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à l'établissement dans les cantons ruraux d'un service de médecine gratuit, t. 7, p. 566; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi modifiant les articles 826 et 832 du Code Napoléon, t. 7, p. 747; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à la mise à la retraite des magistrats, t. 8, p. 4; — d'une commission chargée d'examiner quatre projets de lois ayant pour objet de préparer la guerre, t. 8, p. 444. — Explique les motifs de son absence à la séance du 22 février, t. 4, p. 181. — Est entendu sur une pétition relative à l'exécution de la peine de mort, t. 1, p. 561; — sur le projet de règlement, art. 44 (*Renvoi au Corps législatif des pro-*

jets de lois provenant de son initiative), t. 1, p. 704; — sur une pétition relative à la constitution politique et administrative de l'Algérie, t. 2, p. 254; — sur une interpellation relative à la politique commerciale, t. 2, p. 630; — sur des pétitions relatives à des modifications à introduire dans notre système monétaire, t. 1, p. 422, t. 3, p. 227; — sur une pétition relative à des travaux d'assainissement le long de la voie ferrée à Tarascon, t. 3, p. 377; — sur des pétitions relatives à l'organisation des tribunaux de commerce, t. 4, p. 383; — dans un incident relatif à l'état des travaux de la commission chargée d'examiner le projet du sénatus-consulte concernant la nomination des maires, t. 4, p. 413; — sur des pétitions relatives à l'exercice du droit électoral, t. 4, p. 488; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 343, 362, 373; — sur une pétition dénonçant un conseiller de préfecture qui tiendrait un cabinet d'affaires, t. 6, p. 100; — dans un incident sur le renvoi aux bureaux du projet de loi relatif au jugement des délits de presse, t. 6, p. 381, 383, 388; — sur une question relative au fonds d'abonnement des préfectures, t. 6, p. 402; — sur une pétition réclamant le rétablissement de la contrainte par corps, t. 6, p. 429; — sur le projet de révision du règlement : art. 3, t. 6, p. 304; art. 22, t. 6, p. 314, 327; — sur une interpellation relative à la signature d'un traité concernant l'exécution en France des jugements rendus en Espagne, t. 7, p. 252, 473; — sur la prise en considération d'une proposition de loi relative à la médecine gratuite, t. 7, p. 329; — sur la prise en considération d'une proposition de loi relative à la mise à la retraite des magistrats, t. 7, p. 809; — sur une pétition relative au traitement des auditeurs au Conseil d'État attachés à des préfectures, t. 8, p. 80. — Demande l'impression des lois et décrets de sûreté générale dont on demande l'abrogation, t. 8, p. 199; — Est entendu : sur le [projet de loi abrogeant le décret de 1851 et remettant en vigueur l'article 44 du Code pénal relatif à la surveillance, t. 8, p. 358, 377, 348. Demande l'ajournement de la discussion sur le projet de loi abrogeant la loi de 1858, dite de sûreté générale, t. 8, p. 330. — Est entendu : sur l'urgence du projet de loi relatif aux encouragements à ac-

corder aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 700; — sur l'urgence du projet de loi réduisant à un jour la durée du vote dans toutes les élections, t. 8, p. 761, 767; — sur l'urgence du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité pour les travaux publics, t. 8, p. 842; — sur ce projet de loi, t. 8, p. 994, 1014. — *Session extraordinaire*. — Est nommé président du 3^e bureau, t. 9, p. 15. — Est nommé membre: de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'organisation de la garde nationale, t. 9, p. 43; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au cours légal des billets de la Banque de France, t. 9, p. 53. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif à l'organisation et à l'armement de la garde nationale, t. 9, p. 43. — Est entendu: dans un incident relatif à la reprise du service des pétitions, t. 9, p. 246; — à la séance du 4 septembre sur la conduite à tenir en présence de l'envahissement du Corps législatif, t. 9, p. 301, 303.

BARRAL (M. le vicomte DE). — Est nommé: vice-secrétaire du 5^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 671; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 427; — vice-président du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 367. — Est nommé membre: de commissions chargées d'examiner des projets de lois d'intérêt local, t. 2, p. 460; t. 3, p. 468; — de la 5^e commission des pétitions, t. 5, p. 195; — de la 8^e commission des pétitions, t. 8, p. 395. — Fait un rapport sur un projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre l'État et la ville de Lyon, t. 4, p. 631. — Fait des rapports de pétitions, t. 6, p. 354, 423, 433; t. 7, p. 154. — Est entendu: sur une pétition relative aux mesures à prendre pour la conservation des petits oiseaux, t. 3, p. 670, 671; — sur une pétition réclamant des réformes dans l'organisation des corps des ponts et chaussées et des mines, t. 6, p. 77, 81, 87; — sur une pétition réclamant le rétablissement de la contrainte par corps, t. 6, p. 430.

BARROT (M. ADOLPHE). — M. le Président annonce son décès, t. 7, p. 296.

BARROT (M. FERDINAND), *l'un des grands dignitaires du Sénat*.

grand-référendaire. — Est nommé secrétaire du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32. — Est nommé membre : de la commission du règlement, t. 1, p. 33 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte abrogeant l'article 57 de la Constitution, t. 4, p. 96 ; — de la 4^e commission des pétitions, t. 4, p. 367 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi concernant les annonces judiciaires, t. 7, p. 385 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi augmentant le personnel du tribunal de la Seine, t. 7, p. 748 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 649. — Fait des rapports : sur le projet de règlement du Sénat, t. 1, p. 469, 596, 675 ; t. 2, p. 90 ; t. 6, p. 271 ; — sur le projet de loi relatif aux encouragements à donner aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 911. — Est entendu : sur le projet de règlement : amendements relatifs au nombre des secrétaires, t. 1, p. 604 ; amendement fixant le *quorum* des membres nécessaire pour les délibérations dans les bureaux, t. 1, p. 618 ; amendement tendant à donner le droit à un seul Sénateur de demander la nomination d'une commission en séance publique, t. 1, p. 676 ; amendement relatif à l'entrée des étrangers dans la salle de séances, t. 1, p. 686 ; art. 39 (*renvoi des projets de lois d'intérêt local aux commissions*), t. 1, p. 694 ; art. 44 (*renvoi au Corps législatif des projets de lois provenant de son initiative*), t. 1, p. 705, 706 ; art. 79 (*congés*), t. 1, p. 740 ; art. 80 (*Députations pour les obsèques*), t. 1, p. 743 ; art. 84 (*Fonctions du grand référendaire*), t. 1, p. 751 ; amendement relatif à l'appel nominal, t. 2, p. 112 ; amendement relatif au *quorum* des membres nécessaires pour la proposition des sénatus-consultes, t. 2, p. 140 ; amendement relatif au vote par appel nominal, t. 2, p. 237 ; — sur une pétition dénonçant un conseiller de préfecture qui tiendrait un cabinet d'affaires, t. 6, p. 93 ; — dans un incident sur l'urgence d'un projet de loi relatif aux encouragements à accorder aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 695. — *Session extraordinaire*. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner des projets de lois augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 33, 173 ; — de la com-

mission chargée d'examiner le projet de loi autorisant la ville de Paris à prélever 5 millions sur son budget pour venir en aide aux familles des militaires sous les drapeaux, t. 9, p. 89. — Est entendu sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif aux forces militaires de la France, t. 9, p. 182.

BATAILLE (M.), *conseiller d'État, commissaire du Gouvernement*. — Est entendu sur un projet de loi relatif à une surtaxe à l'octroi de Kerlouan (Finistère), t. 4, p. 34.

BÉARN (M. le comte DE). — Est nommé membre : de la commission du règlement, t. 1, p. 34 ; — de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 671 ; — d'une commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 4, p. 368 ; — de la 6^e commission des pétitions, t. 6, p. 3. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 298 ; t. 5, p. 16. — Est entendu sur l'article 27 du projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 615.

BÉNIC (M.). — Est élu secrétaire, t. 1, p. 24. — Est nommé vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 670. — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 671 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne, t. 3, p. 428 ; — de la commission chargée d'examiner une plainte formée contre M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 187 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 77 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'agrandissement de l'avant-port du Havre, t. 7, p. 299 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, t. 7, p. 747 ; — d'une commission chargée d'examiner quatre projets de lois ayant pour objet d'organiser les préparatifs de guerre, t. 8, p. 444. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 289 ; t. 5, p. 27. — Fait un rapport sur le projet de loi portant acceptation de l'offre faite par la chambre de commerce du Havre, d'avancer à l'État une somme de 7 millions de fr. pour l'agrandissement de l'avant-port, t. 7, p. 752. — Est entendu : sur le projet de règlement, amendement relatif à l'im-

pression des documents, t. 2, p. 125; — sur une pétition réclamant le rachat du péage sur le pont d'Avignon, t. 2, p. 78, 358, 368; — sur des pétitions relatives à la durée du travail dans les manufactures, t. 2, p. 718; — sur une pétition relative au rachat des chemins de fer par l'État, t. 4, p. 295; — sur une plainte formée par M. Mirès contre M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 440; — sur des pétitions relatives aux traités de commerce, t. 5, p. 33, 90, 105; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 331, 353, 358; — sur une pétition dénonçant un conseiller de préfecture qui tiendrait un cabinet d'affaires, t. 6, p. 92; — sur le projet de loi relatif au transport des marchandises dangereuses, t. 6, p. 475, 479. — *Session extraordinaire*. — Est nommé vice-secrétaire du 3^e bureau, t. 9, p. 16.

BERNARD (M. CLAUDE). — Est nommé membre de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33.

Bétail. — Pétitions se plaignant de l'abus que l'on fait de la loi du 20 mai 1838, qui a rangé, pour l'espèce bovine, la phthisie pulmonaire, ou pommelière, parmi les vices rédhibitoires. — Rapport par M. Larrabure, t. 7, p. 117. — Renvoi au ministre de l'agriculture et du commerce.

Bièvre (Rivière de). — Pétition réclamant contre l'état dans lequel se trouve la rivière de Bièvre, surtout depuis l'établissement d'égouts desservant le quartier Saint-Marcel et depuis les travaux de la Vanne. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 621. — Discussion : MM. Le Roy de Saint-Arnaud, Jolibois, *commissaire du Gouvernement*, et Lefebvre-Durufilé, t. 5, p. 684 à 706. — Renvoi au ministre de l'intérieur et au ministre des travaux publics.

Binic (Port de). — Pétition réclamant contre la vente de terrains domaniaux utiles pour l'agrandissement du port de Binic (Côtes-du-Nord). — Rapport par M. Vuitry, t. 4, p. 559. — Ordre du jour.

BLONDEL (M.). — Est nommé membre : d'une commission

chargée d'examiner un projet de loi relatif à des modifications de tarifs postaux entre la France et l'Angleterre, t. 5, p. 482; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'élection des conseils municipaux de Sceaux et de Saint-Denis, t. 7, p. 161; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1866, t. 8, p. 190; — d'une commission chargée d'examiner deux projets de lois relatifs à des conventions postales, t. 8, p. 759.

BOINVILLIERS (M.). — Est nommé secrétaire du 3^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé membre : de la 3^e commission des pétitions, t. 3, p. 427; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux mesures à prendre contre les incendies dans les forêts du Var, t. 6, p. 4; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au jugement des délits de presse, t. 6, p. 575; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à la mise à la retraite des magistrats, t. 7, p. 4; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conseils généraux, t. 7, p. 161. — Dépose une proposition de loi ayant pour objet de fixer à soixante-quinze ans la limite d'âge pour la mise à la retraite des magistrats des cours impériales et des tribunaux de première instance, t. 6, p. 565. — Est entendu : sur l'ajournement des pétitions relatives au système monétaire, t. 1, p. 415; — sur le projet de règlement (*Droit du Président de prendre part aux travaux des commissions*), t. 1, p. 628; amendement relatif au dépôt des rapports de pétitions, t. 2, p. 180; — sur une interpellation relative à la politique intérieure, t. 2, p. 692; — sur des pétitions relatives à des modifications à introduire dans notre système monétaire, t. 3, p. 245; — sur une pétition relative à la délivrance de billets de parcours gratuits sur les chemins de fer, t. 3, p. 605. — Dépose une interpellation relative aux scènes de désordre qui ont troublé Paris en février 1870, t. 3, p. 693. — Explique les motifs qui lui ont fait retirer son interpellation, t. 4, p. 264. — Est entendu : sur des pétitions relatives à l'exercice du droit électoral, t. 4, p. 483. — Adresse une question relative à la législation des caisses d'épargne, t. 4, p. 579. — Est entendu :

sur des pétitions relatives aux traités de commerce, t. 5, p. 104; — sur une pétition dénonçant un conseiller de préfecture qui tiendrait un cabinet d'affaires, t. 6, p. 99; — sur une question relative au fonds d'abonnement des préfectures, t. 6, p. 398; — sur le projet de révision du règlement, art. 49, t. 6, p. 541; art. 59, p. 553; — amendement relatif au *quorum* des membres nécessaire pour valider un vote, t. 6, p. 699; — sur une interpellation relative à la signature d'un traité rendant exécutoires en France les jugements rendus en Espagne, t. 7, p. 447; — sur l'urgence du projet de loi concernant les encouragements à accorder aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 702; — sur l'urgence du projet de loi réduisant à un jour la durée du vote pour toutes les élections, t. 8, p. 766. — *Session extraordinaire.* — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux effets de commerce, t. 9, p. 76; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux magasins généraux, t. 9, p. 173.

Boissons.

1. — Pétitions au Sénat demandant des modifications à la législation sur les boissons. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 389. — Observations de MM. le comte de Butenval et le rapporteur, p. 393. — Ordre du jour. — Rapports par M. le comte de Butenval, t. 4, p. 138, 159. — Ordre du jour. — Rapport par M. le comte de Butenval, t. 4, p. 161. — Dépôt au bureau des renseignements.

2. — Pétitions demandant des mesures propres à empêcher la sophistication de l'eau-de-vie. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 417. — Pétition réclamant la même taxe pour les eaux-de-vie en bouteilles et en cercles. — Rapport par le même, t. 3, p. 422. — Ordre du jour sur les premières pétitions, p. 489. — Discussion sur la pétition relative à la taxe : MM. Hubert Delisle, le rapporteur et L'Hôpital, *commissaire du Gouvernement*, p. 489 à 515. — Ordre du jour.

3. — Pétition de cabaretiers demandant que le vin nécessaire à la consommation de leurs familles et du personnel

de leurs établissements ne soit pas soumis aux mêmes droits que le vin livré à la vente en détail. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 342. — Ordre du jour.

BONJEAN (M. le président). — Est nommé membre : de la 3^e commission des pétitions, t. 3, p. 427; — de la commission chargée d'examiner la proposition de loi relative à la présidence des conseils de préfecture, t. 6, p. 576; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la procédure à suivre devant le conseil de préfecture, t. 7, p. 385; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi modifiant les articles 826 et 832 du Code Napoléon, t. 7, p. 747; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au partage des terres vaines et vagues de la Bretagne, t. 8, p. 970. — Est entendu : sur une pétition réclamant le payement de travaux exécutés pour la commune de Régny (Loire), t. 4, p. 517; — dans un incident sur le renouvellement des bureaux, t. 5, p. 70; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 334, 361, 371, 373; — sur une interpellation relative à la signature d'un traité rendant exécutoires en France les jugements rendus en Espagne, t. 7, p. 244; t. 7, p. 460, 490; — sur une demande d'ajournement du projet de loi relatif au partage des terres vaines et vagues de la Bretagne, t. 8, p. 974. — *Session extraordinaire*. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant les officiers ministériels appelés sous les drapeaux à se faire suppléer dans leurs offices, t. 9, p. 89. — Est entendu sur le projet de loi relatif à l'élection des officiers de la garde nationale de la Seine, t. 9, p. 280.

BONNECHOSE (S. Em. Mgr le cardinal DE). — Est nommé vice-président du 3^e bureau, session extraordinaire, t. 9, p. 16.

BOUDET (M.), *l'un des grands dignitaires du Sénat, premier vice-président*. — Est nommé : président du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 4, p. 32; — vice-président du 4^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé : membre de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-

consulte abrogeant l'article 57 de la Constitution, t. 4, p. 96; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 77; — de la commission chargée d'examiner la proposition de loi relative à la présidence des conseils de préfecture, t. 6, p. 576; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la procédure à suivre devant les conseils de préfecture, t. 7, p. 384; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au timbre sur les journaux, t. 7, p. 565; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'augmentation du personnel du tribunal de la Seine, t. 7, p. 748; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi sur la liberté de l'enseignement supérieur, *ibid.*; — de la commission chargée d'examiner quatre projets de lois ayant pour objet d'organiser les préparatifs de guerre, t. 8, p. 444; — d'une commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 8, p. 556. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 69; t. 6, p. 28. — Fait un rapport sur une proposition de loi relative à la présidence des conseils de préfecture, t. 7, p. 683. — Est entendu : sur une pétition relative à la perception des impôts dans les faubourgs de Toulon, t. 1, p. 175; — sur le projet de règlement : amendement relatif au délai de convocation des commissions, t. 2, p. 106; art. 46 (*Procédure pour la proposition de sénatus-consulte*), t. 2, p. 143; — sur des pétitions réclamant l'abolition de l'impôt du sel, t. 3, p. 767, 775; — sur une question relative au fonds d'abonnement des préfectures, t. 6, p. 395; — sur le projet de révision du règlement : art. 4, t. 6, p. 503; art. 22, t. 6, p. 523, 530; art. 37, p. 535; art. 53, p. 543; amendements relatifs à l'administration intérieure du Sénat, t. 6, p. 733. — *Séssion extraordinaire*. — Est nommé vice-président du 2^e bureau, t. 9, p. 15. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'organisation de la garde nationale, t. 9, p. 43; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux effets de commerce, t. 9, p. 76; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux magasins généraux, t. 9, p. 173. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif à l'élection des officiers de la garde nationale de

la Seine, t. 9, p. 276. — Est entendu : sur ce même projet, t. 9, p. 277; — à la séance du 4 septembre, sur la conduite à tenir en présence de l'envahissement du Corps législatif, t. 9, p. 310.

BOUËT-WILLAUMEZ (M. le vice-amiral comte). — Est élu secrétaire, t. 1, p. 24. — Est nommé membre : de la 5^e commission des pétitions, t. 3, p. 195; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux chemins de fer de la Vendée, t. 7, p. 3. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 161; t. 3, p. 369; t. 6, p. 422; t. 7, p. 361; t. 8, p. 247. — Est entendu : sur une pétition réclamant des adoucissements pour la perception des impôts dans les faubourgs de Toulon, t. 1, p. 163, 173; — sur le projet de règlement : amendements relatifs au nombre des secrétaires, t. 1, p. 612; amendement relatif au *quorum* des membres nécessaire pour les délibérations dans les bureaux, t. 1, p. 616; amendement relatif à l'appel nominal, t. 2, p. 110; — sur une pétition relative à des travaux d'assainissement à opérer le long de la voie du chemin de fer à Tarascon, t. 3, p. 374, 385; — sur une interpellation relative à l'administration de l'Observatoire, t. 3, p. 594; — sur une pétition relative à la prise en franchise de droits de l'eau de mer employée comme engrais, t. 3, p. 780.

Boulangerie. — Pétitions relatives au rétablissement de la taxe du pain. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 751. — Observations de MM. le comte de Butenval et le rapporteur, p. 753. — Ajournement, p. 754. — Discussion : MM. le comte de Butenval, le baron Dupin, Hubert-Delisle, le rapporteur et Michel Chevalier, t. 4, p. 46 à 75. — Ordre du jour.

BOULAY DE LA MEURTHE (M. le comte). — Est nommé : président du 5^e bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 367; — vice-président du 3^e bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 3; — président du 1^{er} bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297. — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 33; — de commissions chargées d'examiner les projets des lois d'intérêt local, t. 2, p. 460; t. 3, p. 428; t. 4, p. 368; t. 5, p. 196; t. 6, p. 4; t. 7, p. 298; t. 8,

p. 395 ; — de la commission chargée d'examiner les projets de lois abrogeant les lois de sûreté générale, t. 5, p. 77 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative aux chemins vicinaux, t. 7, p. 3 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la compatibilité du mandat de député avec les fonctions d'officier dans la garde mobile, t. 8, p. 600. — Fait des rapports : sur le projet de loi concernant les mesures provisoires à prendre pour le budget extraordinaire de la ville de Paris, t. 3, p. 288 ; — sur des projets de lois d'intérêt local, t. 7, p. 320 ; t. 7, p. 417 ; t. 8, p. 48, 307, 565, 935. — Est entendu : sur une pétition relative au tir à la cible de la garnison de Toulon, t. 1, p. 441 ; — sur le projet de règlement : art. 84 (*Fonctions du grand-référendaire*), t. 1, p. 754 ; amendement relatif au dépôt des rapports de pétitions, t. 2, p. 183 ; — sur une interpellation relative à la politique intérieure, t. 2, p. 691 ; — sur une pétition réclamant l'exécution de jugements rendus contre plusieurs communes au profit d'une compagnie de dessèchement, t. 3, p. 357 ; — dans un incident relatif au renouvellement des bureaux, t. 5, p. 69 ; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 554 ; — sur le renvoi aux bureaux du projet de loi relatif au jugement des délits de presse, t. 6, p. 383, 389 ; — sur le projet de révision du règlement : amendement relatif à l'administration intérieure du Sénat, t. 6, p. 742 ; — sur une pétition relative aux chemins vicinaux, t. 7, p. 547 ; — sur une pétition relative au traitement des auditeurs au Conseil d'État attachés à des préfetures, t. 8, p. 79 ; — sur un projet de loi relatif à un emprunt et à une imposition par le département de la Loire-Inférieure, t. 8, p. 983. — *Session extraordinaire.* — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant la ville de Paris à prélever 5 millions sur son budget pour venir en aide aux familles des militaires sous les drapeaux, t. 9, p. 89.

Bourbons. — Pétitions demandant le rappel en France des princes de la maison de Bourbon. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 419. — Ordre du jour. — Rapport par M. de Marnas, t. 3, p. 643. — Ordre du jour.

BOURKE. — Nommé Sénateur par décret du 10 juin 1870. — Prête serment et est admis, t. 9, p. 113.

BOURQUENEY (M. le comte DE). — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 468.

BRENIER (M. le baron). — Est nommé : vice-secrétaire du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 671; — secrétaire du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 367; — vice-secrétaire du 5^e bureau, 5^e organisation, t. 5, p. 193. — Est nommé membre : de la 4^e commission des pétitions, t. 4, p. 367; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au transport des marchandises dangereuses, t. 5, p. 196; — de la commission chargée d'examiner un projet de loi relatif à des modifications de tarifs postaux entre la France et l'Angleterre, t. 5, p. 482; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux mesures provisoires à prendre pour le budget de la ville de Paris, t. 6, p. 575; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au chemin de fer de Bressuire à Poitiers, t. 8, p. 4; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de l'exercice 1866, t. 8, p. 190; — d'une commission chargée d'examiner des lois de finances, t. 8, p. 556. — Fait des rapports de pétitions, t. 5, p. 220, 224; t. 7, p. 143. — Dépose une proposition de loi pour l'établissement dans les cantons ruraux d'un service de médecine gratuit et de constatation des décès, t. 6, p. 184. — Est entendu sur une pétition relative à l'exécution de la peine de mort, t. 1, p. 564; — sur le projet de règlement : amendement relatif au nombre des secrétaires, t. 1, p. 602; amendement relatif au *quorum* des membres pouvant demander la nomination d'une commission en séance publique, t. 1, p. 655; amendement relatif à l'entrée des étrangers dans la salle des séances, t. 1, p. 684, 688; art. 39 (*renvoi de projets de lois aux commissions*), t. 1, p. 692, 694; art. 36 (*constatation des votes*), t. 2, p. 128; amendement relatif au *quorum* des membres nécessaire pour la proposition des sénatus-consultes, t. 2, p. 135; amendement relatif à la procédure pour les rapports de pétitions, t. 2, p. 156, 158; — sur une inter-

pellation relative au conseil œcuménique, t. 2, p. 351 ; — sur une pétition concernant les modifications à introduire dans notre régime monétaire, t. 3, p. 322. — Demande des explications sur l'omission à l'ordre du jour d'interpellations relatives aux désordres qui ont éclaté dans Paris, t. 4, p. 260. — Est entendu : sur une pétition relative au rachat des chemins de fer par l'État, t. 4, p. 294, 297. — Demande des explications sur l'état des travaux de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte relatif aux maires, t. 4, p. 410, 414, 416. — Est entendu : sur une pétition concernant les eaux de Nîmes, t. 4, p. 612, 615 ; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 326, 368, 378, 379, 500, 532, 580, 631, 635 ; — sur le projet de loi relatif au transport des marchandises dangereuses, t. 6, p. 467, 472 ; — sur le projet de révision du règlement : art. 49, t. 6, p. 540 ; nouvelle rédaction de l'art. 22, t. 6, p. 611 ; amendement relatif à la légalisation des signatures apposées sur les pétitions, t. 6, p. 638 ; art. 86, t. 6, p. 747. — Dépose une interpellation relative à la signature d'un traité concernant l'exécution en France des jugements rendus en Espagne, t. 7, p. 231. — Est entendu : sur son interpellation, t. 7, p. 232, 234, 250, 422 ; — sur la prise en considération de sa proposition de loi relative à la médecine gratuite, t. 7, p. 510. — Adresse une question sur l'interprétation que le Gouvernement donne à l'article 14 de la Constitution, qui a pour objet le droit de paix et de guerre appartenant à l'Empereur, t. 8, p. 141 à 149. — Dépose une interpellation sur ce même sujet, t. 8, p. 156. — Est entendu sur la mise à l'ordre du jour de son interpellation, t. 8, p. 260, 264, 270. — Retire son interpellation, t. 8, p. 433. — Est entendu sur le budget de 1871 (*service médical de l'armée*), t. 8, p. 1061.

Brest (Ville de). — Pétition protestant contre l'emploi fait par l'administration municipale de Brest des fonds résultant d'un emprunt autorisé par le Corps législatif. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 402. — Ordre du jour.

Bretagne. — Projet de loi ayant pour objet la prorogation de la loi du 6 décembre 1850, relative au partage des terres

vaines et vagues dans les cinq départements composant l'ancienne province de Bretagne. — Exposé des motifs, t. 8, p. 821. — Texte du projet, t. 8, p. 840. — Incident sur l'urgence : MM. Suin, Cottin, *commissaire du Gouvernement*; le président Bonjean et Vuitry, t. 8, p. 970 à 979. — Rapport par M. Suin, t. 8, p. 1026. — Adoption, t. 8, p. 1029.

Brevets d'invention. — Pétitions réclamant des modifications à la législation sur les brevets d'invention. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 1, p. 232, 235. — Ordre du jour.

Budget du Sénat.

1. — Projet de règlement définitif du budget du Sénat pour l'exercice 1869. — Rapport par M. le comte de Germiny, t. 8, p. 505. — Formation en comité secret, t. 8, p. 964.

2. — Projet de budget du Sénat pour l'exercice 1871. — Rapport par M. le comte de Germiny, t. 8, p. 525. — Formation en comité secret, t. 8, p. 964.

Budget général de l'État.

1. — Projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1866. — Exposé des motifs, t. 8, p. 109. — Texte du projet, t. 8, p. 123. — Rapport par M. Reveil, t. 8, p. 905. — Adoption, t. 8, p. 986.

2. — Projet de loi portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1871. — Exposé des motifs, t. 8, p. 651. — Texte du projet, t. 8, p. 666. — Rapport par M. le comte de Germiny, t. 8, p. 848. — Discussion générale : MM. Magne et Segrès, *ministre des finances*, t. 8, p. 1030 à 1036. — Adoption des art. 1 à 6, t. 8, p. 1037. — Art. 7 (*droits sur les cafés, thés et cacao*) : MM. Hubert-Delisle, le ministre des finances, de Mentque, Michel Chevalier et Rouher, t. 8, p. 1038 à 1059. — Adoption, t. 8, p. 1059. — Adoption successive des art. 8 à 42, t. 8, p. 1059 à 1061. — Ministère de la guerre : MM. le baron Brenier et le général vicomte Dejean, *ministre de la guerre*, t. 8, p. 1061 à 1065. — Adoption de l'ensemble du budget, t. 8, p. 1067.

BUFFET (M.), ministre des finances. — Est entendu : sur une interpellation relative à la politique commerciale, t. 2, p. 540, 640; — sur le projet de loi relatif au chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne, t. 3, p. 630.

Bureau du Sénat. — Formation du bureau provisoire, t. 1, p. 13. — Élection des secrétaires et vice-secrétaires, t. 1, p. 24, 25; t. 3, p. 2, 3.

Bureaux de bienfaisance. — Pétition proposant des modifications aux procédés habituels de répartition des secours, en usage dans les bureaux de bienfaisance. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 439. — Ordre du jour.

Bureaux du Sénat.

1. — Leur formation par la voie du tirage au sort, t. 1, p. 232; — 1^{re} organisation, p. 32. — 1^{er} renouvellement, t. 1, p. 591; — 2^e organisation, t. 1, p. 670. — 2^e renouvellement, t. 3, p. 332; — 3^e organisation, t. 3, p. 426. — 3^e renouvellement, t. 4, p. 270; — 4^e organisation, t. 4, p. 366. — 4^e renouvellement, t. 5, p. 143; — 5^e organisation, t. 5, p. 194. — 5^e renouvellement, t. 5, p. 674; — 6^e organisation, t. 6, p. 2. — 6^e renouvellement, t. 7, p. 221; — 7^e organisation, t. 7, p. 297; — 7^e renouvellement, t. 8, p. 271; — 8^e organisation, t. 8, p. 394. — *Session extraordinaire.* — Formation des bureaux, t. 9, p. 9. — Organisation, t. 9, p. 15.

2. Incident sur la question de savoir si on devra procéder au tirage au sort des bureaux avant la nomination de la commission du sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, ou si les anciens bureaux seront chargés de cette nomination : MM. le Président, le comte Boulay de la Meurthe, Baroche et le président Bonjean, t. 5, p. 68 à 72.

BUSSON-BILLAULT (M.), ministre président le Conseil d'État. — Est entendu sur un projet de loi augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 104. — Communiqué des nouvelles de la guerre, t. 9, p. 154, 160.

BUTENVAL (M. le comte de). — Est nommé vice-secrétaire du

4^e bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 3. — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 671 ; — de la *commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte* abrogeant l'article 57 de la Constitution, t. 4, p. 96 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux admissions temporaires, t. 5, p. 196 ; — de la commission chargée d'examiner un projet de loi relatif à des modifications de tarifs postaux entre la France et l'Angleterre, t. 5, p. 482 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, t. 7, p. 747 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la nomination des maires et adjoints, t. 8, p. 100 ; — d'une commission chargée d'examiner deux projets de lois relatifs à des conventions postales, t. 8, p. 759. — Fait hommage au Sénat de son *Précis historique et économique du traité de commerce, signé en 1786, entre la France et l'Angleterre*, t. 1, p. 399. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 188, 359. — Dépose une interpellation sur la politique commerciale du nouveau cabinet, t. 1, p. 592. — Développe son interpellation, t. 2, p. 461, 627. — Est entendu : sur le projet de règlement, art. 80 (*Députation pour les obsèques*), t. 1, p. 743, 745 ; amendement relatif à la procédure des rapports de pétitions, t. 2, p. 162 ; — sur une pétition relative à la législation sur les boissons, t. 3, p. 393. — Dépose une interpellation relative à l'enquête annoncée sur les octrois, t. 3, p. 692. — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour de son interpellation, t. 4, p. 6. — Retire son interpellation, t. 4, p. 42. — Est entendu : sur un projet de loi relatif à une surtaxe à l'octroi d'Aix-les-Bains (Savoie), t. 4, p. 15 ; — sur un projet de loi relatif à une surtaxe à l'octroi de Kerlouan (Finistère), t. 4, p. 27, 39 ; — sur des pétitions relatives à la taxe de la boulangerie, t. 3, p. 753 ; t. 4, p. 46 ; — sur le procès-verbal de la discussion relative aux projets de lois d'octrois, t. 4, p. 92 ; — sur une pétition réclamant la suppression de l'octroi de Flers (Orne), t. 4, p. 344 ; — sur le projet de sénatus-consulte fixant Constitution de l'Empire, t. 5, p. 283, 298, 321, 403, 505. — Demande si le Gouvernement a envoyé l'exposé des motifs du projet de loi sur la presse, t. 6, p. 438. — Est entendu : sur le projet de révision du rè-

glements, art. 22 (*Comité secret*), t. 6, p. 509, 511, 518, 587, 593, 605; amendement relatif à la vérification des signatures apposées sur les pétitions, t. 6, p. 617; amendements relatifs à l'administration intérieure du Sénat. t. 6, p. 719, 720, 727, 738, 747.

C

Cadaastre.

1. — Pétition réclamant la révision du cadastre. — Rapport par M. le comte de Casabianca, t. 5, p. 215. — Ordre du jour. — Rapport par M. le vicomte de Barral, t. 7, p. 154. — Ordre du jour.

2. — Pétition proposant d'astreindre les parties, dans tous actes translatifs de propriété, soit notariés, soit sous seing privé et à peine d'amende, à indiquer la section et les numéros des matrices cadastrales sous lesquelles sont portés les biens vendus, donnés ou échangés. — Rapport par M. Michel Chevalier, t. 6, p. 44. — Ordre du jour.

Cafés. — Pétition réclamant contre un refus d'autorisation d'ouvrir un café. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 4, p. 308. — Ordre du jour.

Caisse de retraite pour la vieillesse.

1. — Pétitions proposant divers projets de caisse de retraite pour la vieillesse et l'infirmité. — Rapports par M. Le Roy de St-Arnaud, t. 2, p. 444, 445. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant différentes modifications aux lois et règlements sur la caisse des retraites de la vieillesse. — Rapport par M. Vuitry, t. 4, p. 123. — Renvoi au ministre de l'agriculture et du commerce d'une partie de la pétition; ordre du jour sur d'autres.

Caisses d'amortissement et des dépôts et consignation. — Lecture du rapport de la commission de surveil-

lance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, par M. Rouland, t. 6, p. 254.

Caisses d'épargne. — Question de M. Boinvilliers concernant le retard apporté à la présentation du projet de loi annoncé sur les caisses d'épargne, t. 4, p. 579. — Réponse de M. Louvet, *ministre de l'agriculture et du commerce*, p. 580.

Caisses d'épargne.

1. — Pétition proposant la création de timbres de prévoyance qui ne seraient reçus que dans les caisses d'épargne, d'assurances et autres ayant le même but. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 443. — Dépôt au bureau des renseignements.

2. — Pétition demandant qu'on augmente l'intérêt produit par les sommes déposées dans les caisses d'épargne. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 8, p. 81. — Renvoi au ministre des finances et au ministre de l'agriculture et du commerce.

CAMBACÉRÈS (M. le duc DE). — Est nommé vice-président du 2^e bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 366. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne, t. 3, p. 428; — de la 6^e commission des pétitions, t. 6, p. 3; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'élection des conseils municipaux de Sceaux et de Saint-Denis, t. 7, p. 161; — de la 8^e commission des pétitions, t. 8, p. 393. — Est entendu dans un incident relatif au silence gardé par le Président du Sénat à la séance de réception des votes sur le plébiscite, t. 6, p. 200.

Canaux.

1. — Pétition réclamant contre le prolongement du canal de la Sauldre à travers les communes de Pierrefitte et de la Motte-Benvron. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 682. — Ordre du jour.

2. — Pétition réclamant la suppression ou la réduction des droits de navigation sur les canaux et l'amélioration de toutes les voies navigables. — Rapport par M. Reveil, t. 5, p. 108. — Renvoi au ministre des travaux publics et au ministre des finances.

3. — Pétition demandant l'établissement d'un canal maritime entre la Méditerranée et l'Océan. — Rapport par M. Michel Chevalier, t. 6, p. 223. — Observations de MM. le baron Dupin, Le Verrier et Hubert-Delisle, p. 229 à 235. — Ordre du jour.

Cantonniers.

1. — Pétition relative à la réglementation du service des cantonniers. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 409. — Ordre du jour.

2. — Pétition appelant l'attention du Sénat sur la situation des cantonniers et demandant qu'ils soient logés gratuitement, à proximité des chemins qu'ils sont chargés d'entretenir. — Rapport par M. le vicomte de Barral, t. 7, p. 156. — Ordre du jour.

CARRÉLET (M. le général comte). — Est nommé : vice-président du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32; — vice-président du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 671. — *Session extraordinaire*. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux forces militaires de la France pendant la guerre, t. 9, p. 173.

CASABIANCA (M. le procureur général comte DE). — Est nommé : président du 3^e bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 2; — vice-président du 3^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297. — Est nommé membre : de la commission du règlement, t. 1, p. 34; — de la commission de comptabilité t. 2, p. 460; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à la mise à la retraite des magistrats, t. 8, p. 4; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1870, t. 8, p. 190; — d'une commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 8, p. 556. — Fait

des rapports de pétitions, t. 3, p. 731 ; t. 5, p. 201, 215. — *Session extraordinaire.* — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant la ville de Paris à prélever 5 millions sur son budget pour venir en aide aux familles dont les soutiens sont sous les drapeaux, t. 9, p. 89.

CÉCILLE (M. le vice-amiral comte). — Est nommé : président du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 427 ; — président du 2^e bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 2 ; — vice-président du 4^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297 ; — vice-président du 1^{er} bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au partage des terres vaines et vagues de la Bretagne, t. 8, p. 970.

Certificats de vie. — Pétition demandant que les certificats de vie des pensionnaires civils soient exemptés du timbre et délivrés par les officiers de l'état civil. — Rapport par M. le comte de Casabianca, t. 3, p. 742. — Ordre du jour.

Cession. — Projet de loi relatif à une cession de terrains bâtis faite par l'État à la ville de Bastia (Corse), t. 5, p. 80. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 5, p. 431. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, p. 433.

CHABANNES (M. le vice-amiral vicomte DE). — Est nommé membre de la 5^e commission des pétitions, t. 5, p. 195 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux mesures à prendre contre les incendies dans les forêts du Var, t. 6, p. 4 ; — de la 8^e commission des pétitions, t. 8, p. 395 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi portant à 140 000 hommes le contingent à appeler sur la classe 1870, t. 8, p. 599 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 649 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 4 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, relatif aux travaux publics, t. 8, p. 969. — Fait des rapports de pétitions, t. 6, p. 244, 419 ; t. 7, p. 374. — *Session extraordinaire.* — Est nommé membre

de la commission chargée d'examiner le projet de loi augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 173.

CHABRIER (M. DE). — Est entendu : sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 640; — sur la prise en considération d'une proposition de loi relative à la médecine gratuite, t. 7, p. 537; — sur la communication de la renonciation du prince de Hohenzollern à la couronne d'Espagne, t. 8, p. 265. — *Session extraordinaire.* — Demande la parole sur une communication du Gouvernement concernant la convocation en session extraordinaire, t. 9, p. 6. — Est entendu : sur le procès-verbal lu à la séance du 10 août, t. 9, p. 13; — sur un projet de loi augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 105. — Proteste contre les propositions inconstitutionnelles déposées au Corps législatif, t. 9, p. 298.

CHAUX D'EST-ANGE (M.), *l'un des grands dignitaires du Sénat, secrétaire.* — Est nommé membre : de la commission du règlement, t. 1, p. 33; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi augmentant le personnel du tribunal de la Seine, t. 7, p. 748; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'interdiction de rendre compte des mouvements et opérations militaires, t. 8, p. 612. — Fait un rapport de pétition, t. 1, p. 180. — Fait un rapport sur le projet de loi portant augmentation du personnel du tribunal civil de la Seine, t. 8, p. 574. — Est entendu : sur une pétition réclamant la modification de l'article 305 du Code d'instruction criminelle, t. 1, p. 150; — dans un incident concernant une pétition signée d'un pseudonyme, t. 1, p. 262; — sur le projet de règlement : art. 39 (*Renvoi des projets de lois aux commissions*), t. 1, p. 693; art. 80 (*Députation pour les obsèques*), t. 1, p. 742; art. 84 (*Fonctions du grand-référendaire*), t. 1, p. 749; amendement relatif au délai de convocation des commissions, t. 2, p. 107; amendement relatif à l'impression des documents, t. 2, p. 122; amendements relatifs à la procédure pour les rapports de pétitions, t. 2, p. 159, 166; amendement relatif au renvoi motivé, t. 2, p. 194; — sur une pétition relative à l'organisation de l'Algérie, t. 2, p. 256. — De-

mande : l'ajournement de la discussion sur des pétitions relatives à l'organisation des tribunaux de commerce, t. 4, p. 122, 368; — que le Sénat se saisisse de la plainte qui lui est déferée par M. Mirès et nomme une commission chargée de faire un rapport sur la suite qu'il convient de lui donner, t. 4, p. 183 — Est entendu : sur une pétition dénonçant un conseiller de préfecture qui tiendrait un cabinet d'affaires, t. 6, p. 89, 409, 412; — sur le projet de révision du nouveau règlement : art. 22, t. 6, p. 512; art. 37, p. 535; amendements relatifs à la vérification des signatures apposées sur les pétitions, t. 6, p. 619, 629. — Présente le rapport annuel sur le service des pétitions, t. 8, p. 1067. — *Session extraordinaire.* — Est nommé secrétaire du 2^e bureau, t. 9, p. 13. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant la ville de Paris à prélever 5 millions sur son budget pour venir en aide aux familles dont les soutiens sont sous les drapeaux, t. 9, p. 89. — Est entendu dans un incident relatif à la reprise du service des pétitions, t. 9, p. 232.

Chaix d'Est-Ange (M.). — Incident à l'occasion d'une plainte portée par M. Mirès contre M. Chaix d'Est-Ange : M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 183. — Commission chargée d'examiner la plainte, p. 187. — Rapport par M. de Marnas, t. 4, p. 423. — Discussion : MM. le comte de Ségur-d'Aguesseau, le rapporteur, Vuitry, le premier président Devienne et Béhic, t. 4, p. 426 à 442. — Question préalable.

Châlons (Ville de). — Incidents sur la prise de cette ville par les Prussiens : M. Larabit, t. 9, p. 153; MM. le premier président de Royer, Larabit, le baron Haussmann et Godelle, p. 218 à 225; MM. le baron Haussmann et Larabit, p. 287 à 294.

CHAMBLAIN (M.), conseiller d'État. — Est entendu sur une pétition relative aux alignements, t. 1, p. 277.

Chambres de commerce. — Pétition concernant les élections des membres des chambres de commerce. — Rapport par M. le baron de Geiger, t. 2, p. 402. — Ajournement,

p. 404. — Observation de M. Tourangin, p. 717. — Renvoi au ministre de l'agriculture et du commerce.

CHARON (M. le général baron). — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 6, p. 4; t. 7, p. 298; t. 8, p. 395; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux chemins de fer de la Vendée, t. 7, p. 3; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au remplacement militaire, t. 7, p. 383. — Fait des rapports : sur des projets de lois d'intérêt local, t. 7, p. 321, 657, 659; t. 8, p. 566; — sur le projet de loi modifiant la loi de 1832, en ce qui concerne le remplacement militaire, t. 8, p. 34. — Est entendu dans la discussion de ce projet de loi, t. 8, p. 177.

Chasse.

1. — Pétitions relatives à la police de la chasse. — Rapport par M. Larabit, t. 4, p. 566. — Observations de MM. le Président, Le Verrier et le Rapporteur, t. 4, p. 572 à 574. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant, dans l'intérêt de la conservation des récoltes, qu'une loi donne aux propriétaires, usufruitiers ou fermiers le droit de détruire sur leurs terres, de jour et de nuit, et par tous les moyens possibles, le gibier de toute espèce et les animaux nuisibles. — Rapport par M. de Mentque, t. 7, p. 371. — Ordre du jour.

CHASSERLOUP-LAUBAT (M. le marquis de). — Est nommé : vice-président du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 427; — président du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 367; — vice-président du 5^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297; — vice-président du 3^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte abrogeant l'article 57 de la Constitution, t. 4, p. 96; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 77; — de la commission chargée d'examiner une proposition

de loi relative à la mise à la retraite des magistrats, t. 7, p. 4; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conseils généraux, t. 7, p. 161; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative aux annonces judiciaires, t. 7, p. 383. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 349, 359. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif aux annonces judiciaires, t. 8, p. 857. — Est entendu dans la discussion : sur le projet de règlement : art. 44 (*renvoi au Corps législatif des projets de lois dus à son initiative*), t. 1, p. 705, 707; — sur une pétition réclamant l'exécution de jugements rendus contre plusieurs communes au profit d'une compagnie de dessèchement, t. 3, p. 358; — sur le projet de révision du règlement, art. 4, t. 6, p. 502; art. 22 (*Comité secret*), t. 6, p. 513, 587, 603, 608, 610; art. 49, t. 6, p. 54; amendement concernant les questions à adresser au Gouvernement, t. 6 p. 536; art. 61 (*Pétitions*), p. 614; art. 64, p. 642; amendement relatif au vote sur appel nominal, p. 713, 714; — sur une pétition relative à l'octroi de mer aux colonies, t. 7, p. 228. — *Séssion extraordinaire*. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi élevant à 1 milliard le chiffre des bons du Trésor, t. 9, p. 82.

Chemins de fer :

1. — Projet de loi ayant pour objet d'approuver les clauses financières applicables à l'exécution du chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne, t. 3, p. 334. — Rapport par M. Gressier, t. 3, p. 597. — Discussion : MM. Michel Chevalier, Buffet, *ministre des finances* et le baron Dupin, t. 3, p. 600, 613 à 642. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, p. 642.

2. — Projet de loi approuvant l'article 2 d'une convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de la Vendée. — Exposé des motifs, t. 6, p. 577. — Texte du projet, t. 6, p. 582. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 7, p. 503. — Observations de M. Le Verrier, t. 7, p. 714. — Ajournement, p. 716. — Discussion : MM. Le Verrier

et Plichon, *ministre des travaux publics*, t. 7, p. 774 à 807. — Adoption, p. 808.

3. — Projet de loi approuvant les clauses financières applicables à l'exécution du chemin de fer de Bressuire à Poitiers. — Exposé des motifs, t. 7, p. 748. — Texte du projet, p. 751. — Rapport par M. le général comte de La Ruë, t. 8, p. 563. — Discussion : MM. Le Verrier, de Franqueville, *commissaire du Gouvernement*, et de Goulhot de Saint-Germain, t. 8, p. 731 à 738. — Adoption, p. 739.

Chemins de fer.

1. — Pétition concernant l'ouverture du chemin de fer de Moulins à Chagny. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 2, p. 81. — Observations de MM. Le Verrier et Vernier, *commissaire du Gouvernement*, p. 84 à 86. — Ordre du jour.

2. — Pétition au Sénat réclamant la levée du séquestre du chemin de fer de Lyon à Sathonay. — Rapport par M. Reveil, t. 2, p. 452. — Ordre du jour.

3. — Pétition réclamant la suppression des billets de parcours gratuit sur les chemins de fer. — Rapport par M. Lefebvre-Durullé, t. 3, p. 340. — Observations de M. Boiauvilliers, t. 3, p. 605. — Ordre du jour.

4. — Pétition demandant que la compagnie des chemins de fer de Paris à Marseille soit mise en demeure de remédier sans délai à l'insalubrité des marécages formés par suite des travaux de remblai exécutés sur la voie ferrée avoisinant Tarascon. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 3, p. 369. — Discussion : MM. Vernier, *commissaire du Gouvernement*, le rapporteur, Larabit, Baroche et le baron Dupin, t. 3, p. 372 à 387. — Renvoi au ministre des travaux publics.

5. — Pétition demandant que l'administration règle, d'après un tarif plus équitable que celui qui est actuellement appliqué par les compagnies de chemins de fer, les suppléments de taxes perçus sur les porteurs de billets (al-

ler et retour) de 2^e et 3^e classe et voyageant au retour dans des voitures d'une classe supérieure. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Armand, t. 3, p. 407. — Ordre du jour.

6. — Pétition demandant le rachat des chemins de fer par l'État. — Rapport par M. Béhic, t. 4, p. 292. — Observations de MM. le baron Brenier et le rapporteur, p. 294 à 298. — Ordre du jour.

7. — Pétition réclamant contre le retard apporté par la compagnie du Médoc dans l'exécution de ses engagements envers l'État. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 330. — Ordre du jour.

8. — Pétition proposant des moyens pour empêcher les tentatives de vol et d'assassinat dans l'intérieur des wagons de chemins de fer. — Rapport par M. Gressier, t. 4, p. 539. — Ordre du jour.

9. — Pétition se plaignant de la tolérance de l'administration en faveur d'une locomotive routière employée par un industriel sur une route impériale, et qui rend la circulation impossible et même dangereuse. — Rapport par M. Suin, t. 5, p. 2. — Ordre du jour.

10. — Pétition au Sénat relative aux modifications apportées par la compagnie du chemin de fer du Midi au tracé des lignes destinées à mettre Montpellier en communication avec Rodez et, par suite, avec le nord et le centre de la France. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 5, p. 125. — Observations de MM. Michel Chevalier, Le Roy de Saint-Arnaud et Vernier, *commissaire du Gouvernement*, t. 5, p. 707. — Ajournement, p. 712. — Rapport supplémentaire, t. 7, p. 716. — Discussion : M. Michel Chevalier, t. 7, p. 816; MM. Le Roy de Saint-Arnaud, Michel Chevalier et Vernier, *commissaire du Gouvernement*, t. 8, p. 50 à 70. — Ordre du jour.

11. — Pétition du maire et de 81 habitants d'Everly (Seine-et-Marne), demandant au Sénat l'établissement d'une station dans le village à l'un des passages à niveau. Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 6, p. 46. — Renvoi au ministre des travaux publics.

12. — Pétitions demandant que le Gouvernement français intervienne pour sauvegarder les intérêts des actionnaires du chemin de fer de Victor-Emmanuel. — Rapport par M. le comte de Sartiges, t. 3, p. 233. — Ordre du jour.

13. — Pétition demandant que les talus et les terrains qui bordent les voies ferrées soient consacrés à la culture des arbres fruitiers. — Rapport par M. le vicomte de Barral, t. 6, p. 354. — Ordre du jour.

Chemins vicinaux.

Proposition de loi tendant à modifier la loi de 1836 sur les chemins vicinaux, t. 6, p. 584. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 8, p. 14. — Adoption, p. 161.

Chemins vicinaux.

1. — Pétitions relative à l'entretien et à l'établissement des chemins ruraux. — Rapport par M. de Mentque, t. 1, p. 434. — Ordre du jour. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 4, p. 689. — Renvoi au ministre de l'intérieur. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 7, p. 544. — Observations de MM. de Goulhot de Saint-Germain, le comte Boulay de la Meurthe, p. 246 à 548. — Ordre du jour.

2. — Pétition relative à l'emploi des journées de prestation pour les chemins vicinaux. — Rapport par M. de Mentque, t. 7, p. 369. — Ordre du jour.

CHEVALIER (M. MICHEL). — Est nommé membre de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 674; — de la 5^e commission des pétitions, t. 5, p. 195; — de la commission chargée d'examiner un projet de loi relatif à des modifications de tarifs postaux entre la France et l'Angleterre, t. 5, p. 482; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, t. 7, p. 747; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 649. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif aux

modifications des tarifs postaux introduites par la convention additionnelle conclue, le 21 septembre 1869, entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, t. 6, p. 206. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 401; t. 2, p. 372; t. 3, p. 116 (*régime monétaire*); t. 6, p. 44, 61, 109 (*admissions temporaires*), t. 6, p. 223; t. 7, p. 548, 726; t. 8, p. 226. — Est entendu : sur une pétition relative au service postal dans la commune de Visan (Vaucluse), t. 1, p. 86; — sur une pétition relative à l'organisation de l'Algérie, t. 2, p. 254; t. 3, p. 106; — sur une interpellation relative à la politique commerciale, t. 2, p. 524; — sur des pétitions relatives à des modifications à introduire dans notre système monétaire, t. 2, p. 30; t. 3, p. 230, 289; — sur le projet de loi relatif au chemin de fer d'Orléans à Châlons, t. 3, p. 600; — sur des pétitions relatives à la taxe de la boulangerie, t. 4, p. 73; — sur des pétitions relatives à l'organisation des tribunaux de commerce, t. 4, p. 385; — sur une pétition réclamant des mesures répressives contre l'ivrognerie, t. 4, p. 655; — sur des pétitions relatives aux traités de commerce, t. 5, p. 100; — sur une pétition relative à l'impôt du timbre sur la presse périodique, t. 6, p. 7, 12. — Demande la mise à l'ordre du jour du rapport sur le projet de loi relatif au traité postal entre la France et la Grande-Bretagne, t. 5, p. 674. — Est entendu : sur une pétition relative aux changements apportés au tracé du chemin de fer de Montpellier à Rodez, t. 5, p. 707; t. 7, p. 816; t. 8, p. 59; — sur un projet de loi relatif à des tarifs postaux entre la France et la Grande-Bretagne, t. 6, p. 341, 351; — sur une question relative au fonds d'abonnement des préfetures, t. 7, p. 141; — sur une pétition relative à l'octroi de mer aux colonies, t. 7, p. 222; — sur une pétition relative à la suppression de la maison de jeu de Monaco, t. 7, p. 278; — sur la prise en considération d'une proposition de loi relative à la médecine gratuite, t. 7, p. 537; — dans un incident sur l'urgence du projet de loi relatif aux encouragements à accorder aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 713; — dans la discussion sur ce même projet, t. 8, p. 912, 952; — sur le projet de budget pour 1871 (*droits sur les cafés, thés et cacao*), t. 8, p. 1047. — *Session extraordinaire.*

— Est entendu sur le projet de loi relatif au cours légal des billets de banque, t. 9, p. 56.

CHEVANDIER DE VALDROME (M.), *ministre de l'intérieur*. — Présente un projet de sénatus-consulte abrogeant l'art. 57 de la Constitution, t. 5, p. 2. — Est entendu sur la mise à l'ordre du jour d'une interpellation concernant les octrois, t. 4, p. 7; — sur une question relative au fonds d'abonnement des préfetures, t. 7, p. 138, 141; — sur une pétition relative au traitement des auditeurs attachés à des conseils de préfecture, t. 7, p. 74, 79; sur une pétition relative à l'achèvement des voies de communication entreprises sur la rive gauche, t. 8, p. 97. — Fait des réserves à l'occasion de la suppression de plusieurs articles du projet de loi sur les conseils généraux, t. 8, p. 495.

CHEVREAU (M. HENRI). — Est appelé au bureau pour siéger en qualité de secrétaire provisoire à la séance du 30 novembre, t. 4, p. 13. — Est entendu, comme ministre de l'intérieur, sur le projet de loi relatif à l'élection des officiers de la garde nationale de la Seine, t. 9, p. 280.

Cimetière de Paris. — Pétition de quatre-vingt-trois habitants du 14^e arrondissement de Paris se plaignant du préjudice que cause à leurs propriétés l'agrandissement du périmètre du cimetière du Sud. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 5, p. 20. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

Circonscriptions territoriales.

1. — Projet de loi ayant pour objet d'ériger en commune distincte, sous le nom de la Neuville, des portions de territoire distraites des communes de Reims, Saint-Thierry, Courcy et Betheny, t. 5, p. 81. — Rapport par M. Reveil, t. 5, p. 146. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, p. 151.

2. — Projet de loi ayant pour objet de fixer les limites des communes de Pieve, de Rapale, de Santo-Pietro et de San-Gavino (Corse). — Exposé des motifs, t. 7, p. 163.

— Texte du projet, p. 167. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 7, p. 666. — Adoption, t. 7, p. 774.

3. — Projet de loi tendant à l'érection en commune distincte de la section de Fachin, qui serait distraite de la commune de Château-Chinon-Campagne, et de portions de territoire distraites des communes d'Arleuf et de Villapourçon. — Exposé des motifs, t. 7, p. 176. — Texte du projet, p. 181. — Rapport par M. de Montjoyeux, t. 7, p. 767. — Adoption, t. 8, p. 70.

4. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser la réunion à la commune du Petit-Bornand (Haute-Savoie) de la section de Glières, distraite de la commune de Thorens (même département). — Exposé des motifs, t. 7, p. 206. — Texte du projet, p. 208. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 7, p. 668. — Adoption, t. 7, p. 774.

Circonscriptions territoriales.

1. — Pétition demandant le remaniement des circonscriptions cantonales de la ville de Marseille, afin de répartir plus équitablement les affaires litigieuses entre ses six justices de paix. — Rapport par M. Corta, t. 6, p. 41. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant la suppression des petites communes rurales, en vue de former des groupes communaux de 1000 habitants au moins. — Rapport de M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 7, p. 148. — Ordre du jour.

3. — Pétition d'habitants de la section de la Varenne-Saint-Hilaire, dépendant de la commune de Saint-Maurles-Fossés, demandant que l'administration supérieure veuille bien procéder à l'érection en commune distincte de cette section. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 7, p. 721. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

Citernes communales. — Pétition réclamant la création de citernes communales. — Rapport par M. Quentin Bau-

chart, t. 2, p. 276. — Discussion : MM. Lefebvre-Durufflé et le rapporteur, p. 391 à 399. — Ordre du jour.

CLARY (M. le comte FRANÇOIS). — Est nommé : secrétaire du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32 ; — secrétaire du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 671 ; — secrétaire du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 426 ; — vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 194 ; — secrétaire du 2^e bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 2. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner les lois d'intérêt local, t. 2, p. 460 ; t. 3, p. 428 ; t. 6, p. 4 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi concernant les chemins vicinaux, t. 7, p. 3.

Clergé.

1. — Pétition demandant que le traitement des desservants octogénaires soit porté à 1400 francs. — Rapport par M. de Marnas, t. 1, p. 303. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant que le traitement des vicaires soit élevé au maximum fixé par la loi et qu'il soit mis intégralement à la charge de l'État. — Rapport par M. de Marnas, t. 1, p. 373. — Ordre du jour.

3. — Pétition réclamant la suppression du casuel et l'augmentation du traitement des curés et des desservants; la réduction au maximum de 20 000 fr. du traitement des fonctions publiques les plus élevées et l'abolition absolue du cumul. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 1, p. 378. — Discussion : MM le comte Monier de La Sizeranne et le rapporteur, p. 380 à 385. — Ordre du jour.

4. — Pétition demandant : 1^o l'abrogation de l'article 34 de la loi du 18 germinal an X ; 2^o comme moyen d'élever le traitement des desservants de campagne et de leur assurer en fait le bénéfice de l'inamovibilité, la création de titres personnels de curé de 2^e classe. — Rapport par M. Suin, t. 4, p. 320. — Ordre du jour.

Code de commerce.

1. — Pétitions demandant la modification de l'article 68

relatif au dépôt au tribunal de commerce du contrat de mariage des commerçants. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 461. — Ordre du jour. — Rapport par M. Lacaze, t. 7, p. 106. — Ordre du jour.

2. — Pétition signalant au Sénat les inconvénients des articles 162 et 163, relatifs à l'échéance des lettres de change, et présentant le moyen d'y remédier. — Rapport par M. de Marnas, t. 5, p. 188. — Renvoi aux ministres de la justice et du commerce.

Code de procédure civile.

1. — Pétition demandant la retraite de la faculté accordée par l'article 819 aux propriétaires et principaux locataires des maisons ou biens ruraux de faire pratiquer une saisie-gagerie sans permission du juge, un jour après le commandement. — Rapport par M. Suin, t. 4, p. 355. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant que l'article 965 du Code de procédure civile, relatif à la surenchère d'un sixième, soit applicable aux biens communaux. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 7, p. 724. — Renvoi aux ministres de l'intérieur et de la justice.

Code d'instruction criminelle. — Pétition réclamant la modification de l'article 305 relatif à la copie des pièces du procès. — Rapport par M. Lacaze, t. 4, p. 144. — Observations : MM. Chaix d'Est-Ange et le Rapporteur, p. 150 à 154. — Renvoi au ministre de la justice.

Code Napoléon. — Projet de loi portant modification des articles 826 et 832 du Code Napoléon. — Envoi au Sénat le 28 juin, t. 7, p. 600. — Exposé des motifs, par M. Riché, p. 601. — Texte du projet, p. 624. — Annexes à l'exposé des motifs, p. 610.

Code Napoléon.

1. — Pétition signalant les conséquences excessives du privilège accordé par l'article 2102 du Code Napoléon aux propriétaires, en cas de faillite du locataire. — Rap-

port par M. de Marnas, t. 1, p. 302. — Dépôt au bureau des renseignements.

2. — Pétition demandant que l'article 1965 du Code Napoléon ne soit pas applicable aux opérations sur les marchandises. — Rapport par M. de Marnas, t. 4, p. 534. — Ordre du jour.

3. — Pétition demandant la modification de l'article 1007, relatif à l'ouverture des testaments olographes ou mystiques. — Rapport par M. Duvergier, t. 5, p. 180. — Ordre du jour.

4. — Pétition relative à la modification des articles du Code Napoléon concernant la séparation de biens entre époux. — Rapport par M. Quentin Bauchart, t. 8, p. 222. — Ordre du jour.

Code pénal. — Pétition demandant que, par modification de l'article 23 du Code pénal, la durée des peines temporaires, en matière criminelle ou correctionnelle, soit comptée à partir du jour de l'arrestation de l'inculpé. — Rapport par M. Lacaze, t. 1, p. 137. — Ordre du jour.

Code rural. — Pétitions soumettant des observations sur le projet de Code rural présenté au Corps législatif. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 783. — Dépôt au bureau des renseignements. — Rapport par M. Aunédée Thierry, t. 7, p. 285. — Dépôt au bureau des renseignements.

Colonies. — Pétitions relatives à l'interprétation du sénatus-consulte du 4 juillet 1866, relatif à la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, en ce qui concerne les octrois de mer. — Rapport par M. le comte de Sartiges, t. 7, p. 121. — Discussion : MM. Michel Chevalier, le comte de Sartiges et le marquis de Chasseloup-Laubat, t. 7, p. 222 à 230. — Ordre du jour.

Colonies pénitentiaires. — Pétition réclamant l'envoi dans les colonies pénitentiaires des récidivistes condamnés pour

délits graves. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 463. — Dépôt au bureau des renseignements.

Comité secret. — Formation du sénat en comité secret pour la délibération sur son budget intérieur, t. 8, p. 964.

Commissaires de police.

1. — Pétition d'un commissaire de police qui demande une pension de retraite. — Rapport par M. le baron de Geiger, t. 2, p. 400. — Ordre du jour.

2. — Pétitions demandant l'institution de pensions de retraite en faveur des commissaires de police. — Rapport par M. Vuitry, t. 4, p. 309. — Observations de MM. le baron Ernest Leroy et Vuitry, p. 312 à 316. — Renvoi au ministre des finances et au ministre de l'intérieur. — Rapport par M. de Marnas, t. 4, p. 687. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

3. — Pétition réclamant contre les charges imposées aux communes par la création des commissaires de police cantonnaux. — Rapport par M. Larrabure, t. 4, p. 677. — Ordre du jour.

Commissions nommées pendant les sessions ordinaire et extraordinaire de 1870.

Session ordinaire.

Première commission des pétitions, t. 1, p. 33.

Deuxième commission des pétitions, t. 1, p. 671.

Troisième commission des pétitions, t. 3, p. 427.

Quatrième commission des pétitions, t. 4, p. 367.

Cinquième commission des pétitions, t. 5, p. 195.

Sixième commission des pétitions, t. 6, p. 3.

Septième commission des pétitions, t. 7, p. 298.

Huitième commission des pétitions, t. 8, p. 395.

1. — Commission de comptabilité, t. 1, p. 33, t. 2, p. 460.

2. — Commission chargée de préparer le règlement, t. 1, p. 33.
3. — Première commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 2, p. 460.
4. — Deuxième commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 3, p. 428.
5. — Commission chargée d'examiner le projet de loi approuvant les clauses financières applicables à l'exécution du chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne, t. 3, p. 428.
6. — Commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte portant abrogation de l'article 57 de la Constitution, t. 4, p. 95.
7. — Commission chargée d'examiner une plainte adressée à MM. les membres du Sénat contre M. le sénateur Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 187.
8. — Troisième commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 4, p. 368.
9. — Commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 76.
10. — Commission chargée d'examiner une proposition de loi adoptée par le Corps législatif dans sa séance du 24 mars 1870, relative à l'abrogation de la loi du 9 juillet 1852, t. 5, p. 77.
11. — Commission chargée d'examiner le projet de loi portant ouverture au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1869, d'un crédit supplémentaire de 148 950 fr. applicable au chapitre IV, 2^e section. (Vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial), t. 5, p. 142.
12. — Quatrième commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 5, p. 195.
13. — Commission chargée d'examiner un projet de loi relatif au transport des marchandises dangereuses par

ean et par voies de terre autres que les chemins de fer, t. 5, p. 196.

14. — Commission chargée d'examiner un projet de loi portant que le régime des admissions temporaire sera réglé à l'avenir par des lois spéciales, t. 5, p. 196.

15. — Commission chargée d'examiner une proposition de loi tendant à réduire à 90 000 hommes le contingent de la classe de 1869, t. 5, p. 280.

16. — Commission chargée d'examiner le projet de loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1869, un crédit supplémentaire de 1 112 000 fr., applicable aux dépenses de l'instruction primaire, t. 5, p. 383.

17. — Commission chargée d'examiner la loi relative aux modifications des tarifs postaux introduites par la convention additionnelle conclue, le 21 septembre 1869, entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, t. 5, p. 482.

18. — Cinquième commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 6, p. 4.

19. — Commission chargée d'examiner le projet de loi concernant les mesures à prendre contre les incendies dans la région boisée des Maures et de l'Esterel (Var), t. 6, p. 4.

20. — Commission chargée d'examiner le projet de loi concernant le jugement des délits commis par la voie de la presse et autres délits politiques, t. 6, p. 575.

21. — Commission chargée d'examiner le projet de loi concernant de nouvelles mesures provisoires à prendre pour le budget extraordinaire de la ville de Paris, t. 6, p. 578.

22. — Commission chargée d'examiner la proposition de loi relative à la présidence des conseils de préfecture, t. 6, p. 576.

23. — Commission chargée d'examiner un projet de loi approuvant l'article 2 d'une convention passée entre

le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de la Vendée, t. 7, p. 2.

24. — Commission chargée d'examiner une proposition de loi votée par le Corps législatif, tendant à modifier la loi de 1836 sur les chemins vicinaux, t. 7, p. 3.

25. — Commission chargée d'examiner une proposition de loi émanant de l'initiative d'un Sénateur, relative à l'établissement, dans tous les cantons ruraux, d'un service de médecine gratuit et de constatation des décès, t. 7, p. 3.

26. — Commission chargée d'examiner une proposition de loi, émanant de l'initiative de plusieurs membres du Sénat, tendant à modifier l'article 1^{er} des décrets-lois des 1^{er} et 19 mars 1852, et à compléter, par une disposition additionnelle, la loi du 16 juin 1824 sur la mise à la retraite des magistrats, t. 7, p. 3.

27. — Commission de dix membres chargée d'examiner le projet de loi portant modification de diverses dispositions relatives aux conseils généraux et aux conseils d'arrondissement, t. 7, p. 160.

28. — Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'élection des conseils municipaux dans les communes des arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis (Seine), t. 7, p. 160.

29. — Sixième commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 7, p. 298.

30. — Commission chargée d'examiner le projet de loi acceptant l'offre faite, par la chambre de commerce du Havre (Seine-Inférieure), d'avancer à l'État une somme de 7 millions de fr. pour l'agrandissement de l'avant-port de cette ville, t. 7, p. 299.

31. — Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la procédure à suivre devant les conseils de préfecture, t. 7, p. 384.

32. — Commission chargée d'examiner le projet de loi

relatif à la modification de la loi du 21 mars 1832, en ce qui concerne le remplacement militaire, t. 7, p. 385.

33. — Commission chargée d'examiner une proposition de loi relative aux annonces judiciaires, t. 7, p. 383.

34. — Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'impôt du timbre sur les journaux et écrits politiques, périodiques ou non périodiques, t. 7, p. 565.

35. — Commission chargée d'examiner une proposition de loi émanant de l'initiative de M. le baron Brenier, et relative à l'établissement, dans tous les cantons ruraux, d'un service de médecine gratuit et de constatation des décès, t. 7, p. 565.

36. — Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, usines, ateliers, chantiers, mines, minières et carrières, t. 7, p. 747.

37. — Commission chargée d'examiner le projet de loi portant modification des articles 826 et 832 du Code Napoléon, t. 7, p. 747.

38. — Commission chargée d'examiner le projet de loi portant augmentation du personnel du tribunal de première instance de la Seine, t. 7, p. 748.

39. — Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de prendre en considération la proposition de loi faite par M. Duruy sur la liberté de l'enseignement supérieur en France, t. 7, p. 749.

40. — Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet d'approuver les clauses financières applicables à l'exécution du chemin de fer de Bressuire à Poitiers, t. 8, p. 4.

41. — Commission chargée d'examiner au fond la proposition de loi de M. Boinvilliers et de plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 1^{er} des décrets-lois des 1^{er} et 19 mars 1852, et à compléter par une disposi-

tion additionnelle, la loi du 16 juin 1824, sur la mise à la retraite des magistrats, t. 8, p. 4.

42. — Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un ancien ministre, t. 8, p. 5.

43. — Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la nomination des maires et adjoints, t. 8, p. 100.

44. — Commission chargée d'examiner : 1° un projet de loi portant ouverture au budget ordinaire du ministère des finances, sur l'exercice 1869, de crédits supplémentaires montant à la somme de 6 448 000 fr. ; 2° un projet de loi portant ouverture au budget ordinaire du ministère de l'instruction publique, sur l'exercice 1869, d'un crédit supplémentaire de 339 867 fr. 27 cent., applicable aux dépenses de l'instruction primaire en 1869, t. 8, p. 189.

45. — Commission chargée d'examiner un projet de loi relatif au règlement définitif du budget de l'exercice 1866, t. 8, p. 190.

46. — Septième commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 8, p. 395.

47. — Commission chargée d'examiner quatre projets de lois relatifs : 1° à l'ouverture d'un crédit de 50 millions au ministère de la guerre ; 2° à l'ouverture d'un crédit de 16 millions au ministère de la marine ; 3° à la mobilisation de la garde mobile ; 4° à la durée des engagements volontaires en temps de guerre, t. 8, p. 443.

48. — Commission chargée d'examiner les diverses lois de finances, t. 8, p. 556.

49. — Commission chargée d'examiner le projet de loi qui porte à 140 000 hommes le contingent à appeler sur la classe de 1870, t. 8, p. 599.

50. — Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la compatibilité du mandat de député au Corps législatif avec les fonctions d'officier dans la garde nationale mobile, t. 8, p. 600.

51. — Commission chargée d'examiner le projet de

loi relatif à l'interdiction de rendre compte des opérations et mouvements militaires, t. 8, p. 612.

52. — Commission chargée d'examiner le projet de loi concernant les encouragements à donner aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 649.

53. — Commission chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget des recettes et des dépenses extraordinaires de la ville de Paris pour l'exercice 1870, t. 8, p. 729.

54. — Commission chargée d'examiner : 1° un projet relatif aux modifications de taxes introduites par la convention additionnelle de poste conclu le 23 mars 1870 entre la France et l'Espagne ; 2° un projet de loi relatif aux tarifs établis entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour l'échange des mandats de poste, t. 8, p. 758.

55. — Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 4 du sénatus-consulte du 23 décembre 1852, t. 8, p. 969.

56. — Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet la prorogation de la loi du 6 décembre 1850, relative au partage des terres vaines et vagues dans les cinq départements composant l'ancienne province de Bretagne, t. 8, p. 969.

Session extraordinaire.

1. — Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'augmentation des forces militaires de la France, t. 9, p. 33.

2. — Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'organisation de la garde nationale sédentaire, t. 9, p. 42.

3. — Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet d'élever de 500 millions à 1 milliard le montant des ressources que le ministre des finances est au-

torisé à se procurer pour faire face aux nécessités de la situation, t. 9, p. 52.

4. — Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au cours légal des billets de la Banque de France, t. 9, p. 53.

5. — Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux échéances des effets de commerce, t. 9, p. 73.

6. — Commission chargée d'examiner le projet de loi qui autorise la ville de Paris à prélever une somme de 3 millions sur les ressources du budget extraordinaire de 1870, pour venir en aide aux familles dont les soutiens sont appelés sous les drapeaux, t. 9, p. 91.

7. — Commission chargée d'examiner une proposition de loi ayant pour objet d'accorder à tout notaire et à tout officier ministériel appelé sous les drapeaux la faculté pendant la guerre de se faire suppléer dans son office, t. 9, p. 91.

8. — Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux forces militaires de la France pendant la guerre, t. 9, p. 173.

9. — Commission chargée d'examiner le projet de loi concernant les marchandises déposées dans les magasins généraux, t. 9, p. 173.

10. — Commission chargée d'examiner une proposition de loi tendant à autoriser le Gouvernement à mettre en réquisition toute commande d'armes ou de munitions faite par l'étranger à des fabriques françaises, t. 9, p. 237.

Communes.

1. — Pétition au Sénat relative au paiement des frais d'un procès perdu par la commune de Gouzongnat (Creuse), frais qu'on voudrait faire supporter par une seule section.
— Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 7, p. 129.
— Observations de MM. Le Verrier et le rapporteur, p. 132, 133. — Ajournement, p. 134. — Discussion :

MM. Le Verrier, Jolibois, *commissaire du Gouvernement*; Le Roy de Saint-Arnaud et Tourangin, t. 7, p. 257 à 272. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

2. — Pétition ayant pour objet d'organiser les communes sur des bases nouvelles, et notamment de leur accorder la faculté de jouir de leurs droits civils, à l'instar du mineur émancipé. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 7, p. 131. — Ordre du jour.

3. Pétition de 137 habitants de Roubaix, en tête desquels se trouve le maire de la ville, appelant l'attention du Sénat sur la loi du 10 vendémiaire an IV, qui règle la responsabilité civile des communes en cas de dévastation, et en demandant la révision. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 7, p. 740. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

CONNEAU (M.) — Est nommé vice-secrétaire du 4^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner une proposition de loi concernant l'établissement dans les cantons ruraux d'un service de médecine gratuit, t. 7, p. 3 ; — de la 7^e commission des pétitions, t. 7, p. 298.

Conseiller de préfecture. — Pétition se plaignant de ce qu'un conseiller de préfecture tiennne un cabinet d'affaires, où il donne des consultations sur les causes dans lesquelles il est appelé à se prononcer comme juge. — Rapport par M. de Montjoyeux, t. 6, p. 88. — Observations de MM. Chaix d'Est-Ange, le rapporteur, Lefebvre-Durullé, Béhic, Ferdinand Barrot, Le Roy de Saint-Arnaud, Vuitry, Boinvilliers, Baroche, Tourangin et de Saint-Paul, t. 6, p. 89 à 108. — Renvoi à la commission. — Rapport supplémentaire, t. 6, p. 405. — Observations de MM. Le Roy de Saint-Arnaud, Vuitry, Chaix d'Est-Ange, Lacaze, le rapporteur, le premier président de Royer et Le Verrier, t. 6, p. 408 à 415. — Renvoi au ministre de la justice pour rechercher le pétitionnaire dont la signature est apocryphe.

Conseils de préfecture :

1. — Projet de loi relatif à la procédure à suivre devant

les conseils de préfecture. — Envoi au Sénat le 10 juin, t. 7, p. 5. — Exposé des motifs, *ibid.* — Texte du projet, p. 48.

2. — Proposition de loi relative à la présidence des conseils de préfecture, t. 6, p. 453. — Incident concernant l'envoi des documents relatifs à la proposition : MM. le comte de Ségur-d'Aguesseau et le Président, t. 6, p. 453 à 456. — Rapport par M. Boudet, t. 7, p. 683. — Nouvelle rédaction de la proposition, p. 693. — Adoption, t. 7, p. 773.

Conseils généraux. — Projet de loi portant modification de diverses dispositions relatives aux conseils généraux et aux conseils d'arrondissement. — Exposé des motifs, t. 7, p. 86. — Texte du projet, p. 90. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 8, p. 272. — Nouvelle rédaction du projet de loi, p. 303. — Rapport supplémentaire, t. 8, p. 460. — Discussion générale : MM. Larabit et le baron Haussmann, t. 8, p. 480 à 483. — Art. 1^{er} : Adoption, p. 484. — Art. 2 : MM. Le Verrier, le rapporteur et d'Ariste, p. 485 à 490 ; Adoption, p. 490. — Art. 3 : MM. le Président, le rapporteur, Chaix d'Est-Ange, Baroche, Suin et Chevandier de Valdrôme, *ministre de l'intérieur*, p. 490 à 493. — Adoption des articles 3 et 4, p. 492, 493. — Art. 5 : MM. le ministre de l'intérieur et Boudet, p. 495 ; Adoption, *ibid.* — Art. 6 et 7 : Adoption, p. 496, 497. — Adoption de l'ensemble du projet, p. 497.

Conseils municipaux.

1. — Projet de loi relatif à l'élection des conseils municipaux dans les communes des arrondissements de Saint-Denis et de Sceaux. — Exposé des motifs, t. 7, p. 92. — Texte du projet, p. 93. — Rapport par M. Dumas, t. 7, p. 770. — Adoption, t. 8, p. 72.

2. — Projet de loi relatif à l'élection et aux attributions du conseil municipal de Lyon, t. 8, p. 776.

Conseils municipaux.

1. — Pétition demandant qu'une loi décide si, pour que

les délibérations des conseils municipaux soient valables, il suffit que la majorité des membres assiste à la séance, ou bien s'il est nécessaire qu'elle prenne part au vote. — Rapport par M. de Mentque, t. 1, p. 431. — Ordre du jour.

2. — Pétition réclamant contre la disposition de loi qui appelle, dans certains cas, les plus imposés de la commune à siéger avec le conseil municipal. — Rapport par M. Reveil, t. 2, p. 455. — Ordre du jour.

3. — Pétitions s'élevant contre la disposition qui permet aux parents rapprochés de siéger dans le conseil municipal des communes au-dessous de 500 habitants. — Rapport par M. Suin, t. 4, p. 80. — Ordre du jour. — Rapport par M. le duc de Padoue, t. 7, p. 364. — Ordre du jour. — Pétition demandant l'extension à toutes les communes de la disposition attaquée dans les pétitions précédentes. — Rapport par M. Suin, t. 4, p. 167. — Ordre du jour.

4. — Pétition concernant l'organisation municipale. — Rapport par M. de Mentque, t. 6, p. 236, 241, 242. — Ordre du jour.

5. — Pétition réclamant contre le retard apporté au remplacement de conseillers municipaux décédés ou démissionnaires dans la commune de Bernaville (Somme). — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 7, p. 123. — Ordre du jour.

6. — Pétition se plaignant d'une opposition formelle maintenue par l'administration préfectorale à un projet de construction d'une maison d'école pour les filles, projet adopté par le conseil municipal de Marsilly (Charente-Inférieure). — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 7, p. 123. — Ordre du jour.

Constitution de l'an VIII. — Pétition demandant l'abrogation de cette Constitution. — Demande d'ajournement du rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 1, p. 385. — Incident sur l'ajournement : MM. de Maupas, Silvestre de Sacy et Le Roy de Saint-Arnaud, p. 394 à 398.

Contrainte par corps.

1. — Pétition réclamant une indemnité pour les gardes

du commerce supprimés avec la contrainte par corps. — Rapport par M. de Marnas, t. 4, p. 100. — Ordre du jour.

2. — Pétition réclamant le rétablissement de la contrainte par corps. — Rapport par M. le vicomte de Barrai, t. 6, p. 427. — Observation de MM. Baroche, le rapporteur et Rouland, p. 429 à 433. — Ordre du jour.

Contributions directes.

1. — Pétition du sieur Briault, demandant qu'il ne soit pas interdit aux percepteurs de saisir d'office les conseils de préfecture des demandes de radiation des contributions indûment imposées, pour cause de double emploi, lorsque cette erreur ne provient pas du fait des contribuables. — Rapport par M. Lacaze, t. 4, p. 123. — Renvoi au ministre des finances.

2. — Pétition demandant : 1° que le traitement des contrôleurs de contributions directes soit augmenté ; 2° que l'avancement soit réglé suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 1834 ; 3° qu'aucune peine disciplinaire ne soit infligée à un contrôleur, sans qu'il ait été appelé préalablement à présenter sa défense. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 684. — Ordre du jour.

3. — Pétition réclamant le remboursement de frais occasionnés par des poursuites illégales pour recouvrement de contributions directes. — Rapport par M. Vuitry, t. 4, p. 563. — Renvoi au ministre des finances.

4. — Pétition demandant que les communes de Marmagne et de Saint-Symphorien soient reliées pour le payement des contributions directes à la perception du Mont-Genis. — Rapport par M. Vuitry, t. 6, p. 51. — Ordre du jour.

CORTA (M.). — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 2, p. 460 ; — de la 3^e commission des pétitions, t. 3, p. 427. — Fait des rapports de pétitions, t. 6, p. 38. — M. le Président annonce son décès, t. 7, p. 384.

COTTIN (M.), *conseiller d'État*. — Est entendu sur une demande d'ajournement du projet de loi relatif au partage des terres vaines et vagues de la Bretagne, t. 8, p. 972, 977.

Cour de cassation. — Pétitions relatives à des modifications à introduire dans la procédure civile devant la Cour de cassation. — Rapports par M. de Marnas, t. 3, p. 363, 368. — Ordre du jour.

Créance sur l'étranger. — Pétition demandant l'intervention du Gouvernement français auprès du gouvernement italien, pour obtenir le paiement d'une fourniture faite en 1813 au royaume d'Italie. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 590. — Observations de MM. Migneret, *commissaire du Gouvernement*, et le rapporteur, p. 595. — Renvoi au ministre des affaires étrangères. — Rectification au rapport, t. 4, p. 629.

Crèches. — Pétition demandant une grande extension des crèches dans tous les centres industriels. — Rapport par M. de Marnas, t. 1, p. 572. — Discussion : MM. le baron Dupin, le rapporteur, Le Roy de Saint-Arnaud, le baron Ernest Leroy et Genteur, *commissaire du Gouvernement*, t. 2, p. 14 à 62. — Ordre du jour.

Crédits.

Session ordinaire.

1. — Projet de loi ouvrant au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1869, un crédit supplémentaire de 148 950 fr. applicable au chapitre IV, 2^e section, t. 5, p. 78. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 5, p. 198. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, p. 201.

2. — Projet de loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique d'un crédit de 1 112 000 fr., pour les dépenses obligatoires de l'instruction primaire, t. 5, p. 197. — Rapport par M. Duruy, t. 5, p. 482. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, p. 485.

3. — Projet de loi portant ouverture au budget extraordinaire du ministère des finances, sur l'exercice 1869, de crédits supplémentaires montant à la somme de 6 448 000 fr. — Exposé des motifs, t. 8, p. 102. — Texte du projet, p. 107. — Rapport par M. le comte de Germiny, t. 8, p. 497. — Adoption, t. 8, p. 610.

4. — Projet de loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1869, d'un crédit supplémentaire de 539 367 fr. 27 c., pour les dépenses de l'instruction primaire. — Exposé des motifs, t. 8, p. 158. — Texte du projet, p. 160. — Rapport par M. le comte de Germiny, t. 8, p. 502. — Adoption, t. 8, p. 595.

5. — Projet de loi relatif aux suppléments de crédits des exercices 1868, 1869 et 1870. — Exposé des motifs, t. 8, p. 396. — Texte du projet, p. 405. — Rapport par M. le comte de Germiny, t. 8, p. 613. — Adoption, p. 616.

6. — Projet de loi ayant pour objet d'accorder au ministre de la guerre un supplément de crédit de 50 millions de fr. sur le budget extraordinaire de 1870. — Exposé des motifs, t. 8, p. 436. — Texte du projet, *ibid.* — Projet de loi portant ouverture au ministre de la marine et des colonies sur l'exercice 1870, d'un crédit de 16 millions de fr. — Exposé des motifs, t. 8, p. 437. — Texte du projet, p. 438. — Rapport par M. Rouher, t. 8, p. 444. — Adoption, p. 446, 447.

7. — Projet de loi relatif à de nouveaux suppléments de crédits pour l'exercice 1870. — Exposé des motifs, t. 8, p. 595. — Texte du projet, p. 597. — Rapport par M. le comte de Germiny, t. 8, p. 602. — Adoption, p. 603.

Session extraordinaire.

1. — Projet de loi élevant à 4 milliard le chiffre des bons du Trésor à émettre en vertu de la loi du 21 juillet 1870, t. 9, p. 50. — Rapport par M. Vuitry, p. 53. — Adoption, p. 54.

CROIX (M. le marquis DE). — Est nommé membre de la com-

mission chargée d'examiner le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, t. 7, p. 747. — Est entendu sur une interpellation relative au régime économique, t. 2, p. 624.

Cumul

1. — Pétition demandant la modification de l'organisation du conseil central des églises réformées. — Rapport par M. Lefebvre-Duruflé, t. 3, p. 347. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant qu'il soit pris des mesures pour assurer aux soldats protestants l'exercice et le respect de leur culte religieux. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 5, p. 7. — Discussion : MM. Manceaux, *commissaire du Gouvernement*, et le rapporteur, p. 3 à 16. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes,

Cumul. — Pétition réclamant la restitution de retenues opérées sur une pension militaire et sur un traitement civil, en vertu des décrets de 1848 sur le cumul. — Rapport par M. Vuitry, t. 4, p. 129. — Ordre du jour.

D

DARBOY (S. G. Mgr). — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner un projet de loi augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 34.

DARU (M. le comte), *ministre des affaires étrangères*. — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour de diverses interpellations, t. 2, p. 5; — sur une réclamation contre une erreur commise par le *Journal officiel* dans la réponse de l'Empereur au Corps législatif à la séance du 1^{er} janvier, t. 2, p. 318; — sur une interpellation concernant le concile œcuménique, t. 2, p. 341.

DAUMAS (M. le général). — Est nommé membre de la 3^e commission des pétitions, t. 3, p. 427. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 436, 442; t. 4, p. 442; t. 5, p. 712.

— Est entendu : sur une pétition concernant le tir à la cible de la garnison de Toulon, t. 1, p. 438; — sur une pétition relative à l'organisation de l'Algérie, t. 3, p. 112.

DAVID (S. Exc. le baron JÉRÔME), *ministre des travaux publics*. — Communique, à la séance du 3 septembre, les nouvelles de la guerre, t. 9, p. 283.

Décrets de l'Empereur.

Session ordinaire.

1. — Décret concernant les rapports réglementaires entre le Gouvernement, le Sénat, le Corps législatif et le Conseil d'État, t. 1, p. 14.

2. — Décret nommant les commissaires du Gouvernement pour prendre part à la discussion des pétitions, t. 1, p. 22.

3. — Décret nommant de nouveaux Sénateurs, t. 1, p. 22, 591; t. 2, p. 13; t. 7, p. 220; t. 8, p. 5; t. 9, p. 112.

4. — Décrets nommant le Président et les vice-présidents du Sénat, t. 1, p. 589, 590.

5. — Décret concernant : 1° la préparation des projets de lois, leur présentation au Sénat et au Corps législatif, et les messages adressés aux deux assemblées; 2° les rapports du Gouvernement avec le Sénat et le Corps législatif; 3° les rapports entre le Sénat et le Corps législatif, t. 6, p. 440.

6. — Décrets désignant les commissaires du Gouvernement pour prendre part devant le Sénat à la discussion de toutes les affaires concernant : le département de la guerre, t. 6, p. 447; — le ministère de l'intérieur, *ibid*; — le ministère de la justice et des cultes, t. 6, p. 576; t. 7, p. 386; — le ministère des travaux publics, t. 6, p. 666; — le ministère de la marine et des colonies, t. 7, p. 4; — le ministère des affaires étrangères, t. 7, p. 161; — le ministère de l'instruction publique et le ministère des finances, t. 7, p. 162; — le ministère de l'agriculture et du commerce,

t. 7, p. 300 ; — le ministère des lettres, sciences et beaux arts, t. 7, p. 386.

7. — Décret ordonnant l'envoi au Sénat d'un projet de loi relatif à la procédure à suivre devant les conseils de préfecture, t. 7, p. 5.

Session extraordinaire.

1. — Décrets convoquant le Sénat en session extraordinaire, t. 9, p. 1, 2.

DEJEAN (M. le général), *ministre de la guerre par intérim.* — Est entendu sur le budget de 1871 (*service médical de l'armée*), t. 8, p. 1064.

DELANGLE (M. le procureur général). — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 468.

Dettes communales.

1. — Pétition au Sénat réclamant la liquidation des créances provenant des condamnations infligées par le Conseil d'État à diverses communes limitrophes des marais de Donges au bénéfice de la compagnie de dessèchement. — Rapport par M. le marquis de Chasseloup-Laubat, t. 3, p. 350. — Observations de MM. le comte Boulay de la Meurthe et le rapporteur, p. 357 à 359. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

2. — Pétition réclamant le paiement des travaux faits à l'église de Régnv (Loire), pour le compte de la commune. — Rapport par M. Larrabure, t. 4, p. 513. — Observations de MM. le rapporteur, Le Verrier, le président Bonjean, Le Roy de Saint-Arnaud, Jolibois, *commissaire du Gouvernement*, et Vuitry, t. 4, p. 513 à 529. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

3. — Pétition réclamant l'exécution d'un jugement condamnant la commune de Seppois-le-Bas à payer une indemnité à des individus pillés en 1848. — Rapport par M. Larrabure, t. 4, p. 676. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

DEVIENNE (M. le premier président). — Est nommé vice-président du 4^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32. — Est nommé membre : de la commission du règlement, t. 1, p. 34; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 3, p. 77; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au jugement des délits de presse, t. 6, p. 575; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conseils généraux, t. 7, p. 161; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi modifiant les articles 826 et 832 du Code Napoléon, t. 7, p. 747. — Fait des rapports sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 3, p. 243, 391. — Est entendu : sur le projet de règlement : amendement relatif à la demande de nomination d'une commission en séance publique, t. 1, p. 665; — sur une plainte formée par M. Mirès contre M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 439; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 3, p. 340, 345, 358, 362, 367, 369, 373, 377, 534, 539, 552, 587, 601, 618, 630, 641, 643; — sur le projet de révi ion du règlement : amendement relatif à la légalisation des signatures apposées sur les pétitions, t. 6, p. 632. — *Session extraordinaire.* — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux effets de commerce, t. 9, p. 75; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux magasins généraux, t. 9, p. 173.

Dimanches. — Pétition réclamant la stricte exécution de la loi de 1814 relative à la célébration des dimanches et fêtes. — Rapport par M. Suin, t. 4, p. 351. — Ordre du jour.

Divorce. — Pétition réclamant le rétablissement du divorce. — Rapport par M. Quentin Bauchart, t. 2, p. 271. — Observations de MM. Le Verrier et Quentin Bauchart, t. 2, p. 272, 279. — Ordre du jour.

Donations et legs. — Pétition demandant la simplification des formalités à accomplir pour l'acceptation des legs et donations par les établissements d'utilité publique. — Rapport par M. Lacaze, t. 1, p. 246. — Ordre du jour.

DONNET (S. Ém. Mgr le cardinal). — Est nommé président du 1^{er} bureau, session extraordinaire, t. 1, p. 15.

Dotation de l'armée. — Pétition réclamant une somme de 1 321 fr. 70 cent. et cinq mois de pension, dus par la dotation de l'armée aux héritiers du sieur Tissier (Louis-Edouard), admis au 16^e régiment d'infanterie comme remplaçant par voie administrative. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 4, p. 298. — Ordre du jour.

DRUYN DE LEUYS (M.). — Est nommé : vice-président du 5^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32 ; — président du 5^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 674 ; — président du 1^{er} bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 426. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 77. — *Session extraordinaire.* — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à la réquisition des commandes d'armes faites par l'étranger, t. 9, p. 237.

Duel. — Pétition réclamant une législation spéciale en matière de duel. — Rapport par M. de Marnas, t. 5, p. 24. — Ordre du jour.

DUMAS (M.). — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux mesures à prendre contre les incendies dans les forêts du Var, t. 6, p. 4 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'élection des conseils municipaux de Sceaux et de Saint-Denis, t. 7, p. 161 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi sur la liberté de l'enseignement supérieur, t. 7, p. 748 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au budget extraordinaire de la ville de Paris, t. 8, p. 729. — Fait des rapports : sur le projet de loi relatif à l'élection des conseils municipaux dans les communes des arrondissements de Saint-Denis et de Sceaux (Seine), t. 7, p. 770 ; — sur le projet de budget extraordinaire de la ville de Paris, t. 8, p. 751. — Est entendu sur des pétitions relatives à l'organisation de notre système monétaire, t. 3, p. 4, 43, 168, 257, 319. — *Session extraordinaire.* — Est

nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant la ville de Paris à prendre sur son budget une somme de 5 millions pour venir en aide aux familles dont les soutiens sont sous les drapeaux, t. 9, p. 89. — Fait un rapport sur ce projet de loi, t. 9, p. 94.

DUPIN (M. le baron). — Est nommé : président du 4^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32 ; — vice-président du 1^{er} bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 426 ; — vice-président du 4^e bureau, 6^e organisation, t. 6 p. 3 ; — président du 3^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte abrogeant l'art. 57 de la Constitution, t. 4, p. 95 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conseils généraux, t. 7, p. 161. — Est entendu : sur une pétition relative à la perception des impôts dans les faubourgs de Toulon, t. 1, p. 173 ; — sur le projet de règlement : amendement relatif au nombre des vice-secrétaires, t. 1, p. 614 ; — sur une pétition demandant la création de crèches, t. 2, p. 14, 50 ; — sur le procès-verbal de la discussion relative aux crèches, t. 2, p. 88 ; — sur une pétition relative aux encouragements à accorder aux familles nombreuses, t. 2, p. 378 ; — sur une interpellation relative à la politique commerciale, t. 2, p. 615 ; — sur une pétition relative à l'organisation de l'Algérie, t. 3, p. 92 ; — sur une pétition relative à des travaux d'assainissement à opérer le long du chemin de fer de Tarascon, t. 3, p. 381 ; — sur le projet de loi relatif au chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne, t. 3, p. 633 ; — sur des pétitions relatives à la taxe de la boulangerie, t. 4, p. 52 ; — sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 4, p. 202 ; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 287, 300 ; — sur une pétition réclamant des réformes dans l'organisation des corps des ponts et chaussées et des mines, t. 6, p. 77, 84 ; — sur une pétition relative à l'ouverture d'un canal de l'Océan à la Méditerranée, t. 6, p. 229, 234. — *Session extraordinaire.* — Est entendu sur les projets de lois concernant l'accroissement des forces militaires de la France, t. 9, p. 102. — Fait une observation touchant la nomination du maréchal

Vaillant comme membre du comité de défense, t. 9, p. 147. — Est entendu : sur le projet de loi augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 204 ; — à la séance du 4 septembre, sur la conduite à tenir en présence de l'envahissement du Corps législatif, t. 9, p. 309.

DUAUX (M.). — Est nommé secrétaire du 3^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner un projet de loi ouvrant un crédit pour l'instruction primaire, t. 5, p. 384 ; — des commissions chargées d'examiner une proposition de loi relatif à l'établissement dans les cantons ruraux d'un service de médecine gratuit, t. 7, p. 3, 566 ; — d'une commission chargée d'examiner deux lois de crédits, t. 8, p. 189. — Fait des rapports : sur un projet de loi ouvrant un crédit pour l'instruction primaire, t. 5, p. 482 ; — sur une proposition de loi relative à l'organisation dans les cantons ruraux d'un service de médecine gratuit et de constatation des décès, t. 7, p. 324. — Dépose des propositions de lois relatives : 1^o à l'établissement en France de la liberté de l'enseignement supérieur, t. 7, p. 694 ; 2^o à l'organisation de l'enseignement supérieur public, t. 8, p. 310. — Est entendu : sur une interpellation relative à l'administration de l'Observatoire, t. 3, p. 583 ; — sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 4, p. 245 ; — sur la prise en considération d'une proposition de loi relative à la médecine gratuite, t. 7, p. 520, 540. — Rectifie un chiffre concernant les illettrés, cité dans la discussion de pétitions relatives à l'exercice du droit électoral, t. 4, p. 497.

DUVERGIER (M.). — Nommé Sénateur par décret du 29 janvier 1870. — Prête serment et est admis, t. 1, p. 576. — Est nommé : président du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 670 ; — vice-président du 5^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 427 ; — président du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 367. — Est nommé membre : de la 4^e commission des pétitions, t. 4, p. 367 ; — de la commission chargée d'examiner la proposition de loi relative aux annonces judiciaires, t. 7, p. 385 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à l'établiss-

ment dans les cantons ruraux d'un service de médecine gratuit, t. 7, p. 366 ; — de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un ancien ministre, t. 8, p. 3 ; — d'une commission chargée d'examiner deux lois de crédits, t. 8, p. 189 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'interdiction de rendre compte des mouvements et opérations militaires, t. 8, p. 612 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi modifiant l'art. 4 du Sénatus-consulte du 23 décembre 1832, relatif aux travaux publics, t. 8, p. 969. — Fait des rapports de pétitions, t. 5, p. 180 ; t. 6, p. 137. — Fait un rapport sur le projet de loi interdisant de rendre compte des mouvements et opérations militaires, t. 8, p. 617. — *Session extraordinaire.* — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant tout officier ministériel appelé sous les drapeaux à se faire suppléer dans son office, t. 9, p. 89 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux magasins généraux, t. 9, p. 173. — Fait des rapports sur ces deux projets de lois, t. 9, p. 90, 174.

E

Eaux de Nîmes.

1. — Pétition relative au rapport fait au Sénat en 1866 sur une pétition relative à la société des eaux de Nîmes. — Rapport par M. Lefebvre-Duruel, t. 1, p. 336. — Ordre du jour.

2. — Pétition réclamant la déchéance de la compagnie des eaux de Nîmes. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 608. — Observations : MM. le baron Bernier et le Rapporteur, p. 612 à 617. — Ordre du jour.

Eaux-de-vie. — Pétitions concernant les eaux-de-vie, la sophistication et la fraude dont elles seraient l'objet, notamment les eaux-de-vie dites de Cognac et d'Armagnac. — (Voy. Boissons, n° 2.)

Eaux minérales. — Pétition signalant l'insuffisance de la loi.

de juillet 1856, relative à la conservation et à l'aménagement des sources d'eaux minérales. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 7, p. 361. — *Ordre du jour.*

Échanges d'immeubles.

1. — Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre l'État et la demoiselle de Bourbon-Busset, t. 4, p. 96. — Rapport par M. Suin, t. 4, p. 272. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 4, p. 275.

2. — Projet de loi relatif à une cession réciproque de terrains entre l'État et la ville de Lyon, t. 4, p. 476. — Rapport par M. le vicomte de Barral, t. 4, p. 631. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 4, p. 633.

Effets de commerce. — Projet de loi relatif aux échéances des effets de commerce, t. 9, p. 74. — Rapport par M. le comte de Germiny, t. 9 p. 76. — Adoption, p. 79.

Elections. — Proposition de loi concernant la durée du scrutin pour les élections dans les localités au-dessus de 2500 âmes, t. 8, p. 759. — Incident sur l'urgence: MM. Barroche, le baron Ernest Leroy, Louvet, *ministre de l'agriculture et du commerce*; le Président, Boinvilliers, Gressier et Quentin Bauchart, p. 761 à 775. — Rejet de l'urgence, p. 775.

Élections.

1. — Pétitions signalant les inconvénients qui résultent de la simultanéité des opérations électorales pour le conseil général et le conseil d'arrondissement. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 49. — Observations de M. Jolibois, *commissaire du Gouvernement*, t. 4, p. 98. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

2. — Pétition du sieur Bataillé demandant un article additionnel à la législation électorale, portant défense à tout candidat dont l'élection aurait été annulée par le Corps législatif, pour cause de corruption, de se présenter devant le collège qui l'a élu. — Rapport par M. Boudet, t. 1, p. 69. — *Ordre du jour.*

3. — Pétition relative à l'élection des juges de paix dans leurs cantons. — (*Voy. Juges de paix, n° 1.*)

4. — Pétition réclamant des pénalités pour l'abstention électorale. — Rapport par M. de Mentque, t. 1, p. 428. — Ordre du jour.

5. — Pétition demandant que les officiers sans troupes, ou assimilés, des armées de terre et de mer, soient inscrits sur les listes électorales de la commune où ils exercent leurs fonctions. — Rapport par M. le général comte de La Rue, t. 1, p. 446. — Renvoi au ministre de la guerre, au ministre de la marine et au ministre de l'intérieur.

6. — Pétition ayant pour objet de solliciter une disposition législative portant interdiction de conférer aux gardes champêtres la distribution des bulletins de vote d'un candidat. — Rapport par M. Le Roy Saint-Arnaud, t. 3, p. 784. — Ordre du jour.

7. — Pétition demandant la révision de la loi électorale. — Rapport par M. Suin, t. 4, p. 169. — Ordre du jour.

8. — Pétition dénonçant comme inconstitutionnel le décret du 28 décembre 1867, fixant à deux cent quatre-vingt-douze le nombre des députés pendant la période de 1867 à 1872. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 287. — Question préalable.

9. — Pétitions proposant des modifications à la loi électorale. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 434. — Observations de MM. Lefebvre-Duraffé, le rapporteur et Larabit, p. 460 à 465. — Ordre du jour. — Rapports par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 467. — Discussion : MM. Hubert-Delisle, le rapporteur, Boinvilliers et Baroche, p. 477 à 497. — Ordre du jour.

10. — Pétition exposant divers actes illégaux commis dans les élections municipales par le maire et l'adjoint de la commune de Pointis de Rivière (Haute-Garonne), et demandant que ces fonctionnaires soient remplacés par deux membres du conseil municipal. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 237. — Ordre du jour.

11. — Pétitions au Sénat demandant : 1° que tout homme majeur ayant contracté mariage ait, du vivant de sa femme, droit à un double vote; 2° que tout homme marié ayant au moins un fils mineur ou une fille non mariée ait droit à un triple vote. — Rapport par M. de Saint-Paul, t. 6, p. 353. — Observations de MM. Larabit et Le Verrier, p. 358 à 364. — Ordre du jour.

ÉLIE DE BRAUMONT (M.) — Est nommé vice-président du 2^e bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 2. — Est nommé membre : de la 4^e commission des pétitions, t. 4, p. 367; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au transport des marchandises dangereuses, t. 5, p. 196; — de la commission chargée d'examiner la proposition de loi relative à la présidence des conseils de préfecture, t. 6, p. 576; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux chemins de fer de la Vendée, t. 7, p. 3; — de la 7^e commission des pétitions, t. 7, p. 298. — Fait des rapports de pétitions. t. 8, p. 81.

Émeutes. — Pétition ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à prendre des mesures énergiques pour prévenir le retour des émeutes qui ont troublé l'ordre public, et jeté l'inquiétude dans les esprits. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willauvez, t. 6, p. 424. — Ordre du jour.

Emprunt mexicain. — Pétitions d'un porteur de titres non libérés de l'emprunt mexicain, à 6 pour 100, qui se plaint de n'avoir point été admis à participer à l'indemnité allouée par la loi de finances du 2 août 1868. — Rapport par M. Vuitry, t. 4 p. 128. — Ordre du jour. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 5, p. 220. — Ordre du jour.

Emprunts et impositions extraordinaires par des départements et par des villes.

A. — *Liste, par ordre alphabétique, des départements, au nombre de vingt-quatre, autorisés pendant la session de 1870, à contracter des emprunts, à s'imposer extraor-*

inairement ou à faire emploi de fonds précédemment votés.

- Aisne, t. 8, p. 814.
- Alpes (Hautes-), t. 8, p. 797.
- Calvados, t. 7, p. 648.
- Cher, t. 8, p. 418.
- Dordogne, t. 7, p. 192.
- Eure-et-Loir, t. 7, p. 205.
- Finistère, t. 8, p. 197.
- Gironde, t. 8, p. 811.
- Hérault, t. 8, p. 471.
- Indre, t. 7, p. 403.
- Isère, t. 8, p. 475.
- Landes, t. 8, p. 804.
- Loire (Haute-), t. 7, p. 184.
- Loire-Inférieure, t. 7, p. 76 ; t. 8, p. 807.
- Loiret, t. 7, p. 198.
- Lot, t. 7, p. 187.
- Maine-et-Loire, t. 7, p. 189.
- Morbihan, t. 7, p. 193.
- Nièvre, t. 7, p. 175.
- Sarthe, t. 7, p. 654.
- Seine-et-Marne, t. 8, p. 819.
- Seine-et-Oise, t. 7, p. 408.
- Somme, t. 8, p. 194.
- Vendée, t. 7, p. 79.

B. — *Liste, par ordre alphabétique, des villes, au nombre de six, autorisées pendant la session de 1870, à contracter des emprunts, à s'imposer extraordinairement ou à faire emploi de fonds précédemment votés.*

- Armentières (Nord), t. 7, p. 201.
- Bayonne (Basses-Pyrénées), t. 8, p. 424.
- Dijon (Côte-d'Or), t. 7, p. 85.
- Lille (Nord), t. 7, p. 171.
- Rochefort (Charente-Inférieure), t. 7, p. 413.
- Tourcoing (Nord), t. 4, p. 271.

C. — *Projet de loi autorisant la ville de Tourcoing à*

contracter un emprunt de 200 000 fr., t. 4, p. 274. — Rapport par M. de Mentque, t. 4, p. 421. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, p. 422.

2. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Loire-Inférieure à contracter un emprunt. Exposé des motifs, t. 7, p. 72. — Texte du projet, p. 76. — Rapport par M. de Mentque, t. 7, p. 415. — Adoption, t. 7, p. 496.

3. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement. — Exposé des motifs, t. 7, p. 77. — Texte du projet, p. 79. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 7, p. 320. — Adoption, t. 7, p. 496.

4. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Dijon à contracter un emprunt. — Exposé des motifs, t. 7, p. 80. — Texte du projet, p. 85. — Rapport par M. le général baron Charon, t. 7, p. 321. — Adoption, t. 7, p. 496.

5. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Lille à contracter un emprunt. — Exposé des motifs, t. 7, p. 168. — Texte du projet, p. 171. — Rapport par M. de Saint-Paul, t. 7, p. 304. — Adoption, t. 7, p. 713.

6. — Projet de loi tendant à autoriser le département de la Nièvre à contracter un emprunt. — Exposé des motifs, t. 7, p. 172. — Texte du projet, p. 175. — Rapport par M. de Montjoyeux, t. 7, p. 420. — Adoption, t. 7, p. 497.

7. — Projet de loi tendant à autoriser le département de la Haute-Loire à contracter un emprunt. — Exposé des motifs, t. 7, p. 182. — Texte du projet, p. 184. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 7, p. 664. — Adoption, t. 7, p. 773.

8. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département du Lot à contracter un emprunt. — Exposé des motifs, t. 7, p. 185. — Texte du projet, p. 187. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 7, p. 417. — Adoption, t. 7, p. 497.

9. — Projet de loi tendant à autoriser le département de Maine-et-Loire à s'imposer extraordinairement. — Exposé des motifs, t. 7, p. 187. — Texte du projet, p. 189. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 7, p. 418. — Adoption, t. 7, p. 497.
10. — Projet de loi autorisant le département de la Dordogne à contracter un emprunt. — Exposé des motifs, t. 7, p. 190. — Texte du projet, p. 192. — Rapport par M. de Saint-Paul, t. 7, p. 498. — Adoption, t. 7, p. 713.
11. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département du Morbihan à s'imposer extraordinairement. — Exposé des motifs, t. 7, p. 193. — Texte du projet, p. 195. — Rapport par M. le duc de Tarente, t. 7, p. 421. — Adoption, t. 7, p. 497.
12. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département du Loiret à contracter un emprunt. — Exposé des motifs, t. 7, p. 195. — Texte du projet, p. 198. — Rapport par M. le général baron Charon, t. 7, p. 637. — Adoption, t. 7, p. 773.
13. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser la ville d'Armentières (Nord) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. — Exposé des motifs, t. 7, p. 199. — Texte du projet, p. 201. — Rapport par M. de Saint-Paul, t. 7, p. 500. — Adoption, t. 7, p. 714.
14. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement. — Exposé des motifs, t. 7, p. 203. — Texte du projet, p. 205. — Rapport par M. le général baron Charon, t. 7, p. 659. — Adoption, t. 7, p. 773.
15. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Indre à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. — Exposé des motifs, t. 7, p. 401. — Texte du projet, p. 403. — Rapport par M. de Montjoyeux, t. 7, p. 636. — Adoption, t. 7, p. 773.
16. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département de Seine-et-Oise à contracter un emprunt. —

Exposé des motifs, t. 7, p. 405. — Texte du projet, t. 7, p. 408. — Rapport par M. le duc de Tarente, t. 7, p. 662. — Adoption, t. 7, p. 773.

17. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Rochefort (Charente-Inférieure), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. — Exposé des motifs, t. 7, p. 409. — Texte du projet, p. 413. — Rapport par M. de Mentque, t. 7, p. 670. — Adoption, t. 7, p. 774.

18. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département du Calvados à contracter un emprunt. — Exposé des motifs, t. 7, p. 645. — Texte du projet, p. 648. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 8, p. 48. — Adoption, t. 8, p. 157.

19. — Projet de loi tendant à autoriser le département de la Sarthe à contracter deux emprunts. — Exposé des motifs, t. 7, p. 649. — Texte du projet, p. 654. — Rapport par M. de Saint-Paul, t. 8, p. 205. — Adoption t. 8, p. 329.

20. — Projet de loi tendant à autoriser le département de la Somme à contracter un emprunt. — Exposé des motifs, t. 8, p. 191. — Texte du projet, p. 194. — Rapport par M. de Saint-Paul, t. 8, p. 308. — Adoption, t. 8, p. 477.

21. — Projet de loi autorisant le département du Finistère à s'imposer extraordinairement. — Exposé des motifs, t. 8, p. 194. — Texte du projet, p. 197. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 8, p. 307. Adoption, t. 8, p. 477.

22. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département du Cher à contracter un emprunt et à réduire les chiffres d'un emprunt précédemment approuvé. — Exposé des motifs, t. 8, p. 414. — Texte du projet, p. 418. — Rapport par M. le général baron Charon, t. 8, p. 566. — Adoption, t. 8, p. 730.

23. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Bayonne (Basses-Pyrénées) à modifier l'affectation d'une

partie d'un emprunt précédemment approuvé. — Exposé des motifs, t. 8, p. 419. — Texte du projet, p. 424. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 8, p. 466. — Adoption, t. 8, p. 609.

24. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Hérault à contracter un emprunt. — Exposé des motifs, t. 8, p. 469. — Texte du projet, p. 471. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 8, p. 565. — Adoption, t. 8, p. 730.

25. — Projet de loi autorisant le département de l'Isère à contracter un emprunt. — Exposé des motifs, t. 8, p. 472. — Texte du projet, p. 475. — Rapport par M. Lefebvre-Durufilé, t. 8, p. 560. — Adoption, t. 8, p. 730.

26. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département des Hautes-Alpes à contracter un emprunt. — Exposé des motifs, t. 8, p. 795. — Texte du projet, p. 797. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 8, p. 957. — Adoption, t. 8, p. 984.

27. — Projet de loi tendant à autoriser le département des Landes à contracter un emprunt. — Exposé des motifs, t. 8, p. 798. — Texte du projet, p. 804. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 8, p. 962. — Adoption, t. 8, p. 985.

28. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Loire-Inférieure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. — Exposé des motifs, t. 8, p. 804. — Texte du projet, p. 807. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 8, p. 960. — Observations de MM. Le Verrier, le baron Jeanin, *conseiller d'État*, le baron Leroy et le rapporteur, p. 980 à 984. — Adoption, p. 984.

29. — Projet de loi tendant à autoriser le département de la Gironde à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. — Exposé des motifs, t. 8, p. 808. — Texte du projet, p. 811. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe t. 8, p. 958. — Adoption, t. 8, p. 984.

30. — *Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement.* — Exposé des motifs, t. 8, p. 812. — Texte du projet, p. 814. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 8, p. 956. — Adoption, t. 8, p. 980.

31. — *Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département de Seine-et-Marne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.* — Exposé des motifs, t. 8, p. 813. — Texte du projet, p. 819. — Rapport par M. d'Ariste, t. 8, p. 961. — Adoption, t. 8, p. 985.

Enfants.—*Projet de loi relatif à l'inspection du travail des enfants dans les manufactures.*—Envoi au Sénat le 28 juin, t. 7, p. 566.— Exposé des motifs, par M. le comte de Ségur, p. 568. — Texte du projet, p. 591.

Enfants.

1. — *Pétition demandant une loi contenant toutes les mesures de la surveillance officielle à exercer sur les enfants nouveau-nés envoyés en nourrice.* — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 281. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

2. — *Pétition relative au travail des enfants dans les manufactures.* — Rapport par M. Michel Chevalier, t. 7, p. 548. — Renvoi au ministre de l'agriculture et du commerce.

Enfants assistés. — *Pétition du sieur Dupuy, qui soumet au Sénat un projet tendant à l'amélioration du sort des enfants assistés.* — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 280. — Dépôt au bureau des renseignements.

Enregistrement.

1. — *Pétition demandant qu'on établisse dans les bureaux des receveurs de l'enregistrement un casier de l'enregistrement destiné à faciliter la recherche des droits à percevoir, et un casier des frais de justice et des amendes pour mieux assurer leur recouvrement.* — Rapport par

M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 432. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant que les commis des receveurs d'enregistrement ne soient pas de simples salariés aux gages des receveurs mais des employés revêtus d'un caractère officiel et dont l'avancement serait réglé par voie hiérarchique. — Rapport par M. Suin, t. 4, p. 175. — Ordre du jour.

Enseignement supérieur.

1. — Proposition de loi relative à l'établissement en France de la liberté de l'enseignement supérieur. — Dépôt par M. Duruy, t. 7, p. 694. — Exposé des motifs, *ibid.* — Texte de la proposition, p. 707.

2. — Proposition de loi relative à l'organisation de l'enseignement supérieur public. — Dépôt par M. Duruy, t. 8, p. 310. — Exposé des motifs, p. 311. — Texte de la proposition, p. 315.

Enseignement supérieur. — Pétitions réclamant la liberté de l'enseignement supérieur. — Rapport par M. Quentin Bauchart, t. 3, p. 694. — Discussion: MM. Le Roy de Saint-Arnaud, le baron Dupin, d'Ariste, Duruy, Segris, *ministre de l'instruction publique*, t. 4, p. 188 à 256. — Renvoi au ministre de l'instruction publique.

Épizootie. — Pétition signalant les causes des épizooties et les moyens de les prévenir. — Rapport par M. le général comte Gudin, t. 1, p. 219. — Dépôt au bureau des renseignements.

ESFEUILLES (M. le marquis d'). — Est nommé membre de la 7^e commission des pétitions, t. 7, p. 298; — d'une commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 8, p. 395.

États étrangers. — Pétition demandant que des mesures législatives, et au besoin diplomatiques, soient prises pour que les États étrangers soient justiciables des tribunaux français, dans les mêmes cas et aux mêmes conditions où

les étrangers le sont eux-mêmes, d'après les articles 14, 15 et 16 du Code civil. — Rapport par M. Boudet, t. 6, p. 28.
— *Ordre du jour.*

F

Faillits. — Pétitions demandant que la qualité et les droits d'électeur soient accordés aux faillits concordataires. — Rapports par M. Duvergier, t. 3, p. 395; t. 5, p. 186.
— *Ordre du jour.* — Rapport par M. Lacaze, t. 7, p. 103.
— *Ordre du jour.*

Faillites. — Pétition signalant la position malheureuse faite aux créanciers par les faillites frauduleuses. — Rapport par M. le vice-amiral vicomte de Chabannes, t. 6, p. 419. — *Ordre du jour.*

FLAHAULT (M. le général comte DE). — M. le Président annonce son décès, t. 9, p. 269.

Flottage. — Pétition demandant la révision et la réforme des dispositions de l'ordonnance de 1672 relatives au flottage du bois sur les rivières et ruisseaux affluents de la Seine. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 4, p. 139. — *Dépôt au bureau des renseignements.*

Forêts. — Pétitions réclamant contre le préjudice porté à l'exercice des droits d'usage dans les forêts de l'État par l'application que l'administration forestière a faite de la faculté de cantonnement. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 331. — *Ordre du jour.* — Rapport par M. le baron Brenier, t. 5, p. 224. — Observations de M. Le Roy de Saint-Arnaud, *ibid.* — *Ordre du jour.*

FRANQUEVILLE (M. DE), *directeur général des ponts et chaussées et des chemins de fer, commissaire du Gouvernement.* — Est entendu sur le projet de loi relatif au chemin de fer de Bressuire à Poitiers, t. 8, p. 732.

Fûts et bouteilles. — Pétition demandant qu'on fixe une contenance déterminée et invariable : 1° pour les fûts de di-

verses grandeurs servant au commerce des vins en gros, quelle que soit la provenance de ces vins; 2° pour les vases destinés au débit des liquides dans les cafés et cabarets. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 8, p. 134. — Ordre du jour.

G

Garde nationale mobile.

1. — Projet de loi appelant la garde mobile à l'activité. — Exposé des motifs, t. 8, p. 439. — Texte du projet, p. 440. — Rapport par M. Rouher, t. 8, p. 444. — Adoption, p. 447.

2. — Projet de loi ayant pour objet d'établir la compatibilité du mandat de député avec les fonctions d'officier dans la garde nationale mobile. — Exposé des motifs, t. 8, p. 557. — Texte du projet, p. 558. — Rapport par M. Larabit, t. 8, p. 603. — Adoption, p. 605.

Garde nationale mobile. — Pétition demandant qu'il soit interdit à tout officier de la garde mobile, quel que soit son grade, de se présenter comme candidat à des fonctions électives dans la circonscription électorale où il exerce son commandement. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 436. — Ordre du jour.

Garde nationale sédentaire.

1. — Projet de loi relatif à la réorganisation et à l'armement de la garde nationale sédentaire, t. 9, p. 40. — Rapport par M. Baroche, p. 43. — Adoption, p. 45.

2. — Projet de loi relatif à l'élection des officiers de la garde nationale de la Seine, t. 9, p. 274. — Rapport par M. Boudet, p. 276. — Observations de MM. Le Verrier, le rapporteur, Vuitry, le président Bonjean, Chevreau, ministre de l'intérieur, et le général comte de La Ruë, p. 277 à 280. — Adoption, p. 281.

GRIGER (M. le baron DE). — Est nommé vice-secrétaire du

5^e bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 367. — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 2, p. 460 ; — de la 4^e commission des pétitions, t. 4, p. 367 ; — de la 7^e commission des pétitions, t. 7, p. 298 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, t. 7, p. 747. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 428 ; t. 2, p. 399.

Gendarmerie. — (Voy. Sapeurs-Pompiers).

GENTEUR (M.), *président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes au Conseil d'État.* — Est entendu sur une pétition réclamant la création de crèches, t. 2, p. 53.

Gex (Pays de). — Pétition réclamant la réforme douanière du pays de Gex. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 404. — Renvoi au ministre des affaires étrangères.

GERMINY (M. le comte de). — Est nommé vice-secrétaire du 5^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297. — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 4, p. 33 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux admissions temporaires, t. 5, p. 196 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'agrandissement de l'avant-port du Havre, t. 7, p. 299 ; — d'une commission chargée d'examiner deux lois de crédit, t. 8, p. 189 ; — de la 8^e commission des pétitions, t. 8, p. 395 ; — d'une commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 8, p. 556. — Fait des rapports : sur des projets de lois portant ouverture : 1^o au budget du ministère des finances, sur l'exercice 1869, de crédits supplémentaires montant à la somme de 6448 000 fr., t. 8, p. 497 ; 2^o au budget ordinaire du ministère de l'instruction publique, sur l'exercice 1869, d'un crédit supplémentaire de 539 867 fr. 27 cent., applicable aux dépenses de l'instruction primaire en 1869, t. 8, p. 502 ; — sur le projet de règlement définitif du budget du Sénat pour 1869, t. 8, p. 505 ; — sur le projet de budget du Sénat pour 1871, t. 8, p. 525 ; — sur le projet de loi ouvrant des crédits pour les dépenses de guerre, t. 8, p. 602 ; — sur

les suppléments de crédits de 1868, 1869, 1870, t. 8, p. 613; — sur le projet de loi relatif aux secours à accorder aux familles des gardes mobiles sous les drapeaux, t. 8, p. 726; — sur le projet de loi affranchissant de toute redevance les lettres des militaires aux armées, t. 8, p. 728; — sur le projet de loi ouvrant un crédit pour la haute cour, t. 8, p. 847; — sur le budget de 1871, t. 8, p. 848. — *Session extraordinaire.* — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au cours légal des billets de la Banque de France, t. 9, p. 53; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux effets de commerce, t. 9, p. 76. — Fait des rapports : sur le projet de loi relatif au cours légal des billets de banque, t. 9, p. 53; — sur le projet de loi relatif à la prorogation des effets de commerce, t. 9, p. 76; — sur le projet de loi élevant à 2 milliards 400 millions le chiffre des émissions de billets de la Banque de France, t. 9, p. 85; — sur le projet de loi relatif à l'émission des billets de la Banque de l'Algérie, t. 9, p. 272.

GIRARDIN (M. le marquis ERNEST DE). — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 5, p. 196.

GODELLE (M). — Est élu vice-secrétaire du 5^e bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 3. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conseils généraux, t. 7, p. 164; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'agrandissement de l'avant-port du Havre, t. 7, p. 299; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la nomination des maires et adjoints, t. 8, p. 100; — d'une commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 8, p. 556; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi modifiant l'article 4 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, relatif aux travaux publics, t. 8, p. 969. — Est entendu dans un incident relatif à l'occupation de la ville de Châlons par les Prussiens, t. 9, p. 219, 221, 224, 225.

GOULHOT DE SAINT-GERMAIN (M. DE). — Est nommé vice-président du 5^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 671. — Est nom-

mé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 33 ; — de commissions chargées d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 2, p. 460 ; t. 5, p. 195 ; t. 6, p. 4 ; — de la 4^e commission des pétitions, t. 4, p. 367 ; — de la commission chargée d'examiner un projet de loi de crédit pour les vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial, t. 5, p. 143 ; — d'une commission chargée d'examiner un projet de loi ouvrant un crédit pour l'instruction primaire, t. 5, p. 383 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux mesures à prendre pour le budget de la ville de Paris, t. 6, p. 575 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi concernant les chemins vicinaux, t. 7, p. 3 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au remplacement militaire, t. 7, p. 368 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au chemin de fer de Bressuire à Poitiers, t. 8, p. 4 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'interdiction de rendre compte des mouvements et opérations militaires, t. 8, p. 612. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 190, 199 ; t. 2, p. 62, 81, 362 ; t. 3, p. 335 ; t. 4, p. 689 ; t. 5, p. 163 ; t. 6, p. 212 ; t. 7, p. 148. — Fait des rapports : sur un projet de loi portant ouverture, au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1869, d'un crédit supplémentaire de 148 950 fr., applicable au chapitre IV, 2^e section : vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial, t. 5, p. 198 ; — sur une proposition de loi relative aux chemins vicinaux, t. 8, p. 14. — Est entendu : sur une pétition relative au rachat du péage sur le pont d'Avignon, t. 2, p. 362, 371 ; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 622 ; — sur une pétition relative aux chemins vicinaux, t. 7, p. 546. — Demande l'urgence pour le projet de loi relatif aux encouragements à accorder aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 691, 692. — Est entendu sur le projet de loi relatif au chemin de fer de Bressuire à Poitiers, t. 8, p. 737.

Goyon (M. le général comte de). — Est nommé membre : d'une commission tendant à réduire à 90 000 hommes le contingent de la classe 1869, t. 5, p. 280 ; — de la 6^e commission des pétitions, t. 6, p. 3. — Fait des rapports de

pétitions, t. 1, p. 295; 322. — M. le Président annonce son décès, t. 6, p. 70.

GRAMONT (S. Exc. le duc DE), ministre des affaires étrangères.

— Est entendu sur une interpellation relative à une convention diplomatique entre la France et l'Espagne pour l'exécution des jugements, t. 7, p. 233, 237, 243, 255. — Communique la renonciation du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, t. 8, p. 253. — Est entendu dans un incident relatif à cette communication, t. 8, p. 257 à 265. — Lit la déclaration du 15 juillet relative au refus fait par le roi de Prusse de recevoir l'ambassadeur de France, t. 8, p. 425. — Annonce qu'à partir du 19 juillet l'état de guerre existe entre la France et la Prusse, t. 8, p. 611.

GRANGE (M. le marquis DE LA). — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux mesures provisoires à prendre pour le budget de la ville de Paris, t. 6, p. 575. — Est entendu sur l'article 27 du projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 584.

Greffiers. — Pétition réclamant l'amélioration du sort des greffiers des tribunaux de simple police. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 397. — Renvoi au ministre de la justice.

GRESSIER (M.). — Nommé Sénateur par décret du 28 décembre. — Prête serment et est admis, t. 1, p. 576. — Est élu vice-secrétaire, t. 3, p. 4. — Est nommé : secrétaire du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 427 ; — secrétaire du 2^e bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 366 ; — secrétaire du 1^{er} bureau, 5^e organisation, t. 5, p. 194 ; — secrétaire du 4^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 671 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne, t. 3, p. 428 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte abrogeant l'article 57 de la Constitution, t. 4, p. 96 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'impôt du timbre sur les journaux, t. 7, p. 565 ; — de la commission chargée d'exa-

miner le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, t. 7, p. 747; — d'une commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 8, p. 556. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 648; t. 4, p. 535; t. 8, p. 224. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif au chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne, t. 3, p. 597. — Est entendu : sur des pétitions relatives à des modifications à introduire dans notre système monétaire, t. 3, p. 247; — sur une pétition relative à la conservation des petits oiseaux, t. 3, p. 670; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 336; — sur l'urgence d'un projet de loi réduisant à un jour la durée du vote pour toutes les élections, t. 8, p. 769. — *Session extraordinaire*. — Est nommé secrétaire du 3^e bureau, t. 9, p. 16. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 34. — Est entendu : sur l'urgence d'une proposition de loi ayant pour objet d'appeler la gendarmerie et les sapeurs-pompiers à la défense de la capitale, t. 9, p. 23; — à la séance du 4 septembre sur la conduite à tenir en présence de l'invasion du Corps législatif, t. 9, p. 308.

GAICOUR (M. le marquis DE). — Est nommé : vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32; — secrétaire du 1^{er} bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la compatibilité du mandat de député avec les fonctions d'officier dans la garde mobile, t. 8, p. 600; — d'une commission chargée d'examiner deux projets de lois relatifs à des conventions postales, t. 8, p. 759. — *Session extraordinaire*. — Est nommé vice-président du 3^e bureau, t. 9, p. 16.

GROS (M. le baron). — M. le Président annonce son décès, t. 9, p. 245.

GROSSOLLES-FLAMARENS (M. le comte DE). — Est nommé : vice-secrétaire du 4^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32; — vice-secrétaire du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 427; — vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 366; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 5^e or-

ganisation, t. 5, p. 194; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 5^e organisation t. 6, p. 3; — secrétaire du 1^{er} bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297; — vice-secrétaire du 2^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner les lois d'intérêt local, t. 2, p. 460; t. 3, p. 428; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux mesures à prendre contre l'incendie dans les forêts du Var, t. 6, p. 4; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'agrandissement du port du Havre, t. 7, p. 299; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, t. 7, p. 747. — Rectifie son interruption dans le discours de M. le baron Brenier concernant le droit de l'Empereur de déclarer la guerre, t. 8, p. 187.

GUDIN (M. le général comte). — Est nommé membre : de la 8^e commission des pétitions, t. 8, p. 395; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi portant à 140 000 hommes le contingent de la classe 1870, t. 8, p. 600. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 219, 531.

Guerre avec la Prusse. — Incident sur l'interprétation que le Gouvernement entend donner à l'article de la Constitution relatif au droit de paix et de guerre appartenant à l'Empereur, à l'occasion d'un discours prononcé au Corps législatif par le garde des sceaux : MM. le baron Brenier, le Président, Émile Ollivier, *garde des sceaux*, et Hubert-Delisle, t. 8, p. 144 à 156. — Dépôt de deux demandes d'interpellations par MM. le baron Brenier et Hubert-Delisle, p. 156. — Retrait de l'interpellation de M. Hubert-Delisle, p. 190. — Communication du 13 juillet relative à la renonciation du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, t. 8, p. 235. — Incident : MM. Hubert-Delisle, le ministre des affaires étrangères, de Maupas, le Président, le baron Brenier, de Chabrier et le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 256 à 267. — Nouveau texte de l'interpellation de M. Brenier, t. 8, p. 271. — Communication du 15 juillet relative au refus fait par le roi de Prusse de recevoir l'ambassadeur de France, t. 8, p. 425. — Retrait de

l'interpellation de M. le baron Brenier, t. 8, p. 433. — Lecture par M. le Ministre des affaires étrangères, de la déclaration de guerre, t. 8, p. 611. — *Session extraordinaire*. — Communications des nouvelles de la guerre : par M. le Président, t. 9, p. 97; — par S. Exc. l'amiral Rigault de Genouilly, *ministre de la marine*, t. 9, p. 115; — par S. Exc. M. Busson-Billault, *ministre président le Conseil d'État*, t. 9, p. 154, 160; — par S. Exc. M. le baron Jérôme David, *ministre des travaux publics*, t. 9, p. 283.

H

Haïti. — Pétitions demandant que le Gouvernement français intervienne auprès du gouvernement d'Haïti pour obtenir le paiement intégral des indemnités stipulées en faveur des anciens propriétaires expropriés de l'île de Saint-Dominique. — Rapport par M. le comte de Sartiges, t. 1, p. 254. — Renvoi au ministre des affaires étrangères.

Hannetons. — Pétition présentant une méthode pour la destruction des hannetons et des vers blancs. — Rapport par M. Gressier, t. 8, p. 224. — Ordre du jour.

HAUSSMANN (M. le baron). — Est nommé : secrétaire du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 4, p. 32; — vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé membre : de la 6^e commission des pétitions, t. 6, p. 3; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux mesures à prendre contre les incendies des forêts des Maures et de l'Esterel, t. 6, p. 4; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conseils généraux, t. 7, p. 161; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'agrandissement du port du Havre, t. 7, p. 299; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au budget extraordinaire de la ville de Paris, t. 8, p. 729. — Fait des rapports : sur le projet de loi concernant les mesures à prendre contre les incendies dans les régions boisées des Maures et de l'Esterel, (Var) t. 7, p. 331; — sur le projet de loi relatif aux conseils

généraux, t. 8, p. 272, 461. — Fait des rapports de pétitions, t. 7, p. 334. — Est entendu sur le projet de loi relatif aux conseils généraux, t. 8, p. 483, 486, 489. — *Session extraordinaire*. — Est nommé vice-président du 4^e bureau, t. 9, p. 16. — Est nommé membre de commissions chargées d'examiner des projets de lois augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 34, 173. — Fait un rapport sur le projet de loi augmentant les forces militaires de la France pendant la guerre, t. 9, p. 185. — Est entendu : dans des incidents relatifs : à l'occupation par les Prussiens de la ville de Châlons, t. 9, p. 223, 287; — à la reprise du service des pétitions, t. 9, p. 234; — à la séance du 4 septembre sur la conduite à tenir en présence de l'invasion du Corps législatif, t. 9, p. 309.

Haute Cour de justice. — Projet de loi portant ouverture au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1870, d'un crédit extraordinaire de 40 310 fr. 05 c. pour dépenses d'appropriation et frais divers résultant des réunions de la haute cour de justice à Tours et à Blois. — Exposé des motifs, t. 8, p. 747. — Texte du projet, t. 8, p. 750. — Rapport par M. le comte de Germiny, t. 8, p. 847. — Adoption, p. 848.

Havre (Ville du). — Projet de loi portant acceptation de l'offre faite par la chambre de commerce du Havre, d'avancer à l'État une somme de 7 millions de fr. pour l'agrandissement de l'avant-port. — Exposé des motifs, t. 7, p. 209. — Texte du projet, p. 217. — Rapport par M. Béhic, t. 7, p. 752. — Adoption, t. 8, p. 71.

HECKEREN (M. le baron de). — Est entendu sur le projet de règlement : amendement fixant le *quorum* des membres nécessaire pour les délibérations dans les bureaux, t. 1, p. 620; art. 79 (*Congés*), t. 1, p. 740. — *Session extraordinaire*. — Écrit pour expliquer son absence, son devoir étant de rester au milieu des populations envahies, t. 9, p. 73.

Hommages au Sénat.

1. — Par M. le comte de Buienvai, d'un *Précis histori-*

que et économique du traité de commerce signé en 1786 entre la France et l'Angleterre, t. 1, p. 399.

2. — Par M. le général Daumas, de son ouvrage : *La vie arabe et la Société musulmane*, t. 1, p. 388.

3. — Par M. Heulhard de Montigny, président de chambre honoraire à la cour impériale de Bourges, ancien député du Cher et de la Nièvre, d'une brochure intitulée : *Un dernier mot sur le suffrage universel et sur les candidatures officielles*, t. 4, p. 97.

4. — Par M... , d'une notice biographique sur le vice-amiral Le Prédour, *Sénateur*, t. 4, p. 483.

5. — Par M. Charles Lucas, de diverses publications dont il est l'auteur, t. 4, p. 366.

6. — Par M. le comte de Mac Carthy, d'une brochure intitulée : *Les Assemblées départementales devant la France parlementaire*, t. 6, p. 366.

7. — Par M. Danican Philidor, du *Dictionnaire du personnel de l'administration départementale*, t. 6, p. 574.

8. — Par M. Léon Vidal, de sa brochure intitulée : *Considérations sur la nécessité d'une loi organique sur les prisons et sur le régime pénitentiaire pour l'exécution des peines*, t. 6, p. 574.

9. — Par M. le marquis d'Audiffret, du septième volume du *Système financier de la France*, t. 7, p. 384.

10. — Par M. le ministre de l'intérieur, d'un plan en relief du réseau télégraphique de l'Empire français, t. 7, p. 565.

11. — Par M. Laurent Chirlonchon, sous-intendant militaire, de son ouvrage intitulé : *Histoire législative du corps de l'intendance militaire, depuis 1356 jusqu'à nos jours*, t. 7, p. 565.

12. — Par M. Évariste Bavoux, de ses ouvrages : *La France sous Napoléon III, l'Empereur et le régime par-*

mentaire, t. 7, p. 744; — *La Prusse et le Rhin* t. 8, p. 609.

HUBERT-DELISLE (M.). — Est nommé secrétaire du 2^e bureau, 5^e organisation, t. 5, p. 194. — Est nommé membre : de la 4^e commission des pétitions, t. 4, p. 367; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au transport des marchandises dangereuses, t. 5, p. 196; — de la 6^e commission des pétitions, t. 6, p. 3; — d'une commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 7, p. 298; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la nomination des maires et adjoints, t. 8, p. 100; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1866, t. 8, p. 190; — de la 8^e commission des pétitions, t. 8, p. 395. — Fait des rapports de pétitions, t. 5, p. 466. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif au transport des marchandises dangereuses, t. 6, p. 313. — Est entendu : sur une pétition relative à la taxe des eaux-de-vie en cercles et en bouteilles, t. 3, p. 489, 506; — sur des pétitions réclamant l'abolition de l'impôt du sel, t. 3, p. 770; — sur des pétitions relatives à la taxe de la boulangerie, t. 4, p. 35; — sur des pétitions relatives à l'exercice du droit électoral, t. 4, p. 477; — sur des pétitions relatives au traité de commerce, t. 5, p. 32, 89, 97; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 415, 535, 541; — sur une pétition concernant le timbre sur la presse périodique, t. 6, p. 5; — sur une pétition relative à l'ouverture d'un canal entre l'Océan et la Méditerranée, t. 6, p. 232; — sur un projet de loi relatif à une convention postale entre la France et la Grande-Bretagne, t. 6, p. 322; — sur le projet de loi relatif au transport des marchandises dangereuses, t. 6, p. 464, 476, 481. — Adresse une question relativement à la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, t. 8, p. 151. — Dépose une interpellation sur le même sujet, t. 8, p. 156. — Retire son interpellation, t. 8, p. 190. — Est entendu : sur une communication du Gouvernement annonçant la renonciation du prince de Hohenzollern à sa candidature au trône d'Espagne, t. 8, p. 256; — sur le budget de 1871 (*Droits sur les cafés, thés et cacao*); t. 8, p. 1038. — *Session ex-*

traordinaire. — Fait une question sur l'état de la Banque de France en ce qui concerne les petites coupures et la monnaie divisionnaire, t. 9, p. 122.

Huissiers.

1. — Pétition demandant que, dans chaque canton, le nombre des offices d'huissier s'élève au moins à deux, ou que l'on soit autorisé à recourir au ministère des huissiers des localités voisines. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 290. — Ordre du jour.

2. — Pétition réclamant la création d'une étude d'huissier dans le canton de Seeaux. — Rapport par M. le général comte de Goyon, t. 1, p. 298. — Renvoi au ministre de la justice.

3. — Pétition demandant : 1° que les exploits d'huissier et certains actes extra-judiciaires soient signifiés par lettres chargées ; 2° que les exploits relatifs aux protêts, aux offres réelles, ainsi qu'aux saisies immobilières et mobilières, ne puissent avoir lieu que par le ministère d'huissiers demeurant dans le même canton que les parties. — Rapport par M. le comte de Casabianca, t. 3, p. 743. — Ordre du jour.

4. — Pétition critiquant la disposition de l'article 70 du Code de procédure civile, qui déclare nuls de plein droit les exploits d'huissier pour la plus légère contravention. — Rapport par M. Suin, t. 4, p. 548. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes.

5. — Pétition ayant pour but de prévenir les fraudes qui consistent en ce que les huissiers ne remettent pas effectivement toutes les copies des actes dont ils doivent faire la signification. — Rapport par M. Duvergier, t. 6, p. 162. — Ordre du jour.

Huitres. — Pétition réclamant la suppression des droits de douane perçus sur les huitres fraîches à leur entrée en France. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 347. — Observations de M. L'Hôpital, *commissaire du Gouvernement*, p. 349. — Renvoi au ministre des finances et au ministre de l'agriculture et du commerce.

Hypothèques.

1. — Pétition réclamant la réforme du régime hypothécaire. — Rapport par M. Lacaze, t. 1, p. 249. — Ordre du jour.

2. — Pétitions réclamant contre la situation faite à la petite propriété par la loi du 23 mars 1855 sur la transcription hypothécaire, et proposant les moyens d'y remédier. — Rapport par M. le comte de Casabianca, t. 3, p. 201. — Ordre du jour sur une des pétitions. Ajournement de la seconde. — Renvoi au ministre de la justice et au ministre des finances de la pétition ajournée.

I

Impôts.

1. — Pétition réclamant la création d'un impôt sur les valeurs mobilières. — Rapport par M. Larrabure, t. 5, p. 154. — Ordre du jour.

2. — Pétition relative à l'application de l'impôt des mutations aux biens de main morte, et aux inconvénients qui résulteraient de l'application de cette loi aux sociétés anonymes qui ont pour objet l'achat et la revente des immeubles. — Rapport par M. Vuitry, t. 6, p. 54. — Renvoi au ministre des finances.

3. — Pétition relative à l'impôt des mutations appliqué aux propriétés achetées en totalité pour être revendues par lots. — Rapport par M. Duvergier, t. 6, p. 157. — Ordre du jour.

Incendies. — Projet de loi concernant les mesures à prendre contre les incendies dans la région boisée des Maures et de l'Esterel, t. 5, p. 680. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 7, p. 334. — Adoption, t. 7, p. 543.

Incendies. — Pétition demandant que pour assurer les sauvetages en cas d'incendie, des échelles de corde soient établies à chaque étage des monuments publics, lycées, pen-

sions, séminaires, etc. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 3, p. 228. — Ordre du jour.

Inhumations. — Pétitions demandant des mesures propres à prévenir les inhumations précipitées — Rapport par M. Larrabure, t. 4, p. 670. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

Inondations.

1. — Pétition réclamant l'établissement de barrages dans les torrents des montagnes pour éviter les inondations. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 613. — Dépôt au bureau des renseignements.

2. — Pétitions tendant à obtenir l'adoption de mesures propres à prévenir le retour des inondations de la Loire ou à en diminuer le danger. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 4, p. 398. — Renvoi au ministre des travaux publics.

Instituteurs primaires.

1. — Pétition demandant que l'on réduise la durée de l'engagement imposé aux jeunes gens qui se destinent à l'enseignement primaire, de se vouer pendant dix ans à cet enseignement pour jouir de la dispense du service militaire. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 4, p. 433. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant qu'une pension soit accordée aux anciens instituteurs qui ne jouissent pas du bénéfice de la loi du 15 mars 1830, concernant les instituteurs communaux. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 6, p. 45. — Ordre du jour.

3. — Pétition demandant que les instituteurs soient autorisés jusqu'à trente-deux ans, à concourir pour les emplois de percepteur surnuméraire. — Rapport par M. le vicomte de Barral, t. 6, p. 433. — Ordre du jour.

4. — Pétition demandant qu'une interdiction absolue soit faite aux instituteurs de se livrer, dorénavant, aux

travaux d'arpentage. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 7, p. 150. — Ordre du jour.

5. — Pétition relative au traitement des instituteurs — Rapport par M. Amédée Thierry, t. 7, p. 287. — Ordre du jour.

6. — Pétition d'un instituteur qui se plaint d'avoir vu arbitrairement abaisser le traitement auquel il a droit. — Rapport par M. Amédée Thierry, t. 7, p. 290. — Renvoi au ministre de l'instruction publique.

Interpellations.

Session ordinaire.

1. — Interpellations sur le point de savoir quelles règles de conduite le Gouvernement a suivies et entend suivre vis-à-vis de la Cour de Rome, à l'occasion du concile œcuménique convoqué par le Saint-Père. — Dépôt par M. Rouland, t. 1, p. 399. — Discussion : MM. Rouland, le comte Daru, *ministre des affaires étrangères*, le baron Brenier, le comte de Ségur-d'Aguesseau et Suin, t. 2, p. 318 à 354. — Adoption d'un ordre du jour motivé.

2. — Interpellation sur la politique commerciale du nouveau cabinet. — Dépôt par M. le comte de Butenval, t. 1, p. 592. — Discussion : MM. le comte de Butenval, Louvet, *ministre de l'agriculture et du commerce*, Michel Chevalier, Buffet, *ministre des finances* ; Rouher, le baron Dupin, le marquis de Croix et Baroche, t. 2, p. 461 à 668. — Ordre du jour pur et simple.

3. — Interpellation sur la direction que le Gouvernement entend donner à la politique intérieure. — Dépôt par M. de Maupas, t. 1, p. 672. — Interpellation relative à l'état déplorable du pays par suite de la violation de la Constitution et des lois. — Dépôt par M. le comte de Ségur-d'Aguesseau, t. 2, p. 354. — Observations de MM. le comte Daru, *ministre des affaires étrangères*, et le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 355. — Incident sur l'ordre de discussion de ces interpellations, t. 2, p. 386. — Retrait de l'interpellation de M. le comte de Ségur-

d'Auguesseau, p. 390. — Discussion : MM. de Maupas, Émile Ollivier, *ministre de la justice et des cultes* ; le comte Boulay de la Meurthe, Boinvilliers, le comte de Ségur-d'Auguesseau et Magne, t. 2, p. 670 à 709. — Lecture d'ordres du jour motivés, p. 709, 710. — Incident sur la priorité, *ibid.* — Discussion sur l'ordre du jour : M. le comte Ségur-d'Auguesseau, p. 713. — Adoption d'un ordre du jour motivé, p. 713.

4. — Interpellation sur les incidents relatifs à l'administration de l'Observatoire. — Dépôt par M. Le Verrier, t. 3, p. 428. — Discussion : MM. Le Verrier, Segris *ministre de l'instruction publique*, Duruy et le vice-amiral comte Bouët-Willauvez, t. 3, p. 518 à 595. — Ordre du jour pur et simple.

5. — Interpellation sur le sens de la phrase du discours de la Couronne, relative à l'enquête sur les octrois. — Dépôt par M. le comte de Butenval, t. 3, p. 692. — Incident sur la mise à l'ordre du jour : MM. le comte de Butenval et Chevandier de Valdrôme, *ministre de l'intérieur*, t. 4, p. 6. — Retrait, p. 42.

6. — Interpellation sur les scènes de désordre qui ont troublé Paris en février 1870. — Dépôt par M. Boinvilliers, t. 3, p. 693. — Dépôt par M. le comte de Ségur-d'Auguesseau d'une interpellation sur le même sujet, t. 3, p. 730. — Incident sur la mise à l'ordre du jour : MM. Chevandier de Valdrôme, *ministre de l'intérieur*, et Larabit, t. 4, p. 43. — Incident sur l'omission à l'ordre du jour de la discussion sur les interpellations : MM. le baron Brenier, le Président, Boinvilliers et le comte de Ségur-d'Auguesseau, t. 4, p. 260 à 268. — Observations de M. Larabit, p. 270. — Retrait, *ibid.*

7. — Interpellation sur la question de savoir si une convention relative à l'exécution en France des jugements rendus par les tribunaux espagnols a été signée. — Dépôt par M. le baron Brenier, t. 7, p. 231. — Discussion : MM. le duc de Gramont, *ministre des affaires étrangères* ; le baron Brenier, Le Verrier, le président Bonjean et Baroche, p. 232 à 256 ; MM. le baron Brenier, Émile Ollivier, *gardes des sceaux*, Boinvilliers, le président Bon-

jean et Baroche, t. 7, p. 422 à 492. — Adoption d'un ordre du jour motivé, p. 493.

Session extraordinaire.

Interpellation au sujet des actes du gouvernement prussien qui aurait fait fusiller des citoyens français faits prisonniers en défendant leurs foyers. — Dépôt par M. Le Verrier, t. 9, p. 240. — Discussion : MM. Le Verrier et le prince de La Tour d'Auvergne, *ministre des affaires étrangères*, t. 9, p. 246 à 268. — Ordre du jour pur et simple.

Invalides. — Pétition relative à l'organisation de l'hôtel des Invalides. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 6, p. 212. — Dépôt au bureau des renseignements.

Israélites.

1. — Pétition réclamant une modification au règlement organique du culte israélite en France. — Rapport par M. le comte de Butenval, t. 4, p. 359. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant qu'un texte de loi réserve expressément aux ministres du culte israélite une place dans les conseils de l'instruction publique, et dans le personnel des délégués cantonaux. — Rapport par M. Quentin Bauchart, t. 8, p. 219. — Ordre du jour.

Ivrognerie. — Pétition réclamant l'adoption de mesures répressives contre l'ivrognerie. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 598. — Discussion : MM. Lacaze, Le Roy de Saint-Arnaud, Michel Chevalier et le baron Ernest Leroy, t. 4, p. 634 à 664. — Ordre du jour.

J

JEANIN (M. le baron), *conseiller d'État, commissaire du Gouvernement.* — Est entendu sur le projet de loi relatif à un emprunt par le département de la Loire-Inférieure, t. 8, p. 981.

JOLIBOIS (M.), *conseiller d'État, commissaire du Gouvernement.*

— Est entendu : sur une pétition signalant les inconvénients qui résultent de la simultanéité des opérations électorales pour le conseil général et le conseil d'arrondissement, t. 4, p. 98 ; — sur une pétition réclamant le payement de travaux exécutés pour la commune de Régny (Loire), t. 4, p. 522, 528 ; — sur une pétition réclamant contre l'insalubrité de la rivière de Bièvre, t. 5, p. 692, 701 ; — sur une question relative au fonds d'abonnement des préfetures, t. 6, p. 397, 400 ; — sur une pétition réclamant contre l'imputation à une section de commune des frais d'un procès perdu par la commune, t. 7, p. 264.

ugements. — Pétition demandant la révision de divers jugements prononcés, soit par le tribunal civil d'Oran, soit par la cour impériale d'Alger. — Rapport par M. le général Daumas, t. 4, p. 442. — Question préalable.

Juges de paix. — Pétition demandant que les juges de paix ne puissent se présenter aux élections pour le conseil général et le conseil d'arrondissement, dans le canton où ils exercent leurs fonctions. — Rapport par M. de Mentque, t. 4, p. 212. — Ordre du jour.

Jury. — Pétition relative à la formation du jury de jugement dans les affaires criminelles. — Rapport par M. de Marnas, t. 4, p. 375. — Ordre du jour.

L

LACAZE (M.). — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner une plainte formée contre M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 187 ; — d'une commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 4, p. 368 ; — de la 6^e commission des pétitions, t. 6, p. 3 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au jugement des délits de presse, t. 6, p. 575 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conseils généraux, t. 7, p. 161. — Fait des rapports de pétitions, t. 4,

p. 123, 137, 246; t. 7, p. 95, 103. — Est entendu : sur le projet de règlement : amendement relatif au nombre des vice-secrétaires, t. 1, p. 613; amendement relatif aux déclarations d'urgence, t. 1, p. 659; art. 34 (*division des questions complexes*), t. 1, p. 691; art. 36 (*clôture*), t. 2, p. 132; art. 69, amendement relatif au *quorum* des membres nécessaire pour valider un vote, t. 2, p. 219; — sur des pétitions relatives à la répartition de sommes allouées par le Venezuela pour créances à divers résidents français, t. 3, p. 429, 477; — sur une pétition réclamant la suppression de l'octroi de Flers (Orne), t. 4, p. 346; — sur une pétition réclamant des mesures répressives contre l'ivrognerie, t. 4, p. 634; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 342, 348, 376; — sur le projet de révision du règlement, art. 22, t. 6, p. 517, 530, 610; art. 37, t. 6, p. 535; art. 59, t. 6, p. 553; amendement relatif à la légalisation des signatures apposées sur les pétitions, t. 6, p. 634; amendement relatif au *quorum* de membres nécessaire pour valider un vote, t. 6, p. 689; amendement relatif au vote sur appel nominal, t. 6, p. 714; — sur une pétition demandant des modifications à la Constitution, t. 7, p. 98, 99, 101.

LADOUCKETTE (M. le baron DE). — Est nommé membre de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 74, 88. — Est entendu sur une pétition relative au service des postes dans la commune de Visan (Vaucluse), t. 1, p. 82. — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 267.

LA FORCE (M. le duc DE). — Est entendu dans un incident sur l'urgence d'une proposition de loi ayant pour objet d'appeler la gendarmerie et les sapeurs-pompiers à la défense de la capitale, t. 9, p. 21 à 25.

LA GUÉRONNIÈRE (M. le vicomte DE). — Est nommé secrétaire du 5^e bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 3. — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner quatre projets de lois ayant pour but d'organiser les préparatifs de guerre, t. 8, p. 444. — Est entendu sur le projet de

sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 287, 355, 359, 421.

LA HIRTE (M. le général vicomte DE). — Est nommé : président du 5^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32 ; — président du 5^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 427 ; — président du 2^e bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 366 ; — vice-président du 3^e bureau, 5^e organisation, t. 5, p. 195. — Est nommé membre de la 5^e commission des pétitions, t. 5, p. 195. — Fait des rapports de pétitions, t. 6, p. 245.

LAIY (M.). — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la compatibilité du mandat de député avec les fonctions d'officier dans la garde mobile, t. 8, p. 600. — *Session extraordinaire*. — Est nommé secrétaire du 3^e bureau, t. 9, p. 16.

LAPLACE (M. le général marquis DE). — Est nommé : vice-président du 1^{er} bureau, 5^e organisation, t. 5, p. 194 ; — vice-président du 1^{er} bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 2 ; — président du 3^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé membre : de la 3^e commission des pétitions, t. 3, p. 427 ; — de commissions chargées d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 4, p. 308 ; t. 5, p. 195 ; t. 6, p. 4 ; t. 7, p. 298 ; t. 8, p. 395 ; — de la commission chargée d'examiner la proposition de loi réduisant à 90 000 hommes le contingent de la classe 1869, t. 5, p. 280 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux chemins de fer de la Vendée, t. 7, p. 2 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, t. 7, p. 747 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au chemin de fer de Bressuire à Poitiers, t. 8, p. 4 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi portant à 140 000 hommes le contingent de la classe 1870, t. 8, p. 600. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 451, 586 ; t. 6, p. 45. — Fait des rapports : sur le projet de loi relatif à une cession de terrains bâtis faite par l'État à la ville de Bastia (Corse), t. 5, p. 151 ; — sur le projet de loi approuvant les clauses financières de la convention applicable à l'exécution du chemin de fer de Bressuire à Tours, t. 7, p. 503 ; — sur le projet de loi

ayant pour objet de fixer les limites des communes de Pieve, de Rapale, de Santo-Pietro et de San-Gavino (Corse), t. 7, p. 666 ; — sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser la réunion à la commune du Petit-Bornand (Haute-Savoie) de la section de Glières, distraite de la commune de Thorens, t. 7, p. 668 ; — sur des projets de lois relatifs à des emprunts par la ville de Bayonne, t. 8, p. 466, et par le département des Landes, t. 8, p. 962 ; — sur le projet de loi élevant à 140 000 hommes le contingent de la classe 1870, t. 8, p. 600. — Est entendu : sur des pétitions relatives à des modifications à introduire dans notre système monétaire, t. 3, p. 177 ; — sur le projet de loi relatif au remplacement militaire, t. 8, p. 178. — *Session extraordinaire.* — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner un projet de loi augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 34 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'organisation de la garde nationale, t. 4, p. 43 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à s'approprier toute commande d'armes faite à nos fabriques t. 9, p. 237. — Fait des rapports : sur les projets de lois augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 34, 101 ; — sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à s'approprier toute commande d'armes, t. 9, p. 238. — Est entendu sur le troisième projet de loi augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 197.

LARABIT (M.). — Est nommé vice-président du 1^{er} bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au remplacement militaire, t. 7, p. 385 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la compatibilité du mandat de député avec des fonctions d'officier dans la garde mobile, t. 8, p. 600. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif à la faculté pour les députés au Corps législatif d'exercer des commandements dans la garde mobile, t. 8, p. 603. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 408, t. 3, p. 387 ; t. 4, p. 566 ; t. 7, p. 283. — Est entendu : sur le projet de règlement,

art. 68 (*pétitions réclamant des modifications à la Constitution*), t. 1, p. 726 ; art. 36 (*clôture*), t. 2, p. 131 ; amendement relatif au vote sur les rapports de pétitions, t. 2, p. 185 ; — sur une pétition relative à des travaux d'assainissement à opérer le long du chemin de fer à Tarascon, t. 3, p. 375, 384 ; — sur la mise à l'ordre du jour des interpellations relatives aux scènes de désordre qui ont eu lieu dans Paris, t. 4, p. 44 ; — sur le retrait des interpellations relatives aux désordres qui ont eu lieu à Paris, t. 4, p. 270 ; — sur des pétitions relatives à la police de la chasse, t. 4, p. 574 ; — sur une pétition portant plainte contre les théâtres Français et de l'Odéon, t. 4, p. 585 ; sur une pétition relative à des modifications à la loi électorale, t. 4, p. 464 ; — sur des pétitions relatives à des modifications à apporter à l'exercice du suffrage universel, t. 6, p. 358, 362 ; — sur le projet de révision du règlement, amendement relatif à la légalisation des signatures apposées sur les pétitions, t. 6, p. 628 ; — sur le projet de loi relatif aux conseils généraux, t. 8, p. 480. — *Session extraordinaire*. — Est entendu : sur l'urgence d'une proposition de loi ayant pour objet d'appeler la gendarmerie et les sapeurs-pompiers à la défense de la capitale, t. 9, p. 19. — Demande que le Sénat se réunisse toutes les fois que le Corps législatif tiendra séance, t. 9, p. 116. — Présenté des observations à l'occasion de la prise de Nancy et de Châlons par les Prussiens, t. 9, p. 155, 224, 293. — Est entendu dans un incident relatif à la reprise du service des pétitions, t. 9, p. 233.

LARRABURE (M.). — Est nommé : vice-secrétaire du 2^e bureau, 5^e organisation, t. 5, p. 194 ; — vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 2. — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 33 ; — de la 3^e commission des pétitions, t. 3, p. 427 ; — de commissions chargées d'examiner les lois d'intérêt local, t. 4, p. 368 ; t. 5, p. 195 ; — de la commission chargée d'examiner un projet de loi ouvrant un crédit pour les vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial, t. 5, p. 143 ; — de la 6^e commission des pétitions, t. 6, p. 3 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'élection des conseils municipaux de

Sceaux et de Saint-Denis, t. 7, p. 161 ; — de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un ancien ministre, t. 8, p. 3 ; — d'une commission chargée d'examiner deux lois de crédits, t. 8, p. 189 ; — de la 8^e commission des pétitions, t. 8, p. 398 ; d'une commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 8, p. 556. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 505, 513, 670 ; t. 5, p. 154 ; t. 7, p. 117, 376. — Est entendu sur une pétition réclamant le paiement de travaux exécutés pour la commune de Régnv (Loire), t. 4, p. 515, 516, 524 ; — sur des pétitions relatives aux traités de commerce, t. 5, p. 35, 107. — *Session extraordinaire*. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux magasins généraux, t. 9, p. 173.

LA RUE (M. le général comte DE). — Est nommé : vice-président du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 5, p. 194 ; — président du 3^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33 ; — de la commission de comptabilité, t. 2, p. 460 ; — d'une commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 3, p. 428 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au transport des marchandises dangereuses, t. 5, p. 196 ; — de la commission chargée d'examiner la proposition de loi réduisant à 90 000 hommes le contingent de la classe 1869, t. 5, p. 280 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à l'établissement dans tous les cantons ruraux d'un service de médecine gratuit, t. 7, p. 3 ; — de la 7^e commission des pétitions, t. 7, p. 298 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au remplacement militaire, t. 7, p. 385 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au chemin de fer de Bréssuire à Poitiers, t. 8, p. 4 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi portant à 140 000 hommes le contingent de la classe 1870, t. 8, p. 600. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 446 ; t. 2, p. 244, 257. — Fait des rapports : sur le projet de loi relatif à une surtaxe à l'octroi de Kerlouan (Finistère), t. 4, p. 26 ; — sur une proposition de loi réduisant à

90 000 hommes le contingent de la classe de 1869, t. 6, p. 281 ; — sur un projet de loi approuvant les clauses financières applicables à l'exécution du chemin de fer de Bressaire à Poitiers, t. 8, p. 563. — Est entendu sur le projet de règlement, amendement concernant la procédure pour les rapports de pétitions, t. 2, p. 157. — Demande que la Légion d'honneur soit replacée dans les attributions du ministère de la justice, t. 3, p. 217. — Est entendu : sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'empire, t. 5, p. 353 ; — sur le projet de loi relatif au remplacement militaire, t. 8, p. 161. — *Session extraordinaire.* — Est nommé membre de commissions chargées d'examiner les projets de lois augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 34, 173. — Est entendu : dans un incident sur la nécessité de reprendre le service des pétitions, t. 9, p. 231 ; — sur le projet de loi relatif à l'élection des officiers de la garde nationale, t. 9, p. 280.

LA TOUR D'AUVERGNE (M. le prince de). — Nommé Sénateur par décret du 28 décembre. — Prête serment et est admis, t. 1, p. 596. — Est nommé vice-secrétaire du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 426. — Est entendu, comme ministre des affaires étrangères, sur une interpellation relative à certains actes de guerre du gouvernement prussien, et lit les circulaires adressées à ce sujet aux agents français à l'étranger, t. 9, p. 289.

LE BŒUF (S. Exc. le général), *ministre de la guerre.* — Est entendu sur une pétition relative à l'organisation de l'Algérie, t. 3, p. 114. — Nommé *maréchal de France* par décret du 24 mars, t. 5, p. 40. — Prête serment et est admis à siéger, p. 41.

LEBRUN (M.). — Est nommé : vice-président du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32 ; — président du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 671 ; — président du 5^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 195 ; — président du 4^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297 ; — vice-président du 2^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est entendu : sur une pétition réclamant la publication des documents archéologiques de feu M. Nestor L'Hôte, t. 1, p. 45. — *Session extraordinaire.* — Est nommé président du 3^e bu-

reau, t. 9, p. 16. — Est entendu dans un incident relatif à l'occupation de la ville de Châlons par les Prussiens, t. 9, p. 226.

LEFEBVRE-DURUFLÉ (M.) — Est nommé vice-président du 2^e bureau, 5^e organisation, t. 5, p. 194. — Est nommé membre : de la commission du règlement, t. 1, p. 34 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux admissions temporaires, t. 5, p. 196 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conseils généraux, t. 7, p. 160 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à l'établissement, dans les cantons ruraux, d'un service de médecine gratuit, t. 7, p. 566 ; — d'une commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 8, p. 395. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 353 ; t. 3, p. 340 ; t. 4, p. 498 ; t. 6, p. 14. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif à un emprunt par le département de l'Isère, t. 8, p. 569. — Est entendu : sur une pétition relative au tir à la cible de la garnison de Toulon, t. 1, p. 441 ; — sur une pétition relative à la création de citernes communales, t. 2, p. 391 ; — sur une pétition réclamant des modifications à la loi électorale, t. 4, p. 460, 463, 464 ; — sur une pétition réclamant contre l'insalubrité de la rivière de Bièvre, t. 5, p. 704 ; — sur une pétition dénonçant un conseiller de préfecture qui tiendrait un cabinet d'affaires, t. 6, p. 91 ; — sur le projet de révision de règlement, art. 22 (*Comité secret*), t. 6, p. 605 ; amendement relatif à la légalisation des signatures apposées sur les pétitions, t. 6, p. 626, 638.

Légion d'honneur. — Question relative à la position faite à la grande Chancellerie de la Légion d'honneur, par le décret du 2 janvier : MM. le général comte de La Ruë et de Parieu, *ministre président le Conseil d'État*, t. 3, p. 217 à 220.

LE MAROIS (M. le comte), — M. le Président annonce son décès, t. 5, p. 142.

LE PLAY (M.) — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 3,

p. 428 ; — d'une commission chargée d'examiner un projet de loi ouvrant un crédit pour l'instruction primaire, t. 3, p. 384 ; — de la 7^e commission des pétitions, t. 7, p. 298.

LEROY (M. le baron ERNEST). — Est nommé : secrétaire du 1^{er} bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 426 ; — vice-secrétaire du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 367. — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner deux projets de lois relatifs à des conventions postales, t. 8, p. 759. — Est entendu : sur une pétition relative au service des postes dans la commune de Visan (Vaucluse), t. 1, p. 230 ; — sur une pétition réclamant la création de crèches, t. 2, p. 47, 60 ; — sur une pétition réclamant le droit à pension pour les commissaires de police, t. 4, p. 312, 316 ; — sur des pétitions relatives à l'organisation des tribunaux de commerce, t. 4, p. 377 ; — sur une pétition réclamant des mesures répressives contre l'ivrognerie, t. 4, p. 661 ; — sur l'urgence d'un projet de loi réduisant à un jour la durée du vote pour toutes les élections, t. 8, p. 762, 773 ; — sur le projet de loi relatif aux encouragements à accorder aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 949 ; — sur le projet de loi relatif à un emprunt et à une imposition par le département de la Loire-Inférieure, t. 8, p. 981.

LE ROY DE SAINT-ARNAUD (M.). — Est nommé : vice-président du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 427 ; — vice-secrétaire du 4^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297 ; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé : membre de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33 ; — de la 1^{re} commission des lois d'intérêt local, t. 1, p. 460 ; — de la 3^e commission des pétitions, t. 3, p. 427 ; — de la commission chargée d'examiner les projets de lois abrogeant les lois de sûreté générale, t. 5, p. 77 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux admissions temporaires, t. 5, p. 196 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à des modifications de tarifs postaux entre la France et l'Angleterre, t. 5, p. 482 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au juge-

ment des délits de presse, t. 6, p. 375; — de la commission chargée d'examiner la proposition de loi relative à la présidence des conseils de préfecture, t. 6, p. 576; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conseils généraux, t. 7, p. 161; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi modifiant l'article 4 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, relatif aux travaux publics, t. 8, p. 969.—Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 121, 304, 314, 451; t. 2, p. 412, 419, 432, 450; t. 3, p. 405, 745, 754, 777, 781; t. 4, p. 276, 327, 339, 347, 401, 454, 467, 589, 596, 603, 617, 626, 682; t. 5, p. 7, 119; t. 7, p. 123, 716, 743; t. 8, p. 73. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité pour les travaux publics, t. 8, p. 991. — Est entendu : sur une pétition relative à la durée du travail dans les manufactures, t. 1, p. 193, 195; — dans un incident relatif à une pétition signée d'un pseudonyme, t. 1, p. 261; — sur une pétition relative aux alignements, t. 1, p. 190, 268; — sur une pétition relative au timbre de la presse, t. 1, p. 309, 311; — sur l'ajournement de la discussion de pétitions concernant le système monétaire, t. 1, p. 412; — sur une pétition relative à l'exécution de la peine de mort, t. 1, p. 536; — sur le projet de règlement : amendements relatifs au nombre des secrétaires, t. 1, p. 667; amendement relatif au *quorum* des membres nécessaire pour la délibération dans les bureaux, t. 1, p. 617; amendement relatif au *quorum* des membres nécessaire pour demander le renvoi d'une loi d'intérêt local à une commission spéciale, t. 1, p. 695; art. 84 (*Fonctions du Grand-référendaire*), t. 1, p. 747; amendement relatif à l'appel nominal, t. 2, p. 113; amendement relatif au dépôt des rapports de pétitions, t. 2, p. 177; amendement relatif au renvoi motivé, t. 2, p. 196; amendement relatif au *quorum* des membres nécessaire pour valider un vote, t. 2, p. 206; — sur une pétition réclamant la création de crèches, t. 2, p. 41; — sur une pétition relative au rachat du péage sur le pont d'Avignon, t. 2, p. 366; — comme rapporteur, sur une pétition réclamant des facilités pour étudier les œuvres d'art des musées, t. 2, p. 417; — comme rapporteur, sur des pétitions relatives à la durée du travail dans les ma-

nufacturiers, t. 2, p. 723; — sur des pétitions relatives à des modifications à introduire dans notre système monétaire, t. 3, p. 163, 243, 323; — sur une pétition relative à la taxe des eaux-de-vie en cercles et en bouteilles, t. 3, p. 500; — sur des pétitions relatives au rétablissement de la taxe pour la boulangerie, t. 3, p. 733; t. 4, p. 68, 74; — sur des pétitions relatives à l'abolition de l'impôt du sel, t. 3, p. 765; — sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 4, p. 188; — sur une pétition réclamant la suppression de l'octroi de Flers (Orne), t. 4, p. 345; — sur des pétitions relatives à l'organisation des tribunaux de commerce, t. 4, p. 369; — sur des pétitions réclamant des modifications à la loi électorale, t. 4, p. 461; — sur des pétitions relatives à l'exercice du droit électoral, t. 4, p. 490; — sur une pétition réclamant le payement de travaux exécutés pour la commune de Régnv (Loire), t. 4, p. 521; — sur une pétition réclamant le payement d'une fourniture faite au royaume d'Italie en 1813, t. 4, p. 595, 629; — sur une pétition relative aux eaux de Nîmes, t. 4, p. 614, 617; — sur des pétitions réclamant des mesures répressives contre l'ivrognerie, t. 4, p. 647; — sur une pétition réclamant des mesures pour assurer aux soldats protestants l'exercice de leur culte, t. 5, p. 15; — sur des pétitions relatives aux traités de commerce, t. 5, p. 95; — sur une pétition relative aux droits d'usage dans la forêt de la Petite-Pierre, t. 5, p. 221; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 441, 519, 595, 611, 628; — sur une pétition réclamant contre l'insalubrité de la rivière de Bièvre, t. 5, p. 684, 696; — sur une pétition relative aux modifications apportées au tracé du chemin de fer de Montpellier à Rodez, t. 5, p. 709; t. 8, p. 50; — sur une pétition relative au timbre sur la presse périodique, t. 6, p. 6, 9; — sur une pétition dénonçant un conseiller de préfecture qui tiendrait un cabinet d'affaires, t. 6, p. 96, 408; — dans un incident relatif au silence gardé par le Président du Sénat à la séance impériale de réception des votes sur le plébiscite, t. 6, p. 203; — sur une question relative au fonds d'abonnement des préfectures, t. 6, p. 401; — sur le projet de loi relatif au transport des marchandises dangereuses,

t. 6, p. 460; — sur le projet de révision du règlement : amendement relatif à la réglementation des questions, t. 6, p. 559; amendement relatif à la légalisation des signatures apposées sur les pétitions, t. 6, p. 623; amendement relatif au *quorum* des membres nécessaire pour valider un vote, t. 6, p. 664, 685; — sur une pétition réclamant contre l'imputation à une section de commune des frais d'un procès perdu par la commune, t. 7, p. 132, 267; — sur le projet de loi abrogeant le décret de 1851 et remettant en vigueur l'article 44 du Code pénal, t. 8, p. 384. — Demande l'ajournement du projet de loi sur le jugement des délits de presse, t. 8, p. 605. — *Session extraordinaire.* — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de loi augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 34; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant tout officier ministériel appelé sous les drapeaux, à se faire suppléer, dans son office, t. 9, p. 89; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la réquisition des commandes d'armes faites dans nos fabriques, t. 9, p. 237. — Est entendu sur le projet de loi relatif aux forces militaires de la France pendant la guerre, t. 9, p. 199.

LE VERRIER (M). — Est nommé : vice-secrétaire du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32; — secrétaire du 5^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 671. — Est nommé membre de la 6^e commission des pétitions, t. 6, p. 3. — Fait un rapport de pétition, t. 8, p. 86. — Dépose une interpellation sur les incidents relatifs à l'administration de l'Observatoire, t. 3, p. 428. — Développe son interpellation, t. 3, p. 518, 582. — Est entendu : sur une pétition relative au service des postes dans la commune de Visan (Vaucluse), t. 1, p. 86, 325, 345; — sur une pétition relative à la perception des impôts dans les faubourgs de Toulon, t. 1, p. 163 à 170; — sur une pétition réclamant la publication des documents archéologiques de feu Neston L'hôte, t. 1, p. 42, 43; — sur une pétition relative au timbre de la presse, t. 1, p. 309, 310; — sur une pétition concernant le tir à la cible de la garnison de Toulon, t. 1, p. 439; — sur le projet de règlement : amen-

dement fixant le *quorum* des membres nécessaire pour les délibérations dans les bureaux, t. 1, p. 621; amendement relatif aux demandes d'urgence, t. 1, p. 668, 679; art. 44 (*Renvoi au Corps législatif des projets de lois provenant de son initiative*), t. 1, p. 708; art. 84 (*Fonctions du grand-référendaire*), t. 1, p. 750; amendement relatif à l'impression des documents, t. 2, p. 118, 123; amendement relatif à l'impression et à la lecture des rapports de pétitions, t. 2, p. 187; amendement relatif au renvoi motivé, t. 2, p. 191; — sur une pétition relative au chemin de fer de Moulins à Chagny, t. 2, p. 84; — sur une pétition relative au rétablissement du divorce, t. 2, p. 272, 279; — sur des pétitions relatives à des modifications à introduire dans notre système monétaire, t. 3, p. 28, 138, 235, 325; — sur une pétition relative au timbre sur la presse périodique, t. 4, p. 393; t. 6, p. 11; — sur une pétition réclamant le payement de travaux exécutés pour la commune de Régný (Loire), t. 4, p. 516; — sur des pétitions relatives à la police de la chasse, t. 4, p. 572; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 366, 546, 550, 623; — sur une pétition réclamant plusieurs réformes dans les corps des ponts et chaussées et des mines, t. 6, p. 73, 79; — sur une pétition relative à l'ouverture d'un canal de l'Océan à la Méditerranée, t. 6, p. 231; — sur des pétitions relatives à des modifications à apporter à l'exercice du suffrage universel, t. 6, p. 369; — sur une pétition portant une signature apocryphe, t. 6, p. 413; — sur le projet de révision de règlement : art. 22 (*Comité secret*), t. 5, p. 608, 609, 611; amendement relatif au *quorum* des membres nécessaire pour valider un vote, t. 6, p. 652; — sur une pétition réclamant contre l'imputation à une section de commune des frais d'un procès perdu par la commune, t. 7, p. 138, 257, 269; — sur une interpellation relative à la signature d'un traité relatif à l'exécution en France des jugements rendus en Espagne, t. 7, p. 239; — sur le projet de loi relatif au chemin de fer de Bressuire à Tours, t. 7, p. 714, 774, 805; — sur le projet de loi relatif aux conseils généraux, t. 8, p. 483, 486; — sur le projet de loi relatif au chemin de fer de Bressuire à Poitiers, t. 8, p. 731, 734; — sur un projet de loi relatif

à un emprunt et à une imposition par le département de la Loire-Inférieure, t. 8, p. 980; — sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité pour les travaux publics, t. 8, p. 1016, 1024. — *Session extraordinaire.* — Est entendu : sur une question relative au taux du change des billets de banque, t. 9, p. 139; — sur le projet de loi augmentant les forces militaires de la France pendant la guerre, t. 9, p. 202. — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet d'actes du gouvernement prussien, lequel aurait fait fusiller des citoyens français pris en combattant pour la défense de leurs foyers, t. 9, p. 240. — Développe son interpellation, t. 9, p. 246, 267. — Est entendu sur le projet de loi relatif à l'élection des officiers de la garde nationale, t. 9, p. 277, 279.

L'HOPITAL (M.), conseiller d'État, commissaire du Gouvernement. — Est entendu : sur une pétition relative au service des postes dans la commune de Visan (Vaucluse), t. 1, p. 235; — sur une pétition signalant l'insuffisance des pièces de 1 et de 2 centimes, t. 2, p. 447; — sur une pétition relative à la taxe des eaux-de-vie en cercles et en bouteilles, t. 3, p. 509; — sur des pétitions relatives à l'impôt du sel, t. 3, p. 758, 774; — sur des pétitions relatives à l'augmentation du périmètre des octrois de Chambéry et de la Rochelle, t. 4, p. 336; — sur une pétition réclamant la suppression des droits de douane perçus sur les huttres fraîches, t. 4, p. 349.

Logements militaires. — Pétition critiquant la pratique actuelle pour le logement des troupes en marche. — Rapport par M. Gressier, t. 4, p. 533. — Ordre du jour.

Loteries. — Pétition réclamant contre l'application de la loi de 1836 sur les loteries à l'émission de titres avec lots d'un emprunt de la ville de Madrid. — Rapport par M. le comte de Casabianca, t. 3, p. 731. — Renvoi au ministre de la justice et des finances. — (*Voy.*, Valeurs industrielles.)

LOUVER (M.), ministre de l'agriculture et du commerce. — Est entendu : sur une interpellation relative à la politique commerciale, t. 2, p. 511, 546, 610; — sur une ques-

tion relative à la législation des caisses d'épargne, t. 4, p. 580; — sur l'urgence du projet de loi fédusant à un jour la durée du vote pour toutes les élections, t. 8, p. 763, 774; — sur le projet de loi relatif aux encouragements à accorder aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 943.

M

Machines meurtrières. — Projet de loi relatif à la fabrication et à la détention des machines meurtrières et des composés agissant par explosion, t. 6, p. 380. — Rapport par M. de Marnas, t. 8, p. 20, 32. — Ajournement, t. 8, p. 553. — (*Voy. aussi* Sécurité générale.)

MAC-MAHON, duc de MAGENTA (S. Exc. le maréchal DE). — Est entendu sur une pétition relative à l'organisation de l'Algérie, t. 3, p. 37.

Magasins généraux. — Projet de loi concernant les marchandises déposées dans les magasins généraux, t. 9, p. 170. — Rapport par M. Duvergier, t. 9, p. 174. — Observations de M. Rouland, p. 176. — Adoption, p. 180.

Magistrature. — Proposition de loi tendant à modifier le décret du 1^{er} mars 1852 et la loi du 16 juin 1824, et ayant pour objet de fixer à soixante-quinze ans accomplis la limite d'âge pour la mise à la retraite des magistrats des cours impériales et des tribunaux de première instance. — Dépôt par M. Boinvilliers, t. 6, p. 565. — Exposé des motifs, *ibid.* — Texte de la proposition, p. 570. — Rapport par M. Suin, t. 7, p. 673. — Discussion : MM. Baroche et Philis, *commissaire du Gouvernement*, t. 7, p. 809 à 811. — Prise en considération, p. 811.

MAGNE (M.). — Est nommé : membre de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 3, p. 77; — d'une commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 8, p. 556; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi re-

latif au budget extraordinaire de la ville de Paris, t. 8, p. 729. — Est entendu : sur une interpellation relative à la politique intérieure, t. 2, p. 702; — sur des pétitions relatives à des modifications à introduire dans notre système monétaire, t. 3, p. 220, 226, 239, 244; — sur un projet de loi relatif à des tarifs postaux entre la France et l'Angleterre, t. 6, p. 338, 347; — sur le projet de budget pour 1871, t. 8, p. 1030. — *Session extraordinaire.* — Est entendu, comme ministre des finances, sur le projet de loi relatif au cours légal des billets de banque, t. 9, p. 62.

Maires. — Projet de loi sur la nomination des maires et des adjoints. — Exposé des motifs, t. 8, p. 7. — Texte du projet, p. 12. — Rapport par M. de Mentque, t. 8, p. 448. — Adoption, t. 8, p. 594.

Maires.

1. — Pétition concernant le mode de nomination de ces magistrats. — Rapport par M. de Meutque, t. 6, p. 239. — Ordre du jour.

2. — Pétition réclamant contre divers abus de pouvoir commis par le maire de la commune de Vernier-Fontaine (Doubs), et demandant qu'un contrôle sérieux soit exercé sur les actes de son administration. — Rapport par M. Larrabure, t. 7, p. 376. — Ordre du jour.

MANCEAUX (M.), conseiller d'État. — Est entendu : sur une pétition relative au service postal dans la commune de Visan (Vaucluse), t. 4, p. 86; — sur une pétition concernant le tir à la cible de la garnison de Toulon, t. 4, p. 437; — sur une pétition relative à l'usage libre de l'eau de mer comme engrais, t. 3, p. 779; — sur une pétition réclamant des mesures pour assurer aux soldats protestants l'exercice de leur culte, t. 5, p. 9.

Manufactures.

1. — Pétition d'habitants de Gauges (Hérault) se plaignant de l'inexécution dans leur canton de la loi du 9 septembre 1848, qui fixe à douze heures le travail effec-

tif des ouvriers dans les manufactures et usines. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 1, p. 191. — Observations de MM. Le Roy de Saint-Arnaud, le rapporteur et Le Verrier, p. 193 à 199. — Ajournement. — Observations de M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 115. — Ordre du jour.

2. — Pétitions relatives à la durée du travail dans les manufactures. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 425. — Discussion : MM. Béhic et le rapporteur, p. 718 à 727. — Ordre du jour.

3. — Pétition demandant l'abolition du travail de nuit dans les manufactures et usines. — Rapport par M. Michel Chevalier, t. 8, p. 245. — Ordre du jour.

Marchandises dangereuses. — Projet de loi relatif au transport par eau des marchandises dangereuses, t. 5, p. 143. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 6, p. 313. — Discussion générale : MM. Le Roy de Saint-Arnaud et Hubert-Delisle *rapporteur*, t. 6, p. 460 à 466. — Adoption des art. 1 et 2, p. 467. — Art. 3. MM. le baron Brenier, Vernier, *conseiller d'État*, Béhic et le rapporteur, p. 467 à 482. — Adoption des art. 3, 4 et 5, p. 484. — Adoption du projet de loi par 100 voix contre 1; liste des votants, *ibid.*

Marine.

1. — Pétition réclamant la création d'écoles maritimes dans nos principales villes du littoral. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 438. — Dépôt au bureau des renseignements.

2. — Pétition réclamant la priorité d'invention sur les navires à feux de front. — Rapport par M. de Marnas, t. 4, p. 683. — Ordre du jour.

MARNAS (M. DE). — Est nommé : secrétaire du 1^{er} bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 670; — vice-secrétaire du 2^e bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 366; — secrétaire du 1^{er} bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 2; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297. — Est nommé

membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 2, p. 674 ; — de la commission chargée d'examiner une plainte formée contre M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 187 ; — de la 4^e commission des pétitions, t. 4, p. 367 ; — de la commission chargée d'examiner les propositions de lois abrogeant les lois de sûreté générale, t. 5, p. 77 ; — de la commission chargée d'examiner un projet de loi ouvrant un crédit pour les vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial, t. 5, p. 142 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux admissions temporaires, t. 5, p. 196 ; — de la 7^e commission des pétitions, t. 7, p. 298 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative aux annonces judiciaires, t. 7, p. 383 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'impôt du timbre sur les journaux, t. 7, p. 565 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modification des articles 826 et 832 du Code Napoléon, t. 7, p. 747 ; — de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un ancien ministre, t. 8, p. 5. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 103, 279, 301, 373, 572 (Grèches) ; t. 2, p. 404 ; t. 3, p. 363, 643 ; t. 4, p. 75, 100, 529, 683 ; t. 5, p. 24, 188 ; t. 6, p. 170. — Fait un rapport sur une plainte formée par M. Mirès contre M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 423. — Est entendu sur ce rapport, t. 4, p. 430. — Fait un rapport sur quatre projets de lois relatifs à l'abrogation des lois de sûreté générale, t. 8, p. 20. — Lit un rapport supplémentaire sur les mêmes projets, t. 8, p. 545. — Est entendu, comme rapporteur : sur une pétition réclamant la création de crèches, t. 2, p. 372 ; — sur des pétitions relatives à l'organisation des tribunaux de commerce, t. 4, p. 377 ; — sur le projet de loi abrogeant le décret de 1851 et remettant en vigueur l'article 44 du Code pénal sur la surveillance, t. 8, p. 339, 382.

MAURAS (DE). — Est appelé au bureau pour siéger, en qualité de secrétaire provisoire à la séance du 30 novembre, t. 1, p. 13. — Est nommé membre : de la commission du règlement, t. 1, p. 34 ; — de la commission de comptabilité, t. 2, p. 460 ; — de la commission chargée d'examiner le

projet de sénatus-consulte abrogeant l'article 57 de la Constitution, t. 4, p. 96 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 77 ; — d'une commission chargée d'examiner les lois de crédits, t. 8, p. 189. — Est entendu sur l'ajournement d'une pétition réclamant l'abrogation de la Constitution de l'an VIII, t. 1, p. 394, 397. — Dépose une demande d'interpellation sur la politique intérieure du nouveau cabinet, t. 1, p. 672. — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour de son interpellation, t. 2, p. 10, 386 ; — sur son interpellation, t. 2, p. 670, 713 ; — sur le projet de règlement : art. 68 (*pétitions demandant des modifications à la Constitution*), t. 1, p. 727, 732 ; amendement relatif au dépôt des rapports de pétitions, t. 2, p. 172 ; — sur le projet de révision du règlement : art. 64 (*rapport des pétitions*), t. 6, p. 643. — *Session extraordinaire*. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi élevant à 4 milliard le chiffre des bons du trésor, t. 9, p. 52. — Exprime le désir que toute nouvelle de la guerre communiquée au Corps législatif le soit en même temps au Sénat, t. 9, p. 98. — Est entendu sur le projet de loi augmentant les forces militaires de la France pendant la guerre, t. 9, p. 209.

Médecine. — Proposition de loi relative à l'établissement dans les cantons ruraux d'un service de médecine gratuit et de constatation des décès. — Lecture par M. le baron Brenier de l'exposé des motifs et du projet de loi, t. 6, p. 184. — Rapport par M. Duruy, t. 7, p. 324. — Discussion : MM. le baron Brenier, le rapporteur, Baroche, de Chabrier et Michel Chevalier, t. 7, p. 510 à 542. — Prise en considération, p. 542.

Médecine.

1. — Pétition demandant que les officiers de santé soient autorisés à exercer leur profession dans toute l'étendue de l'Empire. — Rapport par M. de Montjoyeux, t. 4, p. 86. — Renvoi au ministre de l'instruction publique.

2. — Pétition relative à des modifications à introduire

dans l'enseignement de la médecine. — Rapport par M. Nélaton, t. 4, p. 150. — Dépôt au bureau des renseignements.

3.—Pétition réclamant l'organisation d'un service de secours médical en faveur des populations rurales. — Rapport par M. Elie de Beaumont, t. 8, p. 83. — Renvoi à la commission chargée d'examiner la proposition de loi ci-dessus.

MELLINET (M. le général).— Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la proposition de loi réduisant à 90 000 hommes le contingent de la classe de 1869, t. 5, p. 280 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi portant à 140 000 hommes le contingent de la classe 1870, t. 8, p. 600 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au partage des terres vaines et vagues de la Bretagne, t. 8, p. 970. — *Session extraordinaire.* — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 34.

Mendicité. — Pétition demandant : 1° que les lois et règlements relatifs à la mendicité soient appliqués ; 2° qu'on prenne des mesures contre le paupérisme. — Rapport par M. de Marnas, t. 2, p. 405. — Ordre du jour.

MENTQUE (M. DE). — Est nommé vice-secrétaire du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner les lois d'intérêt local, t. 4, p. 368 ; t. 6, p. 4 ; t. 7, p. 298 ; — de la 5^e commission des pétitions, t. 5, p. 195 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi concernant des mesures provisoires pour le budget de la ville de Paris, t. 6, p. 575 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la procédure à suivre devant les conseils de préfecture, t. 7, p. 385 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la nomination des maires et adjoints, t. 8, p. 100. — Fait des rapports de pétitions, t. 1 p. 211, 428, 533 ; t. 2, p. 405 ; t. , p. 609 ; t. 6, p. 235, 415 ; t. 7, p. 369. — Fait des rapports : sur des projets de lois d'intérêt local, t. 4, p. 421 ; t. 7, p. 415, 670 ; — sur le projet de loi relatif aux nouvelles

mesures provisoires pour le budget extraordinaire de la ville de Paris, t. 7, p. 114; — sur le projet de loi relatif à la nomination des maires et adjoints, t. 8, p. 448. — Est entendu, comme rapporteur, sur une pétition concernant l'exécution de la peine de mort, t. 1, p. 560; — sur des pétitions réclamant l'abolition de l'impôt du sel, t. 3, p. 775; — sur des pétitions relatives à l'organisation des tribunaux de commerce, t. 4, p. 389; — sur une pétition réclamant le paiement de travaux exécutés pour la commune de Régny (Loire), t. 4, p. 525; — sur le projet de budget de 1871 (*droits sur les cafés, thés et cacao*), t. 8, p. 1047. — Est entendu, à la séance du 4 septembre, sur la conduite à tenir en présence de l'envahissement du Corps législatif, t. 9, p. 301, 302, 304.

MIGNERET (M.), *conseiller d'État, commissaire du Gouvernement*. — Est entendu : sur une pétition concernant l'exécution de la peine de mort, t. 1, p. 540; — sur des pétitions relatives à la répartition des sommes allouées par le *Venezuela* pour indemnités à divers résidents français, t. 3, p. 458, 483; — sur une pétition réclamant le paiement d'une fourniture faite en 1813 au royaume d'Italie, t. 4, p. 595; — sur un projet de loi relatif à une convention postale entre la France et la Grande-Bretagne, t. 6, p. 534; — sur une pétition réclamant la suppression de la maison de jeu de Monaco, t. 7, p. 273.

MIMREL DE ROUBAIX (M. le comte). — Est nommé président du 3^e bureau, 5^e organisation, t. 5, p. 194.

MOLLARD (M. le général). — Est nommé membre : de la 4^e commission des pétitions, t. 4, p. 367; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'organisation de la garde nationale, t. 9, p. 43.

Monaco. — Pétition réclamant l'intervention du Gouvernement pour obtenir la suppression de la maison de jeu de Monaco. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 7, p. 143. — Discussion : MM. Migneret, *commissaire du Gouvernement*, et Michel Chevalier, t. 7, p. 273 à 282. — Ordre du jour.

VIQUER DE LA SIZERANNE (M. le comte). — Est nommé vice-secrétaire du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 367. — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 2, p. 460; — de la commission chargée d'examiner un projet de loi ouvrant un crédit pour l'instruction primaire, t. 5, p. 384; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au jugement des délits de presse, t. 5, p. 575; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la compatibilité du mandat de député avec les fonctions d'officier dans la garde mobile, t. 8, p. 600; — d'une commission chargée d'examiner deux projets de lois relatifs à des conventions postales, t. 8, p. 759. — Fait un rapport sur deux projets de lois relatifs à des conventions postales entre la France et l'Espagne et l'Angleterre, t. 8, p. 987. — Propose un ordre du jour motivé sur une interpellation relative à la politique intérieure, t. 2, p. 712. — Est entendu : sur une pétition relative au casuel du clergé, t. 4, p. 380, 384; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 329, 477. — *Session extraordinaire.* — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au cours légal des billets de banque, t. 9, p. 53. — Est entendu sur l'urgence d'une proposition de loi ayant pour objet d'appeler la gendarmerie et les sapeurs-pompiers à la défense de la capitale, t. 9, p. 26.

Monnaies.

1. — Pétition demandant : 1^o que toutes les mesures et toutes leurs dénominations soient ramenées à une concordance exacte avec le système métrique; 2^o que, pour obtenir ce même résultat, on modifie notre système monétaire. — Rapport par M. Michel Chevalier, t. 4, p. 403. — Incident : MM. Le Roy de Saint-Arnaud, Boinvilliers, le maréchal Vaillant, Michel Chevalier, rapporteur, Baroche, Rouland; Le Verrier et le Président, t. 4, p. 442 à 425. — Ajournement de la délibération. — Discussion : MM. Dumas, Le Verrier, Michel Chevalier, Rouland, de Parieu, ministre, président le Conseil d'État, et le Président, t. 3, p. 4 à 54. — Rapport, par

M. Michel Chevalier, sur de nouvelles pétitions ayant le même objet, t. 3, p. 116. — Reprise de la discussion : MM. Le Verrier, Le Roy de Saint-Arnaud, Dumas, le général marquis de Laplace et de Parieu, t. 3, p. 138 à 212; MM. Magne, de Parieu, Baroche, Michel Chevalier, Rouland, Le Verrier, Boinvilliers, Gressier et Dumas, t. 3, p. 220 à 315. — Incident sur la position de la question : MM. le Président, le premier président de Royer, Dumas, Vuitry, le baron Brenier, Le Roy de Saint-Arnaud et Le Verrier, p. 315 à 326. — Ordre du jour sur toutes les pétitions. — Renvoi au ministre des finances et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics de la partie des pétitions concernant la création d'une pièce de 25 fr.

2. — Pétition signalant l'insuffisance des pièces de 1 et de 2 centimes, et demandant qu'il en soit frappé pour une somme de 1 à 2 millions. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 446. — Observation de M. L'Hôpital, *commissaire du Gouvernement*, p. 447. — Renvoi au ministère des finances.

MONTABELLO (M. le duc DE). — Fait un rapport de pétition, t. 3, p. 337.

MONTHOLON (M. le marquis DE). — Nommé Sénateur par décret du 11 avril 1870, t. 8, p. 6. — Prête serment et est admis, t. 8, p. 141. — Est nommé secrétaire du 2^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé membre de la 8^e commission des pétitions, t. 8, p. 395.

MONTJOYEUX (M. DE). — Est nommé membre de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 671; — de commissions chargées d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 5, p. 195; t. 7, p. 298; t. 8, p. 395. — Fait un rapport sur le décret de nomination de M. le baron de Talleyrand-Périgord, t. 1, p. 23. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 83, 131; t. 6, p. 88, 405. — Fait des rapports : sur des projets de lois d'intérêt local, t. 7, p. 420, 656; — sur le projet de loi tendant à l'érection en commune distincte de la section de Faclin, distraite de la commune de

Château-Chinon-Campagne (Nièvre), et de portions de territoires distraites des communes d'Arleuf et de Villapourçon, t. 7, p. 767. — Est entendu : sur le projet de règlement, amendement relatif au délai de convocation des commissions, t. 2, p. 167 ; — sur une pétition dénonçant un conseiller de préfecture qui tiendrait un cabinet d'affaires, t. 6, p. 89, 90, 91, 95, 108, 411.

Mort (Peine de).

1. — Pétition au Sénat demandant que l'exécution de la peine de mort soit subie dans l'intérieur des prisons. — Rapport par M. de Mentque, t. 1, p. 533. — Discussion : MM. Migneret, *commissaire du Gouvernement* ; Le Roy de Saint-Arnaud, le rapporteur, le baron Brenier et Baroche, p. 540 à 565. — Ordre du jour.

2. — Pétition présentant un nouveau mode d'exécution de la peine de mort. — Rapport par M. de Goulhot de Saint Germain, t. 5, p. 163. — Ordre du jour,

Musées. — Pétition réclamant certaines facilités pour étudier les œuvres d'art placées dans les musées. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 412. — Discussion : MM. le comte de Nieuwerkerke, le rapporteur et le maréchal Vaillant, *ministre de la maison de l'Empereur*, p. 413 à 418. — Ordre du jour.

N

Naturalisation. — Pétition demandant que la France entre en négociations avec l'Angleterre pour obtenir d'elle qu'elle veuille bien permettre à ceux de ses sujets qui croient devoir s'expatrier de se faire naturaliser chez une autre nation. — Rapport par M. Suin, t. 4, p. 557. — Ordre du jour.

NÉLATON (M.). — Est nommé vice-secrétaire du 5^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 395. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33 ; — de la

commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au transport des marchandises dangereuses, t. 3, p. 196 ; — d'une commission chargée d'examiner des projets de lois d'intérêt local, t. 7, p. 298. — Fait un rapport de pétition, t. 4, p. 150.

NEUWERKERKE (M. le comte DE). — Est élu vice-secrétaire, t. 1, p. 25. — Est élu secrétaire, t. 3, p. 3. — Est nommé secrétaire du 4^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 194. — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 4, p. 368. — Est entendu : sur le projet de règlement : art. 80 (*Députation pour les obsèques*), t. 4, p. 741 ; — sur une pétition réclamant des facilités pour l'étude des œuvres d'art existant dans les musées, t. 2, p. 413.

NISARD (M.). — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 8, p. 395.

Notaires. — Projet de loi ayant pour objet d'accorder à tout notaire et à tout officier ministériel appelé sous les drapeaux, la faculté, pendant la guerre, de se faire suppléer dans son office, t. 9, p. 87. — Rapport par M. Duvergier, t. 9, p. 90. — Adoption, *ibid.*

Notaires.

1. — Pétitions du sieur Thierry demandant : 1^o que les honoraires des actes notariés soient réglés par un tarif général et uniforme ; 2^o que, jusqu'à la publication de ce tarif, les notaires soient invités à se conformer strictement à la disposition de l'article 173 du tarif de 1807, qui les oblige à faire taxer par le président du tribunal de l'arrondissement les actes non tarifés. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 66. — Dépôt au bureau des renseignements.

2. — Pétition demandant l'abrogation de l'article 9 de la loi du 23 ventôse an XI, aux termes duquel les actes doivent être reçus par deux notaires, ou par un notaire assisté de deux témoins. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 286. — Ordre du jour.

3. — Pétition relative au tarif des actes notariés et au nombre des notaires exerçant dans les cantons. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 293. — Ordre du jour.

4. — Pétition demandant l'intervention du Sénat en faveur d'une disposition législative qui, fixant la jurisprudence, fasse courir les intérêts de plein droit des sommes déboursées par les notaires pour l'enregistrement de leurs actes. — Rapport par M. Corta, t. 6, p. 38. — Ordre du jour.

O

Octrois.

1. — Pétitions au Sénat élevant des plaintes contre l'administration qui frappe de taxes illégales le produit des terres renfermées dans le périmètre de l'octroi. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 335. — Observations de M. L'Hôpital, *commissaire du Gouvernement*, p. 336. — Renvoi au ministre des finances.

2. — Pétitions réclamant la suppression des octrois. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 339. — Ordre du jour.

3. — Pétition réclamant la suppression de l'octroi établi dans la commune de Flers (Orne). — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 343. — Observations de MM. le comte de Butenval, le rapporteur et Lacaze, p. 344 à 347. — Ordre du jour.

4. — Pétition présentant des considérations sur les octrois. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 626. — Renvoi au ministre des finances.

Octrois (Surtaxes d').

1. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser la prorogation d'une surtaxe établie à l'octroi de la commune de Kerlouan (Finistère), t. 3, p. 692. — Rapport par M. le général comte de La Ruë, t. 4, p. 26. — Discussion : MM. le comte de Butenval et Bataille, *commissaire du*

Gouvernement, p. 27 à 40. — Le Sénat, par 80 voix contre 4, ne s'oppose pas à la promulgation, p. 40; liste des votants, *ibid.*

2. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser la prorogation des surtaxes établies à l'octroi de la commune d'Aix-les-Bains (Savoie), t. 3, p. 690. — Rapport par M. Reveil, t. 4, p. 9. — Discussion : MM. le comte de Butenval et le rapporteur, p. 15 à 24. — Le Sénat, par 78 voix contre 2, ne s'oppose pas à la promulgation, p. 24; liste des votants, *ibid.*

3. — Projet de loi portant prorogation d'une surtaxe établie à l'octroi de la commune de Chambéry (Savoie), t. 3, p. 691. — Rapport par M. Reveil, t. 4, p. 9. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, p. 24.

Officiers.

1. — Pétition relative à l'avancement des officiers. — Rapport par M. le général Thiry, t. 1, p. 255. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Lullier, lieutenant de vaisseau, réclamant au Sénat contre la décision du conseil d'enquête qui l'a placé dans la position de réforme. — Rapport par M. de Montjoyeux, t. 4, p. 83. — Ordre du jour.

3. — Pétition d'un officier en non-activité qui se plaint de n'avoir pu toucher sa solde depuis dix-huit mois. — Rapport par M. le vice-amiral vicomte de Chabannes, t. 7, p. 374. — Ordre du jour.

Oiseaux. — Pétition relative aux mesures à prendre pour empêcher la destruction des petit oiseaux. — Rapport par M. Gressier, t. 3, p. 653. — Discussion : MM. le vicomte de Barral et le rapporteur, p. 670, 673. — Ordre du jour. — Autre pétition sur le même sujet. — Rapport par M. de Mentque, t. 6, p. 415. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

OLLIVIER (S. Exc. M. ÉMILE), *ministre de la justice et des cultes.*
Est entendu sur une interpellation relative à la politique intérieure, t. 2, p. 682. — Sa lettre au Président du Sé-

nat relativement à la conférence du Gouvernement avec la commission du sénatus-consulte abrogeant l'article 57 de la Constitution, t. 4, p. 578. — Présente un projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 43. — Est entendu : sur ce projet de sénatus-consulte, t. 5, p. 328, 513, 526, 540, 582, 633, 644, 650 ; — sur une interpellation relative à la signature d'un traité rendant exécutoires en France les jugements rendus en Espagne, t. 7, p. 433, 457, 487 ; — sur des questions relatives à la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, et au droit de paix ou de guerre appartenant à l'Empereur, t. 8, p. 149, 154, 155.

P

PADOUE (M. le duc DE). — Est nommé membre de la 5^e commission des pétitions, t. 5, p. 195 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à l'établissement dans les cantons ruraux d'un service de médecine gratuit, t. 7, p. 3 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative aux annonces judiciaires, t. 7, p. 385 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, t. 7, p. 747. — *Fait des rapports de pétitions*, t. 7, p. 363.

PALIKAO (S. Exc. le général comte DE), ministre de la guerre. — Communique la composition du nouveau ministère, t. 9, p. 29.

Papeteries mécaniques. — Pétition réclamant pour ces sortes d'usines le droit à indemnité en cas de chômage par suite d'irrégularité dans le cours d'eau qui les fait mouvoir. — Rapport par M. de Voillefroy, t. 2, p. 430. — Ordre du jour.

Papier timbré. — Pétition demandant que les débitants de tabac de toutes les communes de France soient tenus de vendre du papier timbré. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 4, p. 451. — Ordre du jour.

PARIEU (S. Ex. M^{DE}), *ministre président le Conseil d'État*. — Est entendu: sur des pétitions relatives à des modifications à introduire dans notre système monétaire, t. 3, p. 48, 50, 185, 223, 242, 312; — sur une question relative à la position faite à la grande Chancellerie de la Légion d'honneur par le décret du 2 janvier, t. 3, p. 220; — dans un incident sur l'urgence du projet de loi relatif aux encouragements à accorder aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 699, 722. — *Session extraordinaire*. — Communique les motifs de la réunion en session extraordinaire, t. 9, p. 3.

Paris (ville de).

Session ordinaire.

1. — Projet de loi concernant les mesures provisoires à prendre pour le budget extraordinaire de la ville de Paris, t. 3, p. 216. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 3, p. 285. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, p. 289.

2. — Projet de loi concernant de nouvelles mesures provisoires à prendre pour le budget extraordinaire de la ville de Paris. — Exposé des motifs, t. 6, p. 447. — Texte du projet, p. 451. — Rapport par M. de Mentque, t. 7, p. 114. — Adoption, p. 222.

3. — Projet de loi portant fixation du budget des recettes et des dépenses extraordinaires de la ville de Paris pour l'exercice 1870, et autorisant ladite ville à proroger une surtaxe d'octroi. — Exposé des motifs, t. 8, p. 682. — Texte du projet, p. 686. — Rapport par M. Dumas, t. 8, p. 751. — Adoption, p. 754.

Session extraordinaire.

Projet de loi autorisant la ville de Paris à prélever une somme de 5 millions sur les ressources du budget extraordinaire de 1870, pour venir en aide aux familles dont les soutiens sont appelés sous les drapeaux, t. 9,

p. 87. — Rapport par M. Dumas, t. 9, p. 91. — Adoption, p. 92.

Paris.

1. — Pétition critiquant le système suivi pour amener de l'eau potable à Paris. — Rapport par M. Lefebvre-Durflé, t. 4, p. 498. — Ordre du jour.

2. — Pétitions relatives à l'exécution des travaux dans certains quartiers de Paris. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 617. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

3. — Pétition réclamant contre la dérivation des sources de Cochepie, au profit de la ville de Paris. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 7, p. 719. — Ordre du jour.

4. — Pétition réclamant l'achèvement des grandes voies de communication entreprises sur la rive gauche. — Rapport par M. Le Verrier, t. 8, p. 86. — Observations de M. Chevandier de Valdrôme, *ministre de l'intérieur*, p. 97. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

5. — Pétition au Sénat demandant l'application égale à tous les producteurs du tarif d'octroi sur les fers et fontes à l'entrée de Paris. — Rapport par M. Michel Chevalier, t. 8, p. 228. — Dépôt au bureau des renseignements.

Patentes. — Pétition de retordeurs de fils de laine se plaignant de l'élévation de leurs patentes. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 3, p. 675. — Ordre du jour.

Pêche fluviale.

1. — Pétitions proposant diverses modifications à la législation sur la pêche fluviale. — Rapports par M. Gressier, t. 4, p. 541, 543, 545. — Dépôt au bureau des renseignements.

2. — Pétition proposant l'adoption de mesures destinées à empêcher le droit de pêche de tomber par adjudication.

cation entre les mains de spéculateurs qui vendent à haut prix des autorisations. — Rapport par M. Larabit, t. 7, p. 282. — Ordre du jour.

3. — Pétition réclamant contre l'inexécution des lois sur la pêche. — Rapport par M. Gressier, t. 8, p. 227. — Renvoi au ministre des travaux publics et au ministre de la marine.

Pêches maritimes. — Projet de loi relatif aux primes accordées aux grandes pêches maritimes. — Exposé des motifs, t. 8, p. 619. — Texte du projet, p. 644. — Incident sur une demande d'urgence : MM. de Goulhot de Saint-Germain, Rouher, l'amiral Rigault de Genouilly, *ministre de la marine*; Ferdinand Barrot, Plichon, *ministre des travaux publics*; Tourangin, Baroche, Boinvilliers, Michel Chevalier, de Parieu, *ministre président le Conseil d'État*; le premier président de Royer et Vuitry, t. 8, p. 691 à 726. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 8, p. 911. — Discussion : MM. Michel Chevalier, le ministre de la marine, Rouher, Louvet, *ministre de l'agriculture et du commerce*, et le baron Ernest Leroy, p. 912 à 933. — Adoption, par 94 voix contre 1, p. 934; liste des votants, p. 934.

Pensions civiles. — Pétition des employés de la trésorerie générale de la Savoie, demandant à être érigée en administration et à être admis au bénéfice de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles. — Rapport par M. Vuitry, t. 4, p. 126. — Ordre du jour.

Pensions militaires.

1. — Pétition demandant l'augmentation de la pension des officiers par la distribution des fonds provenant de la caisse de la dotation de l'armée. — Rapport par M. le général Thiry, t. 1, p. 237. — Ordre du jour.

2. — Pétitions réclamant le changement de la loi qui fixe les bases de la liquidation des pensions des veuves d'officiers. — Rapport par M. Larabit, t. 3, p. 387. — Ordre du jour. — Rapport par M. le général Vinoy, t. 4, p. 449. — Ordre du jour.

3. — Pétition d'un maréchal des logis de gendarmerie en retraite, qui se plaint de la liquidation de sa pension de retraite et demande un secours. — Rapport par M. le général Vinoy, t. 4, p. 447. — Ordre du jour.

4. — Pétition relative au règlement des pensions de retraite en ce qui concerne les officiers d'administration de 1^{re} classe. — Rapport par M. le général vicomte de La Hitte, t. 6, p. 250. — Ordre du jour.

PERSIGNY (M. le duc DE). — Est entendu sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 455.

PERSIL (M.). — M. le Président annonce son décès, t. 8, p. 188.

Pétitions.

1. — Incident à l'occasion d'une pétition signée d'un pseudonyme : MM. Le Roy de Saint-Arnaud, Chaix d'Est-Ange, *sénateur-secrétaire*, et Lefebvre-Durafflé, t. 4, p. 261. — La pétition est considérée comme non avenue.

2. — Rapport annuel sur le service des pétitions par M. le Sénateur-Secrétaire, t. 8, p. 1067.

3. — Incident sur la nécessité de reprendre le service des pétitions pendant la session extraordinaire : MM. le général comte de La Rüe, Chaix d'Est-Ange, *sénateur-secrétaire*; Larabit, le baron Haussmann, Suin et Baroche, t. 9, p. 231 à 236.

PHILIS (M.), *secrétaire général du ministère de la justice, commissaire du Gouvernement*. — Est entendu : sur la prise en considération d'une proposition de loi relative à la mise à la retraite des magistrats, t. 7, p. 810 ; — sur le projet de loi abrogeant le décret de 1851 et remettant en vigueur l'art. 44 du Code pénal relatif à la surveillance, t. 8, p. 369 ; — sur l'ajournement du projet de loi abrogeant la loi de 1858, dite de sûreté générale, t. 8, p. 351.

Plébiscite. Procès-verbal de la proclamation solennelle

du résultat du recensement général des votes émis sur le plébiscite du 8 mai 1870, t. 6, p. 173. — Discours du président du Corps législatif, p. 176. — Réponse de S. M. l'Empereur, p. 178. — Incident sur le silence gardé par le Président du Sénat à la séance impériale de réception du recensement des votes : MM. le comte de Ségur-d'Anguesseau, le duc de Cambacérés, Segris, *ministre des finances*; Le Roy de Saint-Arnaud et le Président, t. 6, p. 197 à 206.

Plichon (S. Exc. M.), *ministre des travaux publics*. — Est entendu : sur le projet de loi relatif au chemin de fer de Bressuire à Tours, t. 7, p. 794; — sur l'urgence du projet de loi relatif aux encouragements à accorder aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 696, 716; — sur l'urgence du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique pour les travaux publics, t. 8, p. 841, 844; — sur ce projet de loi, t. 8, p. 1008, 1015, 1021.

Poids et mesures.

1. — Pétition signalant diverses infractions faites à la loi du 4 juillet 1837 sur les poids et mesures, et indiquant comme moyen de faire cesser ces infractions d'étendre les attributions des vérificateurs. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 337. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant que l'inspection sur le débit des marchandises vendues au poids et à la mesure soit confiée aux vérificateurs des poids et mesures, concurremment avec les personnes désignées dans l'article 28 du titre III de l'ordonnance du 17 avril 1839. — Rapport par M. de Marnas, t. 4, p. 685. — Ordre du jour.

PONIATOWSKI (M. le prince). — Est nommé vice-secrétaire du 4^e bureau, session extraordinaire, t. 9, p. 16.

Pont d'Avignon. — Pétition réclamant le rachat du pont d'Avignon. — (*Voy. Avignon.*)

Ponts-et-chaussées.

1. — Pétition proposant pour abrégier les lenteurs de

l'avancement des ingénieurs du corps impérial des ponts-et-chaussées : 1^o de réduire le nombre des ingénieurs ordinaires : 2^o de fixer à un âge moins avancé la mise à la retraite des inspecteurs généraux et des ingénieurs en chef. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 452. — Ordre du jour.

2. — Pétition se plaignant de l'administration des ponts-et-chaussées qui refuse de procéder au curage de fossés bordant une propriété. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 5, p. 16. — Ordre du jour.

3. — Pétition réclamant plusieurs réformes dans l'organisation des corps des ponts-et-chaussées et des mines. — Rapport par M. Lefebvre-Durafflé, t. 6, p. 14. — Discussion : MM. Le Verrier, le vicomte de Barral et le baron Dupin, t. 6, p. 73 à 88. — Ordre du jour.

Population.

1. — Pétition proposant divers moyens pour favoriser l'accroissement de la population. — Rapport par M. Michel Chevalier, t. 2, p. 372. — Observations de M. le baron Dupin, p. 378. — Ordre du jour.

2. — Pétition au Sénat proposant des moyens de remédier à la dépopulation des campagnes. — Rapport par M. le vicomte de Barral, t. 6, p. 423. — Ordre du jour.

Portes et fenêtres (contribution des). — Pétition demandant que les maisons ayant moins de six ouvertures soient exemptes de la contribution des portes et fenêtres. — Rapport par M. le comte de Casabianca, t. 3, p. 739. — Ordre du jour.

Poste aux chevaux. — Pétition demandant l'abolition des dispositions de la loi du 15 ventôse an XIII, qui décide que les entrepreneurs de voitures publiques et de messageries, ne se servant pas des chevaux de la poste, sont tenus de payer une indemnité aux maîtres des relais dont ils n'emploient pas les chevaux. — Rapport par M. le général comte Gudin, t. 1, p. 224. — Ordre du jour.

Postes.

1. — Projet de loi relatif aux modifications de tarifs postaux introduites par la convention additionnelle conclue le 21 septembre 1869 entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, t. 5, p. 384. — Incident sur la mise à l'ordre du jour du rapport : MM. Michel Chevalier et le Président t. 5, p. 674 à 678. — Rapport par M. Michel Chevalier, t. 6, p. 206. — Discussion : MM. Hubert-Delisle, Migneret, *commissaire du Gouvernement* ; Magne et le rapporteur, t. 6, p. 322 à 333. — Adoption, p. 333.

2. — Proposition de loi relative à la franchise des lettres et aux mandats déposés et adressés aux militaires faisant partie des corps d'armée en campagne, t. 8, p. 650. — Rapport par M. le comte de Germiny, t. 8, p. 728. — Adoption, *ibid.* }

3. — Projet de loi relatif aux modifications de taxes introduites par la convention additionnelle de poste conclue, le 23 mars 1870, entre la France et l'Espagne, t. 8, p. 739. — Rapport par M. le comte Monier de La Sizeranne, t. 8, p. 987. — Adoption, p. 990.

4. — Projet de loi relatif aux tarifs établis par la convention conclue, le 30 avril 1870, entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour l'échange des mandats de poste, t. 8, p. 741. — Rapport par M. le comte Monier de La Sizeranne, t. 8, p. 987. — Adoption, p. 991.

Postes.

1. — Pétition d'habitants de Visan (Vaucluse), qui demandent la création d'un bureau de distribution dans leur commune. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 80. — Discussion : MM. Le Verrier, le Rapporteur, Chaix d'Est-Ange, Michel Chevalier et Manceaux, *conseiller d'État*, p. 81 à 87. — Ajournement. — Rapport supplémentaire par M. le général comte de Goyon, t. 1, p. 322. — Discussion : MM. Le Verrier, L'Hôpital,

conseiller d'État, et le baron Ernest Leroy, p. 325 à 355.
— Ordre du jour.

2. — Pétition demandant que les lettres circulant dans l'intérieur d'un même département soient soumises à une taxe unique et inférieure à celle qui se perçoit pour le transport des lettres de département à département, quelle que soit la distance. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 442. — Ordre du jour.

3. — Pétition réclamant la création de cartes de correspondance. — Rapport par M. de Montjoyeux, t. 4, p. 134. — Ordre du jour.

4. — Pétition demandant que les facteurs ruraux changent chaque année le sens de l'itinéraire qui leur est tracé pour la distribution des dépêches, et que l'ordre dans lequel ils effectuent cette distribution soit alternativement renversé. — Rapport par M. Vuitry, t. 4, p. 317.
— Ordre du jour.

5. — Pétition relative à la taxe des lettres. — Rapport par M. le duc de Padoue, t. 7, p. 366. — Ordre du jour.

Poursuites (Autorisation de). — Demande formée contre un ancien ministre des travaux publics à l'occasion d'une prorogation de bail en matière de pêche fluviale, t. 7, p. 814. — Renvoi dans les bureaux, p. 815.

Préfectures.

1. — Question adressée par M. le sénateur Rouland, concernant l'insuffisance du fonds d'abonnement des préfectures, t. 6, p. 389. — Observations. MM. Boudet, Jolibois, *commissaire du Gouvernement*; Boinvilliers, Le Roy de Saint-Arnaud et Baroche, t. 6, p. 398 à 404. — Interpellation sur le même sujet. — Dépôt par M. Rouland, t. 6, p. 456. — Discussion : MM. Rouland, Chevandier de Valdrôme, *ministre de l'intérieur*, et Michel Chevalier, t. 7, p. 134.

2. — Pétition concernant le traitement des auditeurs au

Conseil d'Etat attachés à des préfectures. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 8, p. 73. — Discussion : MM. Chevandier de Valdrôme, *ministre de l'intérieur*, le comte Boulay de la Meurthe et Baroche, t. 8, p. 74 à 80. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

Préfets et sous-préfets. — Pétition demandant qu'il soit interdit aux préfets et sous-préfets en tournée d'accepter à dîner chez les maires et qu'au contraire ils soient les amphytrions des maires et fonctionnaires des localités qu'ils visitent. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 7, p. 560. — Ordre du jour.

Presse.

1. — Projet de loi relatif au jugement des délits commis par la voie de la presse, t. 6, p. 367. — Incident sur le renvoi dans les bureaux : MM. Baroche, le comte Boulay de la Meurthe, le premier président de Royer et le Président, t. 6, p. 381 à 389. — Exposé des motifs, t. 6, p. 485. — Observations de M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 8, p. 605. — Ajournement du projet de loi, *ibid.*

2. — Projet de loi relatif à l'impôt du timbre sur les écrits périodiques et non périodiques. — Exposé des motifs, t. 7, p. 386. — Texte du projet, t. 7, p. 394.

3. — Projet de loi sur l'interdiction de rendre compte des mouvements et opérations militaires, t. 8, p. 608. — Rapport par M. Duvergier, t. 8, p. 617. — Adoption, t. 8, p. 618.

Presse.

1. — Pétition réclamant une répression énergique contre les abus de la presse. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 4, p. 226. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant la suppression de la taxe du timbre et la réduction à 1 centime du prix de leur transport par la poste. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 307. — Observations de MM. Le Verrier et le rapporteur, p. 309 à 313. — Question préalable.

3. — Pétition demandant qu'on ne soumette pas à la formalité du timbre les écrits économiques qui, se tenant strictement en dehors de toute controverse, de toute appréciation, sont purement historiques ou instructifs. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 276. — Observations de MM. Le Verrier et Michel Chevalier, t. 4, p. 393. — Ajournement, p. 397. — Observations de MM. Hubert-Delisle, Le Roy de Saint-Arnaud, Michel Chevalier et Le Verrier, t. 6, p. 5 à 14. — Nouvel ajournement, p. 14. — Renvoi à la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au timbre des journaux, t. 7, p. 743.

4. — Pétition proposant la création, dans chaque arrondissement, d'un journal dit officiel, organe unique des intérêts politiques, administratifs, financiers et économiques de la localité. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 277. — Ordre du jour.

5. — Pétition demandant qu'il soit pris des mesures pour empêcher désormais les organes de la presse de manquer au respect dû à l'Empereur, à l'Impératrice et au Prince Impérial. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 218. — Renvoi au ministre de l'intérieur et au ministre de la justice.

6. — Pétition demandant que tout journal ayant annoncé une opération financière soit tenu d'insérer immédiatement les rectifications, contre-réclames, contre-annonces qui lui seraient adressées à ce sujet, aux frais et sous la responsabilité de l'auteur de ces documents. — Rapport par M. de Marnas, t. 4, p. 529. — Ordre du jour.

7. — Pétition demandant qu'une disposition pénale atteigne sévèrement tout auteur d'articles portant atteinte à l'honneur et à la considération des citoyens. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 5, p. 119. — Ordre du jour.

8. — Pétition demandant que tout journal qui renferme une attaque contre les religions reconnues par l'État, ou contre leurs ministres, soit obligé, sous peine de suppression, d'insérer la réponse de toute personne blessée dans

ses convictions. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 5, p. 132. — Ordre du jour.

9. — Pétition tendant à faire disparaître les dangers d'une presse trop disposée à publier de fausses nouvelles, ou à poursuivre de ses attaques l'Empereur et la Famille impériale. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 5, p. 166. — Ordre du jour.

Prisons. — Pétition proposant d'employer les détenus dans les prisons à des travaux agricoles. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 2, p. 260. — Ordre du jour.

Procès-verbaux.

1. — Procès-verbal lu à la séance du 8 janvier. — Observations de MM. le baron Dupin et de Marnas sur la discussion relative aux crèches, t. 2, p. 88.

2. — Procès-verbal lu à la séance du 12 janvier. — Incident à l'occasion de la mise à l'ordre du jour d'une interpellation relative à la politique intérieure : MM. de Maupas et le comte de Ségur-d'Aguesseau, t. 2, p. 386 à 390.

3. — Procès-verbal lu à la séance du 22 février. — Observations de M. le comte de Butenval concernant des interruptions qui se sont produites dans la discussion sur le projet de loi relatif à la surtaxe d'octroi de Kerlouan (Finistère), t. 5, p. 92.

4. — Procès-verbal lu à la séance du 25 février. — Observation de M. Baroche concernant son absence lors de la réunion dans les bureaux pour la nomination de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte abrogeant l'article 57 de la Constitution, t. 4, p. 181.

5. — Procès-verbal lu à la séance du 4 mars. — Incident sur la suppression à l'ordre du jour du développement des interpellations de MM. Boinvilliers et le comte de Ségur-d'Aguesseau, sur les derniers troubles de Paris : MM. le baron Brenier, le Président, Boinvilliers et le comte de Ségur-d'Aguesseau, t. 3, p. 260 à 269.

6. — Procès-verbal lu à la séance du 11 mars. — Obser-

vations de MM. le baron Brenier, le Président, le premier président Devienne, Tourangin et Baroche, concernant les travaux de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte abrogeant l'article 57 de la Constitution, t. 4, p. 410 à 420.

7. — Procès-verbal lu à la séance du 20 avril. — Observations de MM. le baron Brenier et Émile Ollivier, *garde des sceaux*, relatives à la discussion de l'article 14 (*état de siège*) du projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 580 à 582.

8. — Procès-verbal lu à la séance du 3 juin. — Observations de MM. le comte de Butenval et le Président sur la question de savoir si le projet de loi sur la presse doit être accompagné d'un exposé des motifs, t. 6, p. 438 à 440.

9. — Procès-verbal lu à la séance du 5 juillet. — Observations de MM. Le Verrier et le Président relatives à l'insertion des listes de scrutin au *Journal officiel*, t. 8, p. 3.

10. — Procès-verbal lu à la séance du 12 juillet. — Observations de M. le comte de Grossolles-Flamarens, à l'occasion de la place donnée à son approbation des paroles de M. le baron Brenier concernant le droit appartenant à l'Empereur de déclarer la guerre, t. 8, p. 187.

11. — Procès-verbal lu à la séance du 11 juillet. — Observations de M. le baron Brenier concernant le retrait de son interpellation relative au conflit avec l'Allemagne, t. 8, p. 433.

Q

QUENTIN-BAUGHART (M.). — Est nommé : secrétaire du 5^e bureau, 1^{re} organisation, t. 5, p. 33 ; — président du 5^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 427 ; — secrétaire du 5^e bureau, 4^e organisation, t. 5, p. 367 ; — secrétaire du 5^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297. — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 671 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-

consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 77; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au jugement des délits de presse, t. 6, p. 575; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la procédure à suivre devant les conseils de préfecture, t. 7, p. 388; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi sur la liberté de l'enseignement supérieur, t. 7, p. 748; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au budget extraordinaire de la ville de Paris, t. 8, p. 729. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 267; t. 3, p. 69½ (*enseignement supérieur*); t. 8, p. 215. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition relative au rétablissement du divorce, t. 2, p. 272, 279; — sur une pétition réclamant la création de citernes communales, t. 2, p. 398; — sur l'urgence d'un projet de loi réduisant à un jour la durée du vote pour toutes les élections, t. 8, p. 770. — *Session extraordinaire*. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner le projet de loi élevant à 1 milliard le chiffre des bons du Trésor, t. 9, p. 52; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant tout officier ministériel appelé sous les drapeaux à se faire suppléer dans son office, t. 9, p. 89; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant la réquisition de toute commande d'armes faite dans nos fabriques, t. 9, p. 237. — Est entendu, à la séance du 4 septembre, sur la conduite à tenir en présence de l'invasion du Corps législatif, t. 9, p. 306

R

RANDON (S. Exc. le maréchal). — Est nommé : vice-président du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 670; — président du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 426; — président du 1^{er} bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la proposition de loi réduisant à 90 000 hommes le contingent de la classe 1869, t. 5, p. 280.

REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (S. Exc. le maréchal comte)

l'un des grands dignitaires du Sénat, vice-président. — M. le Président annonce son décès, t. 3, p. 426.

Règlement du Sénat :

1. — Rapport, par M. Ferdinand Barrot, sur le projet de règlement, t. 1, p. 469. — Projet de règlement, t. 1, p. 497. — Rapports supplémentaires, t. 1, p. 596, 675; t. 2, p. 90. — Discussion : Chap. 1^{er} (Réunion du Sénat; constitution des bureaux). Amendements aux articles 2 et 3 relatifs au nombre des secrétaires: MM. le baron Brenier, le rapporteur, Le Roy de Saint-Arnaud, d'Ariste et le vice-amiral comte Bouët-Willaumez, t. 1, p. 602 à 612. Adoption, p. 613. Sous-amendement relatif aux vice-secrétaires: MM. Lacaze et le baron Dupin, p. 613, 614. Adoption, p. 615. — Chap. 2 (Bureaux et commissions): amendement à l'article 4, fixant le *quorum* des membres pour les délibérations dans les bureaux: MM. le vice-amiral comte Bouët-Willaumez, Le Roy de Saint-Arnaud, le rapporteur, le baron de Heeckeren, Le Verrier et le premier président de Royer, t. 1, p. 616 à 627. Rejet, p. 627. — Amendement à l'article 5 tendant à supprimer le paragraphe qui donne au Président le droit de prendre part aux travaux des commissions: MM. Boinvilliers, Rouland, Tourangin et le premier président de Royer, t. 1, p. 628 à 652. Rejet du paragraphe, p. 653. — Amendement à l'article 10 tendant à donner à un seul membre le droit de demander la nomination d'une commission en séance publique: MM. le baron Brenier, le rapporteur, Lacaze, le premier président Devienne et Le Verrier, t. 1, p. 655 à 667. Renvoi à la commission p. 667. Rapport supplémentaire, p. 675. Observation de M. Le Verrier, p. 679. Adoption de la nouvelle rédaction de l'article 10, p. 680. — Article 12 et 13: ajournement, p. 681. — Articles 14 à 19: adoption, p. 681, 682. — Article 20: ajournement, *ibid.* — Article 21: adoption, p. 683. — Article 22: ajournement, *ibid.* — Article 23: adoption, *ibid.* — Article 24: amendement relatif à l'entrée des étrangers dans la salle des séances: MM. le baron Brenier et le rapporteur, t. 1, p. 684 à 688. Rejet, p. 689. Adoption de l'article, *ibid.* — Articles 25, 26: adoption,

ibid. — Chap. 4 (Règles générales des discussions) : articles 28 à 33 : adoption, p. 689, 690. — Article 34 : M. Lacaze, p. 691. Adoption, *ibid.* — Article 35 : adoption, *ibid.* — Article 36 : ajournement, *ibid.* — Article 37, adoption, p. 692. — Chap. 5 (Projets de lois) : Article 38, adoption, *ibid.* — Article 39 : MM. le baron Brenier, Chaix d'Est-Ange, le rapporteur, Le Roy de Saint-Arnaud et le premier président de Royer, p. 692 à 699. Adoption de l'article modifié, p. 701. — Articles 40 à 43 : adoption, p. 701 à 703. — Article 44 : MM. Barroche, le Président, le marquis de Chasseloup-Laubat et le rapporteur, p. 704 à 707. Adoption du paragraphe 1^{er}, p. 708 : MM. Le Verrier et le Président, p. 708. Adoption de l'article, p. 712. — Chap. 6 (Sénatus-consultes) : Article 45, 47 à 49 : adoption, p. 713. — Article 46 : ajournement, *ibid.* — Chap. 7 (Actes dénoncés comme inconstitutionnels) : Article 50 à 53 : adoption, p. 714, 715. — Chap. 8 (Rapports à l'Empereur) : Article 54 : ajournement, p. 715. Article 55 à 57 : adoption, p. 715-716. — Chap. 9 (Modifications à la Constitution) : article 58 : adoption, p. 716. — Chap. 10 (Interpellations) : article 59 : adoption, p. 718. — Chap. 11 (Propositions émanant des Sénateurs) : article 60 : ajournement, p. 719. — Article 61 à 63 : adoption, p. 720. — Chap. 12 (Pétitions) : article 64 : adoption, p. 721. — Article 65 à 67 : ajournement, p. 722 à 725. — Article 68 : MM. Larabit, de Maupas et le premier président de Royer, p. 726 à 732. Adoption de l'article modifié, p. 732. — Chap. 13 (Forme des votes) : M. Suin, p. 733. — Articles 69, 70 : ajournement, p. 737. — Articles 71, 72 : adoption, *ibid.* — Article 73 : ajournement, p. 738. — Article 74 : adoption, *ibid.* — Chap. 14 (Procès-verbaux, impressions) : articles 75, 76 : adoption, p. 738, 739. — Chap. 15 (Dispositions générales) : articles 77, 78 : adoption, p. 739. — Article 79 : MM. le baron de Heeckeren, le rapporteur et le Président, p. 740. Adoption, p. 741. — Article 80 : MM. le comte de Nieuwerkerke, Chaix d'Est-Ange, le rapporteur et le comte de Butenval, p. 741 à 746. Adoption, p. 746. — Article 81 : adoption, *ibid.* — Chap. 16 (Administration du Sénat) : article 82 à 83 : adoption, *ibid.* — Article 84 : MM. Le Roy de Saint-

Arnaud, Chaix d'Est-Ange, Le Verrier, le rapporteur et le comte Boulay de la Meurthe, p. 747 à 754. Adoption, p. 754. — Articles 85, 86 : adoption, p. 753. — Article 87 : M. Lacaze, p. 756. Adoption, p. 757. — Chap. 17 (Administration financière et comptabilité) : art. 88 : ajournement, *ibid.* — Art. 89 à 92 : adoption, *ibid.* — REPRISE DE LA DISCUSSION : Amendement de M. de Montjoyeux relatif au délai de convocation des commissions : MM. Boudet, de Montjoyeux et le sénateur-secrétaire, t. 2, p. 106, 108. — Adoption de l'un des amendements, p. 109. — Art. 12 : amendement relatif à l'appel nominal : MM. le vice-amiral comte Bonêt-Willamez, le président, Le Roy de Saint-Arnaud, le rapporteur, t. 2, p. 110 à 116 ; rejet, p. 116. Adoption des art. 12 et 13, *ibid.* — Art. 20 : amendement relatif à l'impression des documents : MM. Le Verrier, le sénateur-secrétaire, le président et Béhic, p. 118 à 126 ; retrait, p. 126. Adoption des art. 20 et 22, p. 126, 127. — Art. 36 : amendement relatif à la constatation des votes : MM. le baron Brenier, le premier président de Royer, Larabit et Lacaze, p. 128 à 133 ; retrait, p. 133. Adoption de l'article modifié, *ibid.* — Art. 46 : amendement relatif au nombre des sénateurs nécessaire pour les propositions de sénatus-consultes : MM. le baron Brenier, le rapporteur, Boudet, le premier président de Royer, p. 135 à 149 ; rejet, p. 149. Adoption de l'article, *ibid.* — Art. 54 : MM. le baron Brenier et Le Roy de Saint-Arnaud, p. 151, 152. — Adoption des art. 54, 60, 65, p. 152 à 154. — Art. 66 : amendements relatifs à la procédure pour les rapports de pétitions : MM. le baron Brenier, le général comte de La Ruë, le sénateur-secrétaire et le comte de Butenval, p. 156 à 169 ; rejet, p. 169. Adoption de l'article, *ibid.* — Art. 67 : amendement relatif au dépôt des rapports de pétitions : MM. de Maupas, Le Roy de Saint-Arnaud, Boinvilliers et le comte Boulay de la Meurthe, p. 172 à 184 ; rejet, p. 185. Amendement relatif au vote sur les rapports de pétitions : M. Larabit, p. 185 ; rejet, p. 186. Amendement relatif à l'impression et à la lecture des rapports : M. Le Verrier, p. 187 ; rejet, p. 191. Amendement tendant à accorder le droit de motiver le sens du renvoi d'une pétition : MM. Le Verrier, le sénateur-secré-

taire, Le Roy de Saint-Arnaud et le premier président de Royer, p. 191 à 200; rejet, p. 200. Adoption de l'article, p. 201. — Art. 69 : amendement relatif au *quorum* des membres nécessaire pour valider un vote : MM. Le Roy de Saint-Arnaud et Lacaze, t. 2, p. 206 à 230. Question préjudicielle, p. 230. Adoption de l'article, *ibid.* — Adoption de l'art. 70, p. 231. — Art. 73 : amendement relatif au vote par appel nominal : MM. Tourangin et le rapporteur, p. 232 à 241; rejet, p. 241. Adoption de l'article, *ibid.* — Adoption au scrutin de l'ensemble du règlement, p. 242. — Texte du règlement, p. 283.

2. — Rapport, par M. Ferdinand Barrot, sur un projet de révision du règlement, t. 6, p. 271. — Texte du projet de règlement, p. 288. — Discussion : Adoption des art. 1^{er} à 3, t. 6, p. 301. — Art. 4 : MM. le comte de Ségur-d'Aguesseau, le marquis de Chasseloup-Laubat et Boudet, p. 301. Adoption de l'art. 4 modifié. — Art. 5 : MM. Baroche et le Président, p. 304, 305. — Adoption des art. 5 à 21, p. 305 à 309. — Art. 22 : MM. le comte de Butenval, le premier président de Royer, Lacaze, le marquis de Chasseloup-Laubat, le sénateur-secrétaire, le comte de Ségur-d'Aguesseau, le Président, Baroche, Vuitry, Boudet et Suin, p. 309 à 331. Renvoi à la commission, p. 331. Adoption des art. 23 à 36, p. 332 à 334. — Art. 37 : MM. Boudet, le Président, le sénateur-secrétaire, Lacaze et le premier président de Royer, p. 333. Adoption des art. 37 à 48, p. 337 à 340. — Art. 49 : MM. le baron Brenier, Boinvilliers, le premier président de Royer et le marquis de Chasseloup-Laubat, p. 340 à 342. — Adoption des art. 49 à 52, p. 342, 343. — Art. 53 : MM. Boudet et le premier président de Royer, p. 343 à 347. Adoption de l'art. 53 modifié. — Adoption des art. 54 à 58, p. 348 à 350. — Art. 59 : MM. le comte de Ségur-d'Aguesseau, Lacaze, Boinvilliers et le premier président de Royer, p. 351 à 355. Adoption. — Article additionnel proposé par M. Rouland concernant les questions au Gouvernement : MM. le marquis de Chasseloup-Laubat, le comte de Ségur-d'Aguesseau, Le Roy de Saint-Arnaud, Vuitry et le Président, p. 356 à 363. Retrait, p. 364. — Adoption de l'art. 60, *ibid.* — Nouvelle rédaction de l'art. 22.

Amendement de M. le comte de Butenval relatif au comité secret : MM. le marquis de Chasseloup-Laubat, le comte de Butenval, Vuitry, Lefebvre-Durullé et le Président, t. 6, p. 587 à 607. Rejet de l'amendement et adoption de l'art. 22, p. 607, 608. — Paragraphe additionnel concernant la publication des procès-verbaux des comités secrets : MM. Le Verrier, le marquis de Chasseloup-Laubat, le comte de Ségur-d'Anguesseau, Lacaze, le baron Brenier et le Président, p. 608 à 612. Retrait, p. 612. — Article 61 : amendement de M. le comte de Butenval relatif à la vérification des signatures apposées sur les pétitions : MM. le marquis de Chasseloup-Laubat, le comte de Butenval, le Sénateur-secrétaire et Suin, p. 614 à 622. Rejet, p. 622. Amendement de M. Lefebvre-Durullé sur le même sujet : MM. Le Roy de Saint-Arnaud, Lefebvre-Durullé, Larabit, le Sénateur-secrétaire, le premier président Devienne, le premier président de Royer, Lacaze et le baron Brenier, p. 623 à 639. Rejet, p. 640. Adoption de l'article 61 avec une modification proposée par M. Devienne, *ibid.* — Adoption des articles 62 et 63, p. 641. — Article 64 : nouvelle rédaction de l'article : MM. le marquis de Chasseloup-Laubat et de Maupas, p. 642 à 642. — Adoption, p. 646. — Article 65 : amendement relatif au *quorum* des membres présents pour la validation d'un vote : MM. le premier président de Royer et Le Verrier, p. 647 à 661 : MM. Le Roy de Saint-Arnaud, le comte de Ségur-d'Anguesseau, le premier président de Royer, Lacaze, Boinvilliers, p. 664 à 711. Rejet, p. 711. — Adoption des articles 65 à 68, p. 711, 712. — Article 69 : amendement relatif au vote sur appel nominal : MM. Tourangin, le marquis de Chasseloup-Laubat et Lacaze, p. 712 à 715. Retrait, p. 715. Adoption des articles 69 et 70 modifiés, p. 716. — Adoption des articles 71 à 78, p. 716 à 718. — Article 79 à 88 : amendements de M. le comte de Butenval relatifs à l'administration intérieure du Sénat : MM. le comte de Butenval, Vuitry et Bondet, p. 719 à 737. Rejet de l'amendement et adoption de l'article 79, p. 737. — Article 80 : MM. le comte de Butenval et Vuitry, p. 738 à 740. Adoption, p. 741. — Article 81 : MM. Vuitry et le comte Boulay de la Meurthe, p. 741 à 743. Adoption, p. 743. — Adop-

tion des articles 84 à 85, p. 744 à 747. — Article 86 : M. le baron Brenier, p. 747. — Adoption, p. 748. — Adoption des articles 87 et 88 modifiés, et de l'article 89, p. 748 à 750. — Vote au scrutin sur l'ensemble. — Adoption, p. 751. — Texte du règlement, p. 753.

Remplacement militaire. — Pétition exprimant le vœu que, dans l'intérêt des familles et dans l'intérêt des remplaçants militaires, certaines modifications soient apportées à la loi sur le remplacement. — Rapport par M. Gressier, t. 4, p. 537. — Renvoi au ministre de la guerre.

RENAULT (M. le général baron). — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner les lois d'intérêt local, t. 6, p. 4.

Rentes. — Pétition relative aux facilités à accorder pour le transfert des rentes. — Rapport par M. le marquis de Chasseloup-Laubat, t. 3, p. 359. — Renvoi au ministre des finances.

REVEL (M.) — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33 ; — de la commission du règlement, t. 1, p. 34 ; — de commissions chargées d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 3, p. 428 ; t. 4, p. 368 ; t. 5, p. 195, 237 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi concernant des mesures provisoires pour le budget de la ville de Paris, t. 6, p. 575 ; — de la 7^e commission des pétitions, t. 7, p. 298 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'impôt du timbre sur les journaux, t. 7, p. 565 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1866, t. 8, p. 190. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 452 ; t. 3, p. 289, 305, 681 ; t. 5, p. 108. — Fait des rapports : sur deux projets de lois relatifs à des surtaxes d'octroi, t. 2, p. 9 ; — sur un projet de loi ayant pour objet d'ériger en commune distincte, sous le nom de la Neuville, des portions de territoire distraites des communes de Reims, Saint-Thierry et Betheny (Marne), t. 5, p. 146 ; — sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1866, t. 8, p. 905. — Est

entendu : sur une pétition relative à la législation sur les boissons, t. 3, p. 393; — sur un projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi d'Aix-les-Bains (Savoie), t. 4, p. 20.

RICHEMONT (M. le baron PAUL DE). — Est nommé vice-secrétaire du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 5, p. 194.

RICHEMONT (M. le vicomte DE). — Nommé Sénateur par décret du 16 décembre, t. 7, p. 220. — Prête serment et est admis, t. 7, p. 299.

RIGAULT DE GENOUILLY (S. Exc. l'amiral), *ministre de la marine et des colonies*. — Est entendu : dans un incident sur l'urgence du projet de loi relatif aux encouragements à accorder aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 694, 710; — dans la discussion de ce même projet de loi, t. 8, p. 930. — *Session extraordinaire*. — Communique des nouvelles de la guerre, t. 9, p. 115.

Rivières. — Pétition demandant : 1^o qu'on assimile la Marne aux rivières non navigables, et qu'on se borne à en fixer la largeur à 50, 60 ou 80 mètres; 2^o qu'on détermine l'autorité compétente pour juger les questions de propriété qui s'élèvent sur la limite des fleuves et rivières navigables. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 5, p. 136. — Ordre du jour.

ROUHER (M.), *l'un des grands dignitaires du Sénat, Président*. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte abrogeant l'art. 57 de la Constitution, t. 4, p. 96; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 77; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au jugement des délits de presse, t. 6, p. 575; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, t. 7, p. 747, — d'une commission chargée d'examiner quatre projets de lois organisant les premiers préparatifs de guerre, t. 8, p. 444; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux grandes pé-

ches maritimes, t. 8, p. 649. — Son discours relatif aux pertes éprouvées par le Sénat depuis la dernière session, t. 1, p. 34. — Annonce le décès : de M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 267 ; — de MM. Delangle et le comte de Bourqueney, t. 1, p. 468 ; — de M. le duc de Trévise, t. 1, p. 388 ; — de S. Exc. le maréchal comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, t. 3, p. 426 ; — de S. Em. Mgr le cardinal de Bonald, t. 4, p. 269 ; — de M. le général comte de Goyon, t. 6, p. 70 ; — de M. Adolphe Barrot, t. 7, p. 296 ; — de M. Corta, t. 7, p. 384 ; — de M. Persil, t. 8, p. 188. — Présente à Sa Majesté les vœux du Sénat à l'occasion du 1^{er} janvier, t. 1, p. 384. — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur la politique commerciale, t. 2, p. 548, 558, 657. — Explique le motif qui avait fait retirer de l'ordre du jour des interpellations relatives aux désordres qui ont éclaté à Paris, t. 4, p. 263. — Donne des explications : sur l'état des travaux de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte concernant la nomination des maires, t. 4, p. 411, 418 ; — sur le silence gardé par le Président du Sénat à la séance impériale de réception des votes sur le plébiscite, t. 6, p. 199, 203 ; — sur une question relative à l'interprétation par le Gouvernement de l'article de la Constitution qui donne à l'Empereur le droit de paix et de guerre, t. 8, p. 142 à 156 ; — sur des communications du Gouvernement relatives à la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, t. 8, p. 237 à 267, 430. — Fait un rapport sur quatre projets de lois relatifs aux premières mesures à prendre pour l'organisation de la guerre, t. 8, p. 444. — Est entendu : dans un incident sur l'urgence du projet de loi relatif aux encouragements à accorder aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 692, 703, 718 ; — dans la discussion de ce même projet, t. 8, p. 934, 950 ; — sur l'urgence d'un projet de loi réduisant à un jour la durée du vote pour toutes les élections, t. 8, p. 763 ; — sur le budget de 1871 (*Droits sur les cafés, thés et cacao*s), t. 8, p. 1052. — *Session extraordinaire.* — Ses observations : à l'occasion de la communication du Gouvernement concernant les motifs de la réunion extraordinaire, t. 9, p. 8 ; — sur l'urgence d'une proposition de loi tendant à appeler les sapeurs-pompiers à la défense de la capitale, t. 9, p. 22, 24. — Donne con-

naissance au Sénat d'une communication faite au Corps législatif par le Gouvernement, t. 9, p. 97. — Explique les motifs qui l'ont déterminé à convoquer le Sénat le 23 août, t. 9, p. 120. — Ses observations à la séance du 4 septembre, à l'occasion des diverses propositions présentées au Corps législatif et de l'envahissement de la Chambre, t. 9, p. 299 à 309. — Annonce le décès de : M. le baron Gros, t. 9, p. 245; — de M. le général comte de Flahault, t. 9, p. 269.

ROULAND (M.) — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33; — de la commission du règlement, t. 1, p. 34; — de la commission chargée d'examiner un projet de loi ouvrant un crédit pour les vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial, t. 5, p. 143; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'augmentation du personnel du tribunal civil de la Seine, t. 7, p. 748; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à la mise à la retraite des magistrats, t. 8, p. 4; — de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un ancien ministre, t. 8, p. 5. — Dépose une interpellation concernant le concile œcuménique, t. 1, p. 399. — Est entendu : sur cette interpellation, t. 2, p. 318; — sur le projet de règlement (*Droit du Président de prendre part aux travaux des commissions*), t. 1, p. 636; — sur des pétitions relatives à des modifications à introduire dans notre régime monétaire, t. 1, p. 419; t. 3, p. 45, 231, 248; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 332, 370, 567, 590, 611. — Donne lecture du rapport annuel de la commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, t. 6, p. 254. — Adresse une question concernant le fonds d'abonnement des préfetures, t. 6, p. 389, 403. — Dépose une interpellation sur le même sujet que la question précédente, t. 6, p. 456. — Développe son interpellation, t. 7, p. 136, 140. — Est entendu : sur une pétition réclamant le rétablissement de la contrainte par corps, t. 6, p. 431; — sur une pétition relative au traitement des auditeurs au Conseil d'Etat attachés à des préfetures, t. 8, p. 75. — *Session extraordinaire*. — Est entendu : sur l'urgence d'une propo-

sition de loi ayant pour objet d'appeler la gendarmerie et les sapeurs-pompiers à la défense de la capitale, t. 9, p. 21; — sur une question relative à la situation de la Banque de France en petites coupures et en monnaie divisionnaire, t. 9, p. 124, 132, 137; — sur une question relative au taux du change des billets, t. 9, p. 140; — sur le projet de loi relatif aux marchandises déposées dans les magasins généraux, t. 9, p. 176.

Routes.

1. — Pétition demandant qu'à l'avenir la sous répartition des fonds affectés dans chaque département aux travaux d'entretien et de réparations ordinaires sur les routes impériales, soit exclusivement attribuée aux conseils généraux. — Rapport par M. de Goullhot de Saint-Germain, t. 1, p. 204. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant: 1° que les frais de confection et d'entretien des routes impériales et départementales soient supportés par toutes les communes qu'elles desservent, en proportion de l'intérêt que chacune d'elles en retire; 2° que les sommes affectées précédemment à ces frais soient distribuées aux communes, afin de subvenir aux dépenses nécessitées par leurs chemins vicinaux. — Rapport par M. de Mentque, t. 1, p. 432. — Ordre du jour.

ROYER (M. le premier président de, *l'un des grands dignitaires du Sénat, vice-président.* — Est nommé vice-président du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 427; — vice-président du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 367; — président du 2^e bureau, 5^e organisation, t. 5, p. 494; — secrétaire du 4^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297. — Est nommé membre: de la commission du règlement, t. 1, p. 34; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne, t. 3, p. 428; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte abrogeant l'article 57 de la Constitution, t. 4, p. 36; — de la 6^e commission des pétitions, t. 6, p. 3; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à la retraite des magistrats, t. 7, p. 4;

—de la commission chargée d'examiner une proposition de loi sur la liberté de l'enseignement supérieur, t. 7, p. 748; — d'une commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 8, p. 556. — Annonce, comme président, le décès de M. le comte Le Marois, t. 5, p. 142. — Est entendu sur le projet de règlement : amendement fixant le *quorum* des membres nécessaire pour les délibérations des bureaux, t. 1, p. 623, 625; amendement relatif au droit du Président de prendre part aux travaux des commissions, t. 1, p. 647; amendement relatif au *quorum* des membres nécessaire pour demander le renvoi d'une loi d'intérêt local à une commission spéciale, t. 1, p. 697; art. 68 (*pétitions demandant des modifications à la Constitution*), t. 1, p. 730; art. 38, amendement relatif à la constatation des votes, t. 2, p. 130; art. 46 (*procédure pour la proposition des sénatus-consultes*), t. 2, p. 145; amendement relatif au renvoi motivé, t. 2, p. 198. — Est entendu : sur des pétitions relatives à des modifications à introduire dans notre système monétaire, t. 3, p. 317; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 292, 330, 488; — dans un incident sur le renvoi aux bureaux du projet de loi relatif au jugement des délits de presse, t. 6, p. 384; — sur une pétition portant une signature apocryphe, t. 6, p. 411; — sur le projet de révision du règlement : art. 22, t. 6, p. 510, 513; art. 37, p. 535; art. 49, p. 541; art. 53, p. 544; art. 59, p. 552; amendement relatif à la légalisation des signatures apposées sur les pétitions, t. 6, p. 633; amendement relatif au *quorum* des membres nécessaire pour valider un vote, t. 6, p. 647, 701; — sur l'urgence du projet de loi relatif aux encouragements à accorder aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 728. — *Session extraordinaire*. — Est nommé président du 4^e bureau, t. 9, p. 16. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au cours légal des billets de banque, t. 9, p. 53. — Lit une lettre du conseil municipal de Châlons concernant l'occupation de cette ville par les Prussiens, et est entendu dans un incident à cette occasion, t. 9, p. 217, 221, 223

SAINT-PAUL (M. DE). — Nommé Sénateur par décret du 28 décembre 1869. — Prête serment et est admis, t. 2, p. 13. — Est nommé secrétaire du 4^e bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 3; — secrétaire du 2^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297. — Est nommé : membre : de la commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 3, p. 428; t. 7, p. 298; t. 8, p. 395; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte abrogeant l'article 57 de la Constitution, t. 4, p. 95; — de la 5^e commission des pétitions, t. 5, p. 195; — de la commission chargée d'examiner la proposition de loi relative à la présidence des conseils de préfecture, t. 6, p. 576; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'interdiction de rendre compte des opérations et mouvements militaires, t. 8, p. 612. — Fait des rapports de pétitions, t. 6, p. 353, 434. — Fait des rapports sur des projets de loi d'intérêt local, t. 7, p. 498, 500, 501; t. 8, p. 205, 308. — Est entendu : sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 648; — sur une pétition dénonçant un conseiller de préfecture qui tiendrait un cabinet d'affaires, t. 6, p. 105. — *Session extraordinaire.* — Dépose une proposition de loi ayant pour objet d'appeler la gendarmerie et les sapeurs-pompiers à la défense de la capitale, t. 9, p. 16.

SALIGNAC-FÉNELON (M. le comte DE). — Est nommé : secrétaire du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 671; — secrétaire du 3^e bureau, 5^e organisation, t. 5, p. 174; — vice-secrétaire du 2^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner des projets de lois d'intérêt local, t. 5, p. 195; — de la 6^e commission des pétitions, t. 6, p. 3; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 649; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au partage des terres vaines et vagues de la Bretagne, t. 8, p. 970. —

Fait des rapports de pétitions, t. 7, p. 544. — Est entendu, à la séance du 4 septembre, sur la conduite à tenir en présence de l'invasion du Corps législatif, t. 9, p. 304.

Sapeurs-Pompiers. — Proposition de loi ayant pour objet d'appeler la gendarmerie et les sapeurs-pompiers à la défense de la capitale. — Dépôt par M. de Saint-Paul, t. 9, p. 16. — Incident sur l'urgence : MM. Larabit, le duc de La Force, Rouland, le Président, Gressier, de Saint-Paul et le comte Monier de La Sizeranne, p. 19 à 26. — Rejet de l'urgence, p. 26.

SARTIGES (M. le comte DE). — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33; — de la 7^e commission des pétitions, t. 7, p. 298. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 153, 254; t. 5, p. 230; t. 7, p. 421. — Est entendu sur une pétition relative à l'octroi de mer aux colonies, t. 7, p. 226.

Secrétaires du Sénat pour la session de 1870. — Leur élection, t. 1, p. 24. — Sont élus : MM. le vice-amiral comte Bouët-Willamez et Béhic. — Élection complémentaire, t. 3, p. 2. — Est élu M. le comte de Nieuwerkerke.

SECRIS (M.), *ministre de l'instruction publique, puis ministre des finances.* — Est entendu : sur une interpellation relative à l'administration de l'Observatoire, t. 3, p. 519, 566; — sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 4, p. 253; — dans un incident relatif au silence gardé par le Président du Sénat à la séance impériale de réception des votes sur le plébiscite, t. 6, p. 201; — sur le projet de budget de 1874, t. 8, p. 1033, 1042, 1059.

SÉCUR-D'AGUESSEAU (M. le comte DE). — Écrit au Président pour s'excuser de ne pouvoir assister à la discussion des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 4, p. 182. — Réclame contre une erreur commise par le *Journal officiel* dans la réponse de l'Empereur au Corps législatif à la réception du 1^{er} janvier, t. 2, p. 3, 316. — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour de diverses in-

terpellations, t. 2, p. 7 ; — sur une interpellation relative au concile œcuménique, t. 2, p. 350. — Dépose une interpellation relative à l'état déplorable du pays par la violation de la Constitution et des lois, t. 2, p. 354. — Est entendu sur la mise à l'ordre du jour de son interpellation, p. 355, 388. — Retire son interpellation, t. 2, p. 390. — Est entendu sur une interpellation relative à la politique intérieure, t. 2, p. 693, 709, 713. — Dépose une interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre un terme aux scènes de désordre qui troublent Paris, t. 3, p. 730. — Explique les motifs qui le font renoncer à son interpellation, t. 4, p. 266. — Est entendu : sur une plainte formée par M. Mirès contre M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 428, 433, 437 ; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 298, 359, 376, 463, 498, 642, 644 ; — dans un incident concernant le silence gardé par le Président à la séance impériale de recensement des votes sur le plébiscite, t. 6, p. 197, 202. — Demande que les propositions d'initiative parlementaire votées par le Corps législatif soient transmises au Sénat accompagnées de tous les documents les concernant, t. 6, p. 453, 455. — Est entendu : sur le projet de révision du règlement : art. 4, t. 6, p. 501 ; art. 22 (*comité secret*), p. 515, 609 ; art. 59, p. 551 ; amendement relatif à la réglementation des questions, t. 6, p. 558, 562 ; amendement relatif au *quorum* des membres nécessaire pour valider un vote, t. 6, p. 680 ; — sur le projet de loi abrogeant le décret de 1851 et remettant en vigueur l'article 44 du Code pénal, t. 8, p. 330, 343, 350. — Est nommé membre de la 8^e commission des pétitions, t. 8, p. 395. — Est entendu, à la séance du 4 septembre, sur la conduite à tenir en présence de l'envahissement du Corps législatif, t. 9, p. 301, 302, 304, 305.

Sels.

1. — Pétition tendant à obtenir la suppression de formalités et de conditions gênantes apportées à la livraison des sels destinés aux exploitations agricoles. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 413. — Ordre du jour.

2. — Pétitions demandant l'abolition de l'impôt du sel. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 734. — Discussion : MM. L'Hôpital, *commissaire du Gouvernement*, le rapporteur, le premier vice-président Boudet, Hubert-Delisle et de Mentque, p. 738 à 777. — Question préalable.

3. — Pétitions concernant les reprises pour déchet accordées aux salines de l'Ouest. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 777. — Renvoi aux ministres des finances, de l'agriculture et du commerce.

4. — Pétition réclamant le droit de prendre en franchise l'eau de mer employée comme engrais. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 778. — Observations de MM. Manceaux, *commissaire du Gouvernement*, et le vice-amiral comte Bouët-Willamez, p. 779 à 781. — Renvoi au ministre des finances et au ministre de l'agriculture et du commerce.

5. — Pétition demandant, dans l'intérêt particulier des habitants de l'île Dieu, la suppression du droit de consommation du sel. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 4, p. 300. — Ordre du jour.

6. — Pétition appelant l'attention du Sénat sur la situation de l'industrie des salines de l'Ouest. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 340. — Observations de MM. L'Hôpital, *commissaire du Gouvernement*, et le Président, p. 341. — Renvoi au ministre des finances et au ministre de l'agriculture et du commerce.

Sénatus-consultes.

1. — Projet de sénatus-consulte abrogeant l'article 37 de la Constitution. — Présentation par M. Chevandier de Valdrôme, *ministre de l'intérieur*, t. 4, p. 2. — Exposé des motifs, p. 3. — Incident sur la question de savoir où en est le travail de la commission : MM. le baron Brenier, le premier président Devienne, Tourangin, Baroche et le Président, t. 4, p. 410 à 420. — Lettre de M. Émile Ollivier, *garde des sceaux*, concernant cet incident, t. 4, p. 578.

2. — Projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire. — Présentation par M. Émile Ollivier, *garde des sceaux*, t. 3, p. 43. — Exposé des motifs, p. 44. — Texte du projet, p. 56. — Rapport par M. le premier président Devienne, t. 3, p. 243. — Incident sur l'ouverture de la discussion : MM. le comte de Butenval, le Président, le vicomte de La Guéronnière, le baron Dupin, le premier président de Royer et le comte de Ségur-d'Aguesseau, t. 5, p. 288 à 299. — *Première délibération*. — Discussion générale : M. le baron Dupin, p. 300. — Discussion des articles : art. 12 : MM. le baron Brenier, Émile Ollivier, *garde des sceaux*, le comte Monier de La Sizeranne, le premier président de Royer, le comte de Ségur-d'Aguesseau et Béhic, p. 326 à 331. Adoption. — Art. 14 : Observations de M. Rouland, p. 332. — Adoption, *ibid.* — Art. 15. MM. le président Bonjean, Gressier, le premier président Devienne, *rapporteur*, Lacaze, Baroche et Suin, p. 334 à 347. Adoption, p. 347. — Art. 19 : M. Lacaze, p. 348. Adoption, p. 349. — Art. 24 : MM. le général comte de La Ruë, Béhic, le vicomte de La Guéronnière, le rapporteur et le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 353 à 361. Adoption, p. 361. — Art. 27 : MM. le président Bonjean et le rapporteur, p. 361 à 363. Adoption, *ibid.* — Art. 28 : MM. Le Verrier et le rapporteur, p. 366, 367. Adoption, p. 367. — Art. 31 : MM. le baron Brenier, le président Bonjean, Rouland et le rapporteur, p. 368 à 374. Adoption, p. 374. — Art. 43 : MM. le comte de Ségur-d'Aguesseau, Lacaze et le rapporteur, p. 376. Adoption, p. 377. — Art. 44 : M. le baron Brenier, p. 378. Adoption, p. 379. — Art. 46 : MM. le baron Brenier et le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 379. Adoption, p. 381. — Adoption du projet de sénatus-consulte, *ibid.* — Rapport supplémentaire par M. le premier président Devienne, t. 3, p. 391. — *Deuxième délibération*. — Discussion générale : MM. le comte de Butenval, Hubert-Delisle, le vicomte de La Guéronnière, Le Roy de Saint-Arnaud, le duc de Persigny, le comte de Ségur-d'Aguesseau et le comte Monier de La Sizeranne, t. 3, p. 403 à 479. — Discussion des articles. — Art. 1^{er}, 2, 3 et 4. Adoption, p. 486, 487. — Art. 5 : Amendement tendant à substituer les mots *Chambre des députés* aux mots *Corps législatif* : Observations de

M. le premier président de Royer, p. 488. Retrait, p. 495. Adoption des art. 5 à 9, p. 495 à 497. — Amendement de M. le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 497. Rejet, p. 499. — Art. 10 et 11 : Adoption, *ibid.* — Art. 12 : M. le baron Brenier, p. 500. Adoption, p. 503. — Art. 13. Adoption, *ibid.* — Art. 14 : Amendement relatif à la nomination des maires et des adjoints : MM. le comte de Butenval, Émile Ollivier, *garde des sceaux*, et Le Roy de Saint-Arnaud, p. 503 à 529. Rejet par 98 voix contre 24, p. 530. — Amendement relatif au droit pour l'Empereur de déclarer l'état de siège dans un ou plusieurs départements : MM. le baron Brenier et le rapporteur, p. 532 à 534; retrait, p. 534. — Art. 14 à 17. Adoption, p. 534, 535. — Art. 18 : MM. Hubert-Delisle, Émile Ollivier, *garde des sceaux*, et le rapporteur, p. 535 à 543. — Art. 18 à 23 : Adoption, p. 544. — Art. 24 : MM. Le Verrier, le rapporteur, le comte Boulay de la Meurthe, Baroche et Rouland, p. 546 à 575. Rejet d'un paragraphe, par 63 voix contre 47, p. 575; liste des votants, p. 576. Adoption de l'article avec la suppression d'un paragraphe, p. 578. — Art. 25 et 26. Adoption, p. 583. — Art. 27 : Amendement relatif à la nomination des dignitaires du Sénat : MM. le marquis de La Grange et le rapporteur, p. 584 à 590; rejet, p. 590. — Autres amendements sur le même sujet : MM. Rouland, le rapporteur, Le Roy de Saint-Arnaud, le comte de Béarn, de Goulbot de Saint-Germain et Le Verrier, p. 590 à 623. Adoption de l'amendement portant que le Président et les vice-présidents du Sénat sont nommés pour un an, p. 624. Adoption de l'article amendé, p. 626. — Art. 28. Adoption, *ibid.* — Art. 29. Observation de M. le rapporteur, *ibid.* Adoption de l'article modifié, p. 627. — Art. 30 : MM. Le Roy de Saint-Arnaud et le rapporteur, p. 628 à 631. Adoption, p. 631. — Observations de MM. le baron Brenier et le Garde des sceaux sur la suppression de l'article 28 du projet du Gouvernement, p. 631 à 634. Art 31 à 34. Adoption, p. 635. — Art. 35 : M. le baron Brenier, *ibid.* Adoption des articles 35 à 43, p. 638, 639. — Art. 44. Observations de MM. de Chabrier et le rapporteur, p. 640, 641. Adoption, p. 641. — Art. 45 : MM. le comte de Ségur-d'Aguesseau, le rapporteur, le Garde des sceaux et de Saint-Paul, p. 642

à 636. Adoption de l'article modifié, p. 636. — Vote au scrutin sur l'ensemble du projet de sénatus-consulte : Adoption à l'unanimité de la nouvelle Constitution, p. 638; liste des votants, *ibid.* — Texte du sénatus-consulte adopté, p. 661

Serment. — Prestation de Serment par MM. les Sénateurs nouvellement nommés, t. 1, p. 11, 596; t. 3, p. 41; t. 7, p. 299; t. 8, p. 141.

SILVESTRE DE SACY (M.). — Est élu vice-secrétaire, t. 3, p. 4. — Est nommé vice-secrétaire du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 671. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à la retraite des magistrats, t. 7, p. 4; — de la 7^e commission des pétitions, t. 7, p. 298; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi sur la liberté de l'enseignement supérieur, t. 7, p. 748; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à la mise à la retraite des magistrats, t. 8, p. 4; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'interdiction de rendre compte des mouvements et opérations militaires, t. 8, p. 612. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 226, 378, 383; t. 2, p. 260. — Est entendu : sur une pétition relative à la publication des documents archéologiques de feu Nestor L'hôte, t. 1, p. 42 à 45; — sur une pétition concernant le casuel du clergé et l'abolition du cumul, t. 1, p. 381; — sur l'ajournement d'une pétition réclamant l'abrogation de la Constitution de l'an VIII, t. 1, p. 396, 397.

Sociétés. — Pétition demandant que la loi du 17 juillet 1866 sur les sociétés commerciales en commandite par actions soit déclarée applicable aux sociétés civiles, dont le capital serait également divisé en actions. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 8, p. 209. — Renvoi au ministre des travaux publics.

Sociétés de secours mutuels. — Pétition relative à l'organisation de ces sociétés. — Rapport par M. le vice-ami-

Mal comte Bouët-Willamez, t. 8, p. 247. — Ordre du jour.

Successions.

1. — Pétition demandant que tout héritier en ligne directe ne payant pas plus de 10 fr. d'impôts, soit affranchi des droits de mutation pour les successions ouvertes à son profit dont la valeur n'excéderait pas 5000 fr. — Rapport par M. le comte de Casabianca, t. 3, p. 739. — Ordre du jour.

2. — Pétition relative aux droits de mutation sur les successions. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 596. — Renvoi au ministre des finances.

SUIN (M.). — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 674 ; — de commissions chargées d'examiner les lois d'intérêt local, t. 2, p. 460 ; t. 3, p. 428 ; t. 5, p. 196 ; t. 6, p. 4 ; — de la commission chargée d'examiner les projets de lois abrogeant les lois de sûreté générale, t. 5, p. 77 ; — d'une commission chargée d'examiner un projet de loi ouvrant un crédit pour l'instruction primaire, t. 5, p. 384 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au jugement des délits de presse, t. 6, p. 575 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à la retraite des magistrats, t. 7, p. 4 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi augmentant le personnel du tribunal de la Seine, t. 7, p. 748 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à la mise à la retraite des magistrats, t. 8, p. 4 ; — de la 8^e commission des pétitions, t. 8, p. 395 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au partage des terres vaines et vagues de la Bretagne, t. 8, p. 970. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 49, 64, 286, 565 ; t. 4, p. 80, 167, 320, 351, 547 ; t. 5, p. 2. — Fait des rapports : sur le projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre l'État et Mlle de Bourbon-Busset, t. 4, p. 272 ; — sur la prise en considération d'une proposition de loi concernant la mise à la retraite des magistrats, t. 7, p. 673 ; — sur le projet de loi relatif au partage des terres

vaines et vagues de la Bretagne, t. 8, p. 1026. — Est entendu sur le projet de règlement, chap. 3 (*Forme des votes*), t. 2, p. 332 — sur une interpellation relative au concile oecuménique, t. 2, p. 353; — sur le projet de sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire, t. 5, p. 344, 346; — sur le projet de révision du règlement, art. 22 (*Comité secret*); t. 6, p. 531; amendement relatif à la vérification des signatures apposées sur les pétitions, t. 6, p. 622; — sur le projet de loi abrogeant le décret de 1851 et remettant en vigueur l'article 44 du Code pénal relatif à la surveillance, t. 8, p. 343, 386; — sur l'urgence d'un projet de loi concernant le partage des terres vaines et vagues de la Bretagne, t. 8, p. 970. — *Session extraordinaire*. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au cours légal des billets de banque, t. 9, p. 53; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant tout officier ministériel appelé sous les drapeaux à se faire suppléer dans son office, t. 9, p. 89; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant la réquisition de toute commande d'armes faite dans nos fabriques, t. 9, p. 237. — Est entendu dans un incident relatif à la reprise du service des pétitions, t. 9, p. 235.

Sûreté générale.

1. — Proposition de loi portant abrogation de la loi du 9 juillet 1852, relative à des mesures de sûreté générale, t. 5, p. 41. — Rapport par M. de Marnas, t. 8, p. 20, 29. — Ajournement, t. 8, p. 553.

2. — Projet de loi portant abrogation de la loi du 27 avril 1858, dite de *sûreté générale*, t. 5, p. 79. — Rapport par M. de Marnas, t. 8, p. 20, 26. — Observations de MM. Barroche et Philis, *commissaire du Gouvernement*, t. 8, p. 350 à 352. — Ajournement, p. 532.

3. — Projet de loi portant abrogation du décret du 8 décembre 1851, et remise en vigueur de l'article 44 du Code pénal — Exposé des motifs, t. 7, p. 393. — Texte du projet, p. 401. — Rapport par M. de Marnas, t. 8, p. 20, 24. — Discussion générale : MM. le comte de Ségur-d'Agues-

seau, le rapporteur et Suin, t. 8, p. 330 à 338. — Article 1^{er} : MM. Baroche, Philis, *commissaire du Gouvernement*, le rapporteur, Le Roy de Saint-Arnaud et Suin, p. 338 à 390. — Prise en considération d'un amendement, p. 390. — Rapport supplémentaire, t. 8, p. 545. — Ajournement, t. 8, p. 549.

Système métrique. — Pétition demandant qu'il soit pris des mesures pour vulgariser le système métrique, de manière à ce qu'il soit seul employé dans toute la France. — Rapport par M. Michel Chevalier, t. 8, p. 239. — Ordre du jour.

T

TALLEYRAND-PÉRIGORD (M. le baron DE). — Nommé Sénateur par décret du 2 octobre 1869. — Prête serment à la séance d'ouverture, t. 1, p. 11. — Est admis, t. 1, p. 23. — Est nommé vice-secrétaire du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 33. — Est nommé membre de la 5^e commission des pétitions, t. 5, p. 193. — *Session extraordinaire.* — Est nommé secrétaire du 4^e bureau, t. 9, p. 16.

TARENTE (M. MACDONALD, duc DE). — Est nommé : secrétaire du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 671 ; — secrétaire du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 427 ; — secrétaire du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 367 ; — secrétaire du 5^e bureau, 5^e organisation, t. 5, p. 193 ; — secrétaire du 3^e bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 3 ; — vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297 ; — secrétaire du 5^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 393. — Est nommé membre : de la 3^e commission des pétitions, t. 3, p. 427 ; — de commissions chargées d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 5, p. 196 ; t. 7, p. 293 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux chemins de fer de la Vendée, t. 7, p. 3 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à la création dans les cantons ruraux d'un service de médecine gratuit, t. 7, p. 566 ; — de la commission chargée

d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un ancien ministre, t. 8, p. 5. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 664. — Fait des rapports sur les projets de lois d'intérêt local, t. 7, p. 421, 662. — *Session extraordinaire*. — Est nommé vice-secrétaire du 2^e bureau, t. 9, p. 15.

Temple (Marché du). — Pétition réclamant contre le taux de location des places dans ce marché. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 609. — Ordre du jour.

Théâtre. — Pétition se plaignant que le Théâtre-Français et le théâtre de l'Odéon n'offrent pas aux auteurs dramatiques d'assez fréquentes occasions de produire leurs œuvres devant le public. — Rapport par M. Larrabure, t. 4, p. 505. — Ajournement, p. 512. — Observations de M. Larabit, t. 4, p. 585. — Ordre du jour.

THIERRY (M. AMÉDÉE). — Est nommé membre : de la 5^e commission des pétitions, t. 5, p. 195 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au jugement des délits de presse, t. 6, p. 575 ; — de la 8^e commission des pétitions, t. 8, p. 393. — Fait des rapports de pétitions, t. 7, p. 153, 284.

THIAY (M. le général). — Est nommé : vice-président du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 4, p. 670 ; — vice-président du 5^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner un projet de loi ouvrant un crédit pour les vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial, t. 5, p. 142. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 255. — *Session extraordinaire*. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'organisation de la garde nationale, t. 9, p. 42.

Toulon (Ville de).

1. — Pétition demandant un adoucissement dans la perception de l'impôt direct pour les quartiers *extra-muros* de la ville. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 1, p. 161. — Discussion : MM. Le Verrier,

le Rapporteur, le maréchal Vaillant, le baron Dupin et Boudet, p. 163 à 175.—Ordre du jour.

2. — Pétition portant plainte contre les dommages que cause à certaines propriétés le tir à la cible établi pour les exercices des troupes de la garnison de Toulon.—Rapport par M. le général Daumas, t. 1, p. 436. — Discussion : MM. Manceaux, *commissaire du Gouvernement*, le général Daumas, *rapporteur*, Le Verrier, le comte Boulay de la Meurthe et Lefebvre-Duruflé, p. 437 à 442. — Ordre du jour.

TOURANGIN (M.).— Est nommé : vice-président du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32 ; — président du 4^e bureau, 5^e organisation, t. 5, p. 174 ; — président du 5^e bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 3. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 2, p. 460 ; t. 6, p. 4 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi concernant les chemins vicinaux, t. 7, p. 3 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au budget extraordinaire de la ville de Paris, t. 8, p. 729 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi modifiant l'article 4 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, relatif aux travaux publics, t. 8, p. 969. — Est entendu sur le projet de règlement (*Droit du Président de prendre part aux travaux des commissions*), t. 1, p. 645 ; amendement relatif au vote par appel nominal, t. 2, p. 232 à 239 ; — sur une pétition relative aux élections pour les chambres de commerce, t. 2, p. 404, 717 ; — dans un incident concernant l'état des travaux de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte relatif à la nomination des maires, t. 4, p. 413 ; — sur une pétition dénonçant un conseiller de préfecture qui tiendrait un cabinet d'affaires, t. 6, p. 104, 412 ; — sur le projet de révision du règlement, amendement relatif au vote par appel nominal, t. 6, p. 712 ; — sur une pétition réclamant contre l'imputation à une section de commune des frais d'un procès perdu par la commune, t. 7, p. 274 ; — dans un incident sur l'urgence du projet de loi relatif aux encouragements à accorder aux grandes pêches maritimes, t. 8,

p. 699; — sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité pour les travaux publics, t. 8, p. 1023. — *Session extraordinaire*. — Est nommé vice-président du 1^{er} bureau, t. 9, p. 13.

Traité de commerce. — Pétitions concernant : les unes, la dénonciation, d'autres le maintien ou la modification des traités de commerce. — Rapport par M. Béhic, t. 5, p. 27. — Observations de MM. Hubert-Delisle, le rapporteur et Larrabure, p. 32 à 36. — Ajournement, p. 36. — Discussion : MM. Hubert-Delisle, le rapporteur, Le Roy de Saint-Arnaud, Michel Chevalier, Boinvilliers et Larrabure, t. 5, p. 89. — Dépôt au bureau des renseignements.

Travaux publics. — Projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 4 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, en vertu duquel les travaux publics pouvaient être entrepris sans qu'il fût nécessaire de recourir à une loi. — Exposé des motifs, t. 8, p. 777 ; texte du projet, t. 8, p. 793. — Incident sur l'urgence : MM. Plichon, *ministre des travaux publics*, et Baroche, p. 841 à 845. — Déclaration d'urgence, p. 845. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 8, p. 991. — Discussion générale : MM. Baroche, Plichon, *ministre des travaux publics*, Le Verrier et Tourangin, p. 994 à 1023. Art. 1^{er} : M. le Verrier, p. 1024. — Adoption des art. 1^{er} et 2, p. 1024, 1025. — Adoption de l'ensemble par 65 voix contre 11, p. 1025 ; liste des votants, *ibid.*

Travaux publics. — Pétition demandant qu'on autorise les entrepreneurs de travaux d'utilité publique à ne pas payer le prix des terrains dont ils ont besoin, en argent, mais simplement en valeurs fiduciaires. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 3, p. 680. — Ordre du jour.

TRÉHOUBART (S. Exc. l'amiral). — Est nommé : vice-président du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 426 ; — vice-président du 4^e bureau, 5^e organisation, t. 5, p. 194 ; — vice-président du 5^e bureau, session extraordinaire, t. 9, p. 16.

Faisvic (M. le duc de). — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 588.

Tribunal civil de la Seine. — Projet de loi portant augmentation du personnel du tribunal civil de première instance de la Seine et abrogation des articles 64 et 103 du décret du 30 mars 1808, relatifs aux attributions de l'assemblée générale de ce tribunal. — Exposé des motifs, t. 7, p. 625. — Texte du projet, p. 644. — Rapport par M. Chaix d'Est-Ange, t. 8, p. 574. — Adoption, t. 8, p. 904.

Tribunal de commerce.

1. — Pétition réclamant la création dans le département de la Seine de nouveaux tribunaux de commerce. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 458. — Ordre du jour.

2. — Pétitions concernant diverses modifications à introduire dans l'organisation des tribunaux de commerce. — Rapport par M. de Marnas, t. 4, p. 108. — Observations de M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 122. — Ajournement, *ibid.* — Discussion : MM. Chaix d'Est-Ange, Le Roy de Saint-Arnaud, le baron Ernest Leroy, le rapporteur, Baroche, Michel Chevalier et de Mentque, t. 4, p. 368 à 390. — Ordre du jour sur l'ensemble des pétitions; renvoi au ministre de la justice de la partie des pétitions relatives au mode d'élection des tribunaux de commerce.

Trottoirs. — Pétition demandant une loi qui déterminerait un délai au-delà duquel la ville de Paris serait dispensée de toute participation dans la construction des trottoirs, et pourrait contraindre les propriétaires à exécuter immédiatement ces travaux à leurs frais. — Rapport par M. Lefebvre-Durafflé, t. 1, p. 360. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

Trouville (ville de). — Pétition réclamant l'érection de Trouville en chef-lieu de canton. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 410. — Renvoi aux ministres de l'intérieur et de la justice.

Tunis.

1. — Pétition de porteurs de titres des emprunts tunisiens, membres d'un comité nommé par les obligataires réunis en assemblée générale, demandant : 1° qu'une enquête soit ouverte sur les questions soulevées par les opérations de ces emprunts ; 2° que les mesures à prendre soient soumises à l'assentiment préalable des intéressés. — Rapport par M. le comte de Sartiges, t. 5, p. 232. — Ordre du jour.

2. — Pétition réclamant une indemnité du Gouvernement de Tunis pour pillage d'une propriété. — Rapport par M. le général Daumas, t. 5, p. 742. — Renvoi au ministre des affaires étrangères.

V

VAILLANT (S. Ex. le maréchal). — Est nommé : président du 1^{er} bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 670 ; — président du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 427 ; — président du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 336 ; — président du 4^{er} bureau, 5^e organisation, t. 5, p. 194 ; — président du 4^e bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 3 ; — vice-président du 2^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 297 ; — président du 4^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au chemin de fer de Bresuire à Poitiers, t. 8, p. 4. — Est entendu : sur une pétition relative à la perception des impôts dans les faubourgs de Toulon, t. 1, p. 168 à 171 ; — sur une pétition réclamant des facilités pour l'étude des œuvres d'art réunis dans nos musées, t. 2, p. 418. — *Session extraordinaire.* — Est nommé président du 2^e bureau, t. 9, p. 13. — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner un projet de loi relatif à l'augmentation des forces militaires de la France, t. 9, p. 34.

Valeurs industrielles.

1. — Pétition demandant qu'on interdise les plus values

des valeurs industrielles, et qu'on supprime les emprunts accompagnés de lots distribués par la voie d'un tirage au sort. — Rapport par M. Michel Chevalier, t. 7, p. 726. — Ordre du jour.

2. — Pétition signalant les effets désastreux des appels aux capitaux français faits dans les journaux par les sociétés financières et industrielles étrangères. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 8, p. 241. — Ordre du jour.

Venezuela. — Pétitions relatives à la répartition des sommes allouées par le Venezuela pour indemnités à divers résidents français. — Rapport par M. le duc de Montebello, t. 3, p. 337. — Discussion : MM. Lacaze, Migneret, *commissaire du Gouvernement*, et le rapporteur, t. 3, p. 429 à 487. — Ordre du jour.

Vérification de la constitutionnalité de décrets nommant de nouveaux Sénateurs. — Commissions désignées par le sort, t. 1, p. 22, 594; t. 2, p. 2; t. 7, p. 220; t. 8, p. 5; t. 9, p. 107. — Rapports de ces commissions, t. 1, p. 23, 593; t. 2, p. 12; t. 7, p. 230; t. 8, p. 72; t. 9, p. 110.

VERNIER (M.), conseiller d'État, commissaire du Gouvernement. — Est entendu : sur une pétition relative au chemin de fer de Moulins à Chagny, t. 2, p. 85; — sur une pétition réclamant l'intervention du Sénat pour faire exécuter des travaux d'assainissement le long de la voie ferrée à Tarascon, t. 3, p. 372, 378; — sur une pétition relative aux modifications apportées au tracé du chemin de fer de Montpellier à Rodez, t. 5, p. 710; t. 8, p. 66; — sur le projet de loi relatif au transport des marchandises dangereuses, t. 6, p. 469.

VICENCE (M. le duc de). — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 281.

Vice-secrétaires du Sénat pour la session de 1869. — Leur élection, t. 1, p. 23. — Sont élus : MM. le général Vinoy et le comte de Nieuwerkerke. — Election complémentaire, t. 3, p. 3, 4. — Sont élus : MML. Silvestre de Sacy et Gressier.

VINOY (M. le général). — Est élu vice-secrétaire, t. 1, p. 25. — Est nommé vice-secrétaire du 2^e bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 2. — Est nommé membre : de la 3^e commission des pétitions, t. 3, p. 427 ; — de la commission chargée d'examiner les projets de lois d'intérêt local, t. 6, p. 4 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi relative à l'établissement dans les cantons ruraux d'un service de médecine gratuit, t. 7, p. 3 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux élections des conseils municipaux de Sceaux et de Saint-Denis, t. 7, p. 161 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au remplacement militaire, t. 7, p. 385. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 447.

Voitures. — Pétition demandant que par simple mesure administrative, on interdise l'usage des voitures à deux roues non suspendues et dont le chargement exige l'emploi de plusieurs chevaux. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 3, p. 676. — Ordre du jour.

Voltaire (Statue de). — Pétition réclamant contre l'autorisation accordée par le Gouvernement d'ériger une statue à Voltaire sur une voie publique de Paris. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 1, p. 385. — Ordre du jour.

VUILLEFROY (M. DR). — Est nommé : vice-secrétaire du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 671 ; — vice-secrétaire du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 426. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 460, t. 3, p. 428 ; t. 4, p. 368 ; — de la commission chargée d'examiner les projets de lois abrogeant les lois de sûreté générale, t. 5, p. 77 ; — de la commission chargée d'examiner une proposition de loi concernant les chemins vicinaux, t. 7, p. 3. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 430 ; t. 3, p. 673 ; t. 4, p. 139, 398 ; t. 5, p. 136 ; t. 7, p. 740 ; t. 8, p. 209. — Fait des rapports sur des projets de lois d'intérêt local, t. 7, p. 418, 664.

VURTAY (M.). — Est nommé secrétaire du 4^e bureau, 1^{re} or-

ganisation, t. 1, p. 32; — vice-président du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 6, p. 671; — vice-président du 5^e bureau, 4^e organisation, t. 4, p. 367; — vice-président du 5^e bureau, 6^e organisation, t. 6, p. 3; — président du 5^e bureau, 8^e organisation, t. 8, p. 394. — Est nommé membre: de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 671; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne, t. 3, p. 428; — de la commission chargée d'examiner une plainte formée contre M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 187; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la procédure à suivre devant les conseils de préfecture, t. 7, p. 384; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la nomination des maires et adjoints, t. 8, p. 100; — de la commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 8, p. 556. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 123, 309, 317, 559; t. 6, p. 51. — Est entendu: sur des pétitions relatives à des modifications à introduire dans notre système monétaire, t. 3, p. 320; — sur une pétition réclamant le droit à pension pour les commissaires de police, t. 4, p. 314; — sur une plainte formée par M. Mirès contre M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 435; — sur une pétition réclamant le payement de travaux exécutés pour la commune de Régnv (Loire), t. 4, p. 526; — sur une pétition dénonçant un conseiller de préfecture qui tiendrait un cabinet d'affaires, t. 6, p. 96, 408; — sur le projet de révision du règlement (*comité secret*), t. 6, p. 520, 525, 600; amendement relatif à la réglementation des questions, t. 6, p. 561; amendement relatif à l'administration intérieure du Sénat, t. 5, p. 719, 721, 739, 741; — sur l'urgence du projet de loi relatif aux encouragements à accorder aux grandes pêches maritimes, t. 8, p. 725; — sur une demande d'ajournement du projet de loi relatif au partage des terres vaines et vagues de la Bretagne, t. 8, p. 778. — *Session extraordinaire.* — Est nommé secrétaire du 1^{er} bureau, t. 9, p. 15. — Est nommé membre: de la commission chargée d'examiner le projet de loi augmentant les forces militaires de la France, t. 9, p. 33; — de la commission chargée d'examiner le projet de loi élevant à un milliard le chiffre des bons du Trésor, t. 9, p. 52. —

Fait un rapport sur le projet de loi élevant à 4 milliard le chiffre des bons du Trésor à émettre en vertu de la loi du 21 juillet 1870, t. 9, p. 53. — Est entendu sur le projet de loi relatif à l'élection des officiers de la garde nationale. t. 9, p. 278.

W

Wateringues. — Pétition demandant que les membres des syndicats chargés de l'administration des *wateringues*, ne soient plus élus, comme ils le sont aujourd'hui, par les quarante plus imposés de chaque section, mais par tous les contribuables dont la cotisation atteint le chiffre de 50 fr. — Rapport par M. Béhic, t. 4, p. 291. — O. d. j



